
3 1761 07994668 7

HENRI BOURASSA
Directeur du *Devoir*

LE PAPE
arbitre de la paix

(DEUXIÈME ÉDITION)



IMPRIMÉ AU *DEVOIR*
43, rue Saint-Vincent
MONTRÉAL
1918



Avertissement

Après la publication dans le Devoir *de l'article qui forme le dernier chapitre de cette brochure, l'éminent auteur du* Droit public de l'Église *me faisait l'honneur de m'écrire la lettre suivante :*

Séminaire de Québec, 14 janvier 1918

Cher monsieur,

Je viens de lire votre article *Triomphe et justification du Pape* avec un sentiment de joie religieuse et de profonde admiration. Ce sentiment, je suis heureux de vous le dire, est partagé par tous ceux de mes confrères avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir de ce sujet.

Nous croyons que si cet article vraiment remarquable, et vos autres articles sur l'intervention du Pape dans la guerre actuelle, étaient publiés en brochure, cette publication serait hautement appréciée de vos lecteurs.

Le Pape joue dans l'immense conflit dont nous sommes les témoins un rôle admirable. Mieux faire connaître ce rôle, en faire ressortir avec plus d'éclat toute l'utilité et toute la grandeur, est une œuvre digne des plus grands éloges, et qui ne peut que réjouir le cœur du Saint-Père et raviver chez les catholiques l'amour de l'Église.

Veuillez agréer, cher monsieur, avec mes félicitations, l'hommage de mes sentiments respectueux et dévoués.

Louis Ad. Pâquet

A cette lettre, j'ai répondu en ces termes:

Montréal, 16 janvier, 1918

Monseigneur,

Comment vous exprimer toute ma reconnaissance pour la lettre si bienveillante que vous avez bien voulu m'écrire ?

Au milieu des angoisses, des traverses et des contradictions suscitées, au Canada comme ailleurs, par l'effroyable guerre qui met en péril la civilisation chrétienne et la sécurité du monde, nous avons eu, au *Devoir*, un souci constant: répondre aux désirs du Souverain Pontife et travailler, dans la mesure de nos humbles efforts, à faire pénétrer dans les milieux où s'exerce notre influence la pensée pacificatrice du Pape, sans la rétrécir ou la fausser au gré des passions, des rancunes, ou même des légitimes sentiments de l'une ou l'autre des nations en conflit. Nous n'avons certes pas la prétention d'affirmer que nous n'avons jamais erré dans l'interprétation que nous avons donnée de la pensée et des paroles de Sa Sainteté. Mais, chose certaine, nous avons eu la volonté constante et inébranlable d'obéir au Pape et de suivre ses directions et ses conseils.

Plusieurs amis désintéressés de notre œuvre m'ont suggéré de réunir les divers articles que j'ai publiés dans le *Devoir* sur cet aspect si important de la situation mondiale. Votre démarche, Monseigneur, ajoute à ces amicales suggestions le poids de votre haute autorité et me décide à m'y rendre. Je vais m'occuper incessamment de réunir ces articles en y joignant ceux où je me suis efforcé de rechercher dans quelle mesure les gouvernements et l'opinion publique des principales nations en conflit répondaient le mieux ou le plus mal à la pensée du Pape.

Si cette publication peut contribuer à fortifier davantage, dans notre pays, l'autorité morale du Pape, si nécessaire à la vie sociale et politique des nations, mes collaborateurs et moi y trouveront une ample compensation aux critiques acerbes dont nous avons été l'objet parce que nous préférions obéir à la pensée du Pape plutôt qu'aux suggestions de ceux qui ne voient d'autre issue à l'épouvantable cataclysme que la guerre à outrance et sans merci.

Veuillez agréer, Monseigneur, avec l'expression réitérée de ma reconnaissance, l'hommage de mon profond respect.

HENRI BOURASSA

Ces deux lettres suffiraient à préfacer *cette modeste brochure. Me permettra-t-on quelques observations supplémentaires?*

* * *

Il m'a paru utile de reproduire deux articles antérieurs au premier appel du Pape aux nations belligérantes. Les réflexions sur "le Congrès Eucharistique et la guerre" *portent l'empreinte d'impressions rapportées d'Europe, au début de la guerre. J'avais assisté aux inoubliables manifestations de Lourdes, puis, en Suisse et en Alsace, aux signes prochains de la tempête. J'étais en France*[1] *lorsque le cataclysme se déchaîna. Cet article est le premier que j'écrivis pour le* Devoir, *à mon retour.*

Le second est celui dont je saluai l'avènement de Sa Sainteté Benoît XV au trône pontifical. On y trouvera l'expression des espérances suscitées par l'élection de l'illustre cardinal-archevêque de Bologne.

Ces deux articles marquent nettement l'inspiration fondamentale de notre attitude sur la guerre et expliquent déjà notre adhésion aux conseils et à la direction du Saint Siège. Toujours nous avons vu dans la guerre, et dans l'obstination à la poursuivre, un "crime coopératif[2]*" de la plupart des nations belligérantes* —ce *qui ne veut pas dire que la part de responsabilité soit égale pour chacune. Dès le début, nous avons souhaité que le pape soit appelé à départager les combattants et à définir les conditions d'une paix "juste et durable."*

Six mois avant le premier appel direct du Souverain Pontife aux belligérants, j'avais exprimé l'ardent espoir de voir le Chef de l'Église universelle s'interposer entre les combattants et préparer les voies au rétablissement du droit commun des nations. Appelé à parler de "la renaissance des petites nationalités," *j'avais posé en principe que tous les peuples ont droit à leur vie propre.*

"Le libre développement des petites nationalités, disais-je, "est, pour le monde entier, une garantie infiniment plus sûre "de paix, de liberté et de véritable progrès que la domination de

[1] Et non en Allemagne, comme le veut la légende accréditée par la presse anglo-canadienne.

[2] L'expression est de M. Brailsford dans sa magistrale étude, *The Empire of the East*, publiée dans la *Contemporary Review*, en septembre 1914, et reproduite en appendice dans ma brochure *The Foreign Policy of Great Britain* (Montréal 1915).

"n'importe quelle race ou nation, quels que soient les facultés, "le génie ou la science de gouvernement de cette race ou de cette "nation."

Après avoir esquissé à grands traits les principales caractéristiques de la "nationalité", et démontré par quelques exemples qu'il ne faut pas la confondre avec la "race" ou la "communauté de langue", je mettais mes auditeurs en garde contre les applications fausses ou exagérées du "principe des nationalités."

"Toute nationalité, disais-je, qui répond, dans une large "mesure, à la définition que je viens d'en donner a le droit de "vivre et de se développer normalement sans empiéter sur le droit "des autres. Car, dans l'ordre des nations comme dans celui des "individus, toute liberté cesse d'être légitime le jour où elle empiète "sur d'autres libertés également légitimes."

Des excès du nationalisme outrancier, je dénonçais l'impérialisme comme le plus redoutable. Dans les prétentions rivales et également monstrueuses des impérialistes anglo-saxons, pangermanistes ou panslaves, je signalais la cause principale du malheur qui s'est abattu sur l'Europe et le monde. Je soutenais que la paix future, le progrès et l'équilibre des nations seraient également menacés par le triomphe de l'un ou de l'autre de ces impérialismes; et j'ajoutais: "Tous ceux qui ont réellement à "coeur la paix du monde et qui veulent que le soleil de Dieu brille "sur tous les peuples, doivent souhaiter ardemment que les petites "nationalités renaissent pour faire un ciment à la solidité du "monde."

Nommant celles de ces nationalités qui nous intéressent davantage, j'exprimais le désir de voir la guerre se terminer par la définitive libération des peuples balkaniques — et non par leur envoûtement dans le panslavisme moscovite — ; par la résurrection de la Pologne, centre du mouvement catholique slave; par la rupture des chaînes de l'Alsace-Lorraine, en souhaitant qu'elle restât plus alsacienne et lorraine qu'uniformément française. Naturellement, j'appelais de tous mes voeux l'affranchissement de l'Irlande et de la Belgique.

"Est-il nécessaire de dire — et ici tous les désaccords tom- "bent — que le monde a besoin de voir la Belgique renaître de "ses cendres? — Et elle renaîtra — Est-ce à cause de l'expansion "commerciale du petit peuple belge? à cause de sa puissance

"*politique, de l'excellence de ses institutions? Non. On*
"*peut compter ceux d'entre nous qui savent quelque chose des*
"*institutions belges. Pourquoi donc, instinctivement, souhai-*
"*tons-nous tous, pourquoi* voulons-*nous que la Belgique vive?*
"*C'est parce qu'elle représente un* droit *et un principe infiniment*
"*supérieurs, aux yeux de Dieu, à la domination des terres par*
"*l'Allemagne, à la domination des mers par l'Angleterre.*"

"*Oui, puissent la Pologne et la Belgique revivre! Puis-*
"*sent la Suisse, les pays scandinaves, la Hollande préserver leur*
"*état actuel! Puisse l'Irlande développer son génie particulier*
"*à côté de l'Angleterre! Alors l'humanité aura remonté d'un*
"*cran.*

"*Ah! si l'on pouvait espérer davantage de la conscience,*
"*de la dignité et de la véritable intelligence des hommes, il faudrait*
"*souhaiter un couronnement à ce rétablissement de l'équilibre*
"*mondial. Ce serait de faire renaître la souveraineté intellec-*
"*tuelle et morale du Pape afin de maintenir l'équilibre entre*
"*toutes les nations.*

"*Voici trois cents ans que les nations qui se prétendent les*
"*plus* intelligentes de la terre, *que les gouvernants les mieux*
"*constitués en autorité, que maints professeurs de science sociale*
"*et politique, enseignent que la prépondérance de la Papauté*
"*dans le monde a été un malheur pour la Papauté et le monde.*
"*Le philosophisme français s'est attelé à cette besogne de destruc-*
"*tion morale. Le mercantilisme et le parlementarisme anglais*
"*y ont travaillé efficacement, plus peut-être que toute autre nation*
"*pendant un siècle.*

"*Le militarisme teuton vient à son tour essayer de régler les*
"*affaires du monde. Ceux qui ont vu la banqueroute du philo-*
"*sophisme français, la trahison du mercantilisme anglais,*
"*la brutalité du militarisme teuton, tournent maintenant leurs*
"*yeux vers la Russie et demandent à l'absolutisme ou au nihi-*
"*lisme russe de sauver les libertés du monde. Personne n'a*
"*encore songé à se retourner vers cette force morale, vers cette*
"*pensée, cette inspiration, qui n'a jamais fléchi depuis dix-neuf*
"*siècles et qui est à l'abri, au-dessus et en dehors de toute passion*
"*de race.*

"*Messieurs, ce n'est pas à titre de catholique seulement*
"*que je dis ces choses, S'il pouvait pénétrer dans le cerveau des*

"*gouvernants une simple pensée d'intelligence, après avoir épuisé "toute la gamme des moyens d'action, par l'influence persuasive "ou par la force brutale, et constaté que ni le sabre, ni les parle- "ments, ni l'absolutisme ne peuvent rétablir la paix du monde, "ils comprendraient que la meilleure ressource c'est encore de "demander à l'Église de jouer de nouveau dans le monde — non "pas le rôle politique que tel ou tel pape a pu jouer dans telle ou "telle occasion, tantôt pour le bien, tantôt pour le mal de l'humani- "té ou de l'Église — mais le rôle unique que seule la Papauté "pouvait jouer et a joué pendant quinze siècles pour le bien et la "grandeur morale de l'humanité*[1]."

Est-ce une prétention exagérée de dire qu'à travers les négligences et les incorrections de forme d'une poussée oratoire tout improvisée, ce langage nous mettait d'accord, six mois d'avance, avec les principes et les méthodes que le Souverain Pontife devait suggérer pour rétablir la paix?

* * *

Du jour où le Pape a parlé — on le constatera dans ces pages — nous n'avons cessé de voir dans ses augustes conseils l'unique moyen de mettre fin par une paix "juste et durable" à "l'horrible carnage qui déshonore l'Europe."

Ces conseils, si paternels, si éclairés, s'adressent à tous les chefs d'État, à tous les peuples; mais, pour les catholiques, ils deviennent une véritable direction. *A nos yeux, du moins, cette direction commande l'obéissance volontaire, à la fois confiante et*

[1] Conférence à l'Université Laval, le 27 janvier 1915. Le texte de ce discours aurait trouvé sa place naturelle dans ce recueil, à la suite des deux premiers articles reproduits et avant celui consacré au premier *appel du Pape* (article du 3 août 1915). Mais cette conférence, entièrement improvisée sur des notes fort succinctes, n'a pas été sténographiée. Le compte-rendu publié dans le *Devoir* du lendemain (28 janvier 1915) — le seul qui me reste, et dont j'ai extrait les citations ci-dessus, — renferme plusieurs lacunes et inexactitudes. Cependant, le passage sur la nécessité d'appeler le Pape à arbitrer les disputes du monde est, je puis l'affirmer, à peu près textuel.

Avant cette conférence, j'avais prononcé deux autres discours, l'un, le 22 octobre 1914, sur la Belgique, au profit des œuvres de secours belges, françaises et canadiennes, et l'autre, le 12 novembre, sur l'Alsace-Lorraine, au bénéfice de la Croix rouge *française*. Ceci dit en passant pour démontrer que le *Devoir* et son directeur, et les nationalistes en général, ne sont pas aussi indifférents qu'on l'a prétendu aux souffrances, aux besoins et aux aspirations des autres peuples, des Français et des Belges en particulier.

raisonnée, qu'appellent la pensée et la parole de Celui qui est, pour les catholiques, le Pontife suprême, le successeur de saint Pierre, le représentant de Dieu sur la terre, et qui devrait être, pour tous les hommes, pour tous les peuples, le guide le plus sûr et le plus désintéressé, le gardien le plus autorisé du droit public, la clef de voûte de la société des nations.

Dans l'application concrète des directions pontificales à notre pays et à ses conditions particulières, nous avons cru que notre devoir nous commandait, d'abord, de nous pénétrer de la pensée du Souverain Pontife, puis, de la présenter telle qu'elle se manifeste, sans la rétrécir et l'accaparer au bénéfice des seules nations au côté desquelles le Canada s'est rangé. Persuadés d'avance que la paix "juste et durable" ne peut sortir de la victoire totale de l'une des coalitions, nous croyons, avec le Saint-Père, qu'il faut peser "avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples," ceux de nos ennemis comme ceux de nos alliés. Convaincus, comme le Souverain Pontife, qu'il est faux de "prétendre que le conflit ne peut se terminer que par la violence des armes," nous n'avons cessé de contredire ceux qui poussent à la guerre à outrance, à l'anéantissement de l'ennemi, impossible d'ailleurs. Certains également que, pour être "juste et durable," la paix ne doit pas "profiter à une seule des parties mais à toutes", et que chacune des nations en guerre doit consentir "les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers," nous nous sommes appliqués à faire ressortir ce qu'il y a d'exagéré ou d'irréalisable dans les prétentions de nos alliés. Obligés de réagir contre un courant quasi-universel de chauvinisme intense, nous avons, à maintes reprises, signalé la contradiction qui existe entre les principes que les chefs des nations alliées prétendent soutenir et imposer à l'ennemi, et l'application fausse ou à rebours qu'ils en font chez eux et chez nous. Comme les évêques allemands, comme le R. P. Keating [1], nous avons cru que notre devoir était de rechercher nos torts et nos injustices plutôt que ceux des autres.

Cette attitude, diamétralement opposée à la pratique usuelle du chauvinisme, nous a naturellement attiré de multiples accusations de pro-germanisme, de "déloyalisme" à l'égard de l'Angle-

[1] Article du 7 août 1915, reproduit dans cette brochure: *La guerre à la guerre — I — Le culte de la force.*

terre, de froideur égoïste envers la France. Notre principal tort est peut-être de nous être étonnés, et parfois irrités, de ces accusations injustes — de celles surtout venues de milieux catholiques où l'on avait entrepris, inconsciemment, je veux le croire, d'exploiter la foi religieuse des Canadiens-français et leurs sympathies pour la France au profit de l'impérialisme anglo-saxon et protestant. Notre grand crime, en somme, c'est d'avoir déchiré cette trame savante.

De ces pénibles débats intérieurs, on trouvera peu de traces dans ces pages, toutes écrites à la hâte, pourtant, et presque toujours dans la chaleur des discussions politiques, religieuses ou nationales. Par souci d'exactitude et de probité, je n'ai pas cru devoir éliminer ce qu'il en transpire dans ces articles; mais je supplie mes lecteurs de croire que le maintien de ces bribes de polémique ne cache aucune arrière-pensée de faire accepter nos opinions particulières sur des matières essentiellement controversables à la faveur de notre adhésion franche et sans réserve aux sereines directions du Souverain Pontife.

En ce qui concerne notre interprétation de la pensée et des paroles de Sa Sainteté, je ne veux pas me borner à réitérer l'assurance que je donnais à Mgr Pâquet, de ne pas prétendre à l'infaillibilité de cette interprétation: d'avance, avec la même obéissance joyeuse, facile et raisonnée qui nous a fait accepter en son entier la direction du Saint Siège, je désavoue tout ce qui pourrait, dans mes déductions et mes jugements, apporter la plus légère altération à la pensée de l'auguste Pontife de qui le monde attend la lumière et le salut.

HENRI BOURASSA

20 janvier 1918

Chaque article reproduit porte la date de sa publication. Le lecteur voudra bien faire les nécessaires mises au point, par exemple, quant aux opinions exprimées avant la révolution russe ou l'intervention des États-Unis dans la guerre.

On trouvera, en appendice, les principales pièces émanant du Saint-Siège — notes et allocutions pontificales, lettres et interview du cardinal secrétaire d'État — citées et analysées dans mes articles. Il y a parfois une légère variante entre le texte des pièces reproduites en appendice et les citations

faites au cours des articles. La cause est facile à expliquer. Dans la plupart des cas, j'ai dû commenter et citer les paroles du Saint-Siège avant d'avoir reçu la version française officielle ou une traduction plus exacte, généralement empruntée à la Croix, *de Paris. A moins d'une différence propre à altérer le sens, j'ai cru devoir maintenir ces citations telles qu'elles apparaissent dans le texte original de mes articles. Le lecteur fera facilement la mise au point.*

"Le Pape, arbitre de la paix"

Lettres d'approbation

De Son Éminence le cardinal BÉGIN, archevêque de Québec

Archevêché de Québec, 15 février 1918.

Monsieur Henri Bourassa,

Montréal.

Cher Monsieur,

Vous avez bien voulu m'adresser en hommage un exemplaire de votre beau volume, *Le Pape, arbitre de la paix*. Je vous en remercie de tout cœur.

Je ne puis que louer votre zèle à mettre en pleine lumière la pensée si haute et si juste et l'action si bienfaisante de notre très vénéré Pontife Benoît XV, dans le grand conflit qui désole et trouble toutes les nations du monde. C'est bien là le rôle d'un journaliste catholique et vous l'avez rempli avec grande foi et noble courage.

Les hommes s'agitent et Dieu les mène. Et qui mieux que le Pape représente les vues et incarne l'action de Dieu parmi les peuples? Comme le disait tout récemment Son Éminence le Cardinal Vannutelli en offrant au Saint-Père les vœux du Sacré Collège — vœux auxquels je me suis de loin associé: — "Il est avec Dieu celui qui est avec le Vicaire de Jésus-Christ".

Agréez, cher Monsieur, avec mes félicitations et mes remerciements, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

† L.-N. Card. BÉGIN, *archevêque de Québec.*

De Sa Grandeur Mgr BRUCHÉSI, archevêque de Montréal :

Montréal, 22 février 1918

Monsieur Henri Bourassa,
Directeur du *Devoir*,
Montréal.

Mon cher Monsieur,

J'ai quelque peu tardé à accuser réception de votre volume: *Le Pape arbitre de la paix*, que vous avez eu l'amabilité de m'envoyer. Je voulais auparavant revoir à loisir les articles que j'avais déjà lus dans *Le Devoir*. Aujourd'hui, je viens vous dire mon très sincère merci.

Dans ces nombreux articles spécialement consacrés à l'action du Souverain Pontife depuis le commencement de la guerre, bien des questions incidentes sont touchées, sur lesquelles je n'oserais me prononcer. Vous portez aussi sur certains hommes et certains événements des jugements qui pourraient être discutés; mais dans tout ce que vous avez écrit sur le Souverain Pontife lui-même, il n'y a pas une ligne qui n'ait mon entière approbation.

Au lendemain du jour où Benoît XV faisait un de ses plus émouvants appels aux peuples belligérants, je disais: "Il ne désire que le bien réel de l'humanité. Il doit avoir les lumières spéciales. Nul ne saurait le redouter; tous, au contraire, devraient avoir confiance dans son esprit de justice. Pour nous, catholiques, nous avons été, nous sommes et nous serons toujours avec le pape". J'ai vu avec bonheur le développement de ces pensées dans vos éloquents articles.

On sait la réponse que reçut l'invitation si sage et si paternelle de Benoît XV. Je dis : *l'invitation* car ses multiples messages ne renfermaient pas autre chose: "Pas de paix, a-t-on répondu, il ne peut être question de paix pour le moment". Et à peine quelques semaines plus tard, les chefs d'État des pays en guerre parlaient de paix et se disaient leurs conditions dans un dialogue solennel en présence du monde entier. N'était-ce pas rendre au pape sans l'avouer, un éclatant hommage?

La paix viendra, un jour, quand il plaira au Maître souverain des nations; et je me permets humblement de penser, avec l'éminent cardinal Gibbons, qu'elle se fera d'après les grands principes et les directions émanés du Vatican. Attendons que l'avenir nous dévoile ses secrets.

Agréez, cher Monsieur, l'expression de mes bien dévoués sentiments.

† Paul, *archevêque de Montréal.*

De Sa Grandeur Mgr BÉLIVEAU, archevêque de Saint-Boniface:

Saint-Boniface, 1er mars 1918

Monsieur Henri Bourassa,
Directeur du *Devoir*,

Cher Monsieur,

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir votre volume intitulé: *Le Pape, arbitre de la paix*, et je vous remercie. C'est une bonne œuvre que vous venez de faire. Réunissant, comme dans un faisceau, tous vos articles sur ce sujet, vous leur donnez une plus grande force pour atteindre le but visé: orienter les nations égarées par des conseillers intéressés ou aveuglés, vers le Pape, arbitre naturel de la paix entre nations chrétiennes.

Parce que les nations perdent de plus en plus l'esprit chrétien, elles s'efforcent d'éliminer de leurs conseils le plus sûr élément de paix et de réconciliation, le Pape, le vicaire, ici-bas, du Prince de la Paix.

Catholique convaincu et publiciste éclairé, vous vous êtes efforcé, au cours de ces trois dernières années, de faire écho à la parole pontificale. Ce n'est pas un mince mérite en notre pays, et il vous a fallu une dose de courage plus qu'ordinaire pour persévérer dans ce rôle ingrat à plus d'un titre.

Ces articles remarquables réunis en volume mettent en vive lumière la justesse de vos vues. Vous pourriez, avec raison, redire la parole de satisfaction de ceux qui travaillent au triom-

phe de leurs vues personnelles tout autant qu'au triomphe de la cause qu'ils défendent: "Je vous l'avais bien dit." Prendre cette position, n'est pas dans vos habitudes; il est peut-être dans l'ordre des justes compensations que d'autres la prennent pour vous.

La paix, selon la parole profonde du Vicaire de Jésus-Christ, ne sera rétablie que par la reconnaissance de l'Empire du droit, et le droit s'accommode mal des visées impérialistes et impérialisantes, d'où qu'elles viennent et quels qu'en soient les tenants.

Vous avez fait des efforts consciencieux pour amener ceux qui sont dans le rayon de votre action à peser "avec une sereine conscience les droits et les justes aspirations des peuples," seules garanties d'une paix durable; soyez-en loué et remercié.

"Qu'il soit béni celui qui, le premier, élèvera une branche "d'olivier et tendra la main à l'ennemi, en lui offrant des con-"ditions raisonnables de paix".

Vous efforçant de suivre la direction pontificale, vous avez eu le courage de dire dans quelle mesure vous considériez certaines conditions posées par les Alliés comme peu raisonnables et peu compatibles avec un désir sincère de paix. Ce n'était pas chercher la popularité, aussi avez-vous recueilli l'injure.

Puissent les nations, faisant amende honorable de leurs égarements, rappeler le Pape dans leurs conseils de paix, car, lui seul en ce moment peut considérer "avec une sereine conscience les droits et les justes aspirations des peuples"; lui seul peut dire quelles sont "les prétentions injustes et les impossibilités qui doivent être éliminées," aussi bien que "les concessions qui doivent être consenties, même au prix de certains sacrifices," pour que les nations aux abois puissent enfin jouir d'une paix durable.

Avec quelques très rares exceptions, vous les avez confessées en public, c'est déjà pour elles une excellente préparation à la contrition. Puissiez-vous ne pas recueillir des fruits trop amers de votre courageuse franchise. Vous aurez toujours la conscience du devoir accompli, c'est souvent la seule consolation qu'on puisse attendre en ce monde; elle suffit aux hommes de cœur.

Agréez, cher Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments et l'assurance de mon entier dévouement.

† ARTHUR, *archevêque de Saint-Boniface.*

De Sa Grandeur Mgr BERNARD, évêque de Saint-Hyacinthe :

Saint-Hyacinthe, le 9 février 1918.

Monsieur Henri Bourassa,
Directeur du *Devoir*,
43, rue Saint-Vincent,
Montréal.

Cher Monsieur,

Je vous suis reconnaissant de l'envoi de votre nouveau livre: *Le Pape, arbitre de la paix.* En le publiant, vous avez voulu faire connaître le rôle admirable joué par le Pape dans l'effroyable guerre actuelle. C'est une très bonne action. Aussi je m'unis au vénéré Monseigneur Pâquet pour vous redire "Mieux faire connaître ce rôle, en faire ressortir avec "plus d'éclat toute l'utilité et toute la grandeur, est une œuvre "digne des plus grands éloges, et qui ne peut que réjouir le "cœur du Saint-Père et raviver chez les catholiques l'amour "de l'Église".

Veuillez agréer l'assurance de mes sentiments dévoués en Notre-Seigneur.

† A.-X., *évêque de Saint-Hyacinthe.*

De Sa Grandeur Mgr BLAIS, évêque de Rimouski :

Évêché de Rimouski, le 22 février 1918

A Monsieur Henri Bourassa,
Directeur du journal *Le Devoir*,
à Montréal.

Cher Monsieur,

En me faisant hommage d'un exemplaire de votre remarquable travail sur *Le Pape, arbitre de la paix*, vous ne

pouviez manquer de me causer un grand plaisir et c'est de tout cœur que je vous offre l'expression de ma reconnaissance.

Permettez-moi de vous féliciter aussi bien cordialement de l'heureuse idée que vous avez eue d'accéder aux vœux de vos amis éclairés, en mettant en volume les articles épars que vous avez publiés dans le *Devoir* sur la pensée pontificale depuis le commencement de la grande guerre. Inspirés par votre foi qui vous fait chercher, dans les vues du Vicaire de Jésus-Christ, la pensée de Dieu dans le gouvernement du monde, ces écrits s'éclairent en outre des déductions lumineuses que vous savez tirer de l'intelligente observation de l'histoire et d'une connaissance approfondie de l'état actuel des sociétés et des peuples. Au milieu de la tourmente qui affole les esprits et soulève tant d'aveuglantes passions pour empêcher les hommes de voir juste, vous employez ainsi votre talent et l'heureuse influence de votre forte plume catholique, pour éclairer la mentalité chrétienne de notre pays, pour la disposer à comprendre mieux l'attitude admirable du Souverain Pontife, à recevoir avec plus d'intelligence ses directions, et pour la tourner "vers cette force morale, vers cette pensée, cette inspiration qui n'a jamais fléchi depuis dix-neuf siècles, et qui est à l'abri, au-dessus et en dehors de toute passion de race".

Recueillis en un tout complet, ces articles atteindront mieux le but que vous vous proposiez en les écrivant. Ce recueil projette aussi sur la sûreté de vos prévisions et la suite des appréciations que vous avez faites à diverses époques un rayon saisissant de lumière qui doit forcer tout homme de bonne foi à rendre hommage à votre sens de journaliste catholique. En condensant la pensée des plus militants de notre race pour la montrer s'harmonisant avec la pensée pontificale, ce recueil mettra aussi en lumière, auprès des esprits que des influences mal avisées ont pu réussir à tromper, le sens catholique de notre race et la loyauté de notre attitude dans le présent conflit.

C'est pourquoi, à titre d'Évêque et de Canadien français, je me fais un plaisir de vous louer et de souhaiter la diffusion de votre travail dans tous les coins nombreux où il est appelé à exercer sa double influence.

Agréez, cher monsieur, l'expression de mes sentiments les plus dévoués en Notre-Seigneur.

† ANDRÉ-ALBERT, *évêque de Saint-Germain de Rimouski.*

De Sa Grandeur Mgr BRUNET, évêque de Mont-Laurier :

Mont Laurier, le 13 février 1918.

Cher Monsieur Bourassa,

Veuillez agréer mes sincères remerciements pour l'envoi de votre ouvrage: *Le Pape, arbitre de la paix.*

Ces belles et fortes pages sur le Pape et son action bienfaisante, pendant cette guerre, produiront sans doute un grand bien et ne peuvent que réjouir les vrais catholiques.

Je vous félicite de tout cœur.

Votre tout dévoué serviteur,

† F.-X., *évêque de Mont Laurier.*

De Sa Grandeur Mgr CHARLEBOIS, Vicaire apostolique du Keewatin :

Pas, 16 février, 1918.

Monsieur Henri Bourassa,
Directeur du *Devoir*,
Montréal.

Bien cher Monsieur,

Je suis heureux d'accuser réception du volume *Le Pape, arbitre de la Paix*, que vous avez daigné m'adresser. Je vous en remercie bien sincèrement.

Étant un de vos admirateurs, j'apprécie tous vos écrits. Je les lis avec plaisir et intérêt. Ce que j'aime surtout c'est de voir le culte, je puis dire, que vous avez pour Notre Très Saint Père le Pape. On voit que votre foi vous le représente comme le vrai représentant immédiat de Notre Seigneur.

J'ai lu la plupart de ces articles dans votre journal. Mais je suis content de pouvoir les relire à la suite les uns des autres. Il y a plus d'intérêt. C'est une excellente idée que vous avez eue de les réunir dans un seul volume. Merci, encore une fois. Je vous bénis ainsi que votre œuvre.

Tout vôtre dans le Sacré-Cœur.

† Ovide, O.M.I., *Vicaire apost. du Keewatin.*

De Sa Grandeur Mgr CLOUTIER, évêque des Trois-Rivières:

Évêché des Trois-Rivières, 11 mars 1918.

Monsieur Henri Bourassa,

Directeur du *Devoir.*

Cher Monsieur,

Je viens à la dernière heure vous exprimer mon sentiment sur votre excellent livre: *Le Pape, arbitre de la paix.* Mon excuse pour ce retard est dans la longue maladie que j'ai dû subir.

Vous savez, sans doute, du reste, que je n'ai jamais cessé d'admirer l'œuvre que vous faites chez nous comme chrétien et comme patriote.

Ah! si tous nos hommes instruits — ou censés l'être — donnaient, à votre exemple, une place d'honneur dans leurs études à la Religion, s'ils se souciaient davantage des enseignements de Rome et de la morale évangélique, comme nous y gagnerions de toutes manières !

Quant à vous, vous avez étudié l'histoire, vous avez observé le monde, vous avez refléchi longuement sur les théories des économistes, mais vous ne vous êtes pas arrêté là: vous vous êtes souvenu que la lumière, la vraie lumière, vient de Dieu; que sans la foi, la prière, l'étude de l'Évangile et du catéchisme, sans la soumission parfaite au Pape, l'homme marche dans les ténèbres, vers les abîmes. Vous avez donc travaillé sagement, et le ciel a béni vos efforts; il a donné à vos talents

naturels un merveilleux épanouissement dont l'éclat rejaillit sur la patrie canadienne-française.

Votre dernier livre, *Le Pape, arbitre de la paix*, vous fait particulièrement honneur, en même temps qu'il réjouit toutes les âmes franchement catholiques. En parcourant ces pages si pleines de vie et de lumière, où, en fils soumis de l'Église, vous cherchez humblement et simplement la pensée du Pape, le lecteur sérieux comprendra mieux que Rome possède la Vérité et la Sagesse, que les gouvernants doivent renoncer aux principes égoïstes qui poussent le monde à la barbarie et à la ruine. Le lecteur sérieux saura mieux aussi, après vous avoir lu, que le gardien par excellence de la civilisation, c'est le Pape, et "que le jour où toutes les nations soi-disant chrétiennes se souviendront de leur baptême", alors seulement la paix véritable sera possible.

Puisse votre livre semer dans les âmes, avec l'amour de Jésus-Christ, l'amour de son Vicaire, toujours calme et serein au milieu de la tempête qui bouleverse l'univers.

Agréez, cher monsieur, l'expression de mon entier dévouement en N. S.

† F.-X., *Évêque des Trois-Rivières.*

De Sa Grandeur Mgr GAUTHIER, évêque auxiliaire de Montréal:

Montréal, 25 février 1918

Monsieur Henri Bourassa,

Directeur du *Devoir*,

Mon cher Monsieur Bourassa,

J'ai un peu retardé à vous remercier de m'avoir adressé votre dernier volume: *Le Pape, arbitre de la paix.* Je voulais prendre le temps de relire certains chapitres qui m'avaient vivement frappé au moment de leur publication dans le *Devoir*. Je suis tout à fait de l'avis de Mgr Pâquet. Ces articles qui vous ont été inspirés par les diverses interventions du Pape sont un commentaire si manifestement loyal de la pensée pontificale qu'il était très utile de les réunir en volume.

Sous une forme plus accessible et plus durable, ils continueront d'éclairer l'opinion. C'est le meilleur succès que l'on puisse leur souhaiter, car il importe souverainement que la pensée du Pape soit bien comprise des milieux catholiques, dans toute son ampleur et son désintéressement, et que, dans les heures tragiques que nous traversons, notre confiance s'accroisse dans cette ressource surnaturelle qui nous reste et qui seule peut donner au monde la paix juste et complète dont il a besoin.

Agréez, je vous prie, l'assurance de mes meilleurs sentiments

† Georges, *évêque de Philippopolis.*

De Sa Grandeur Mgr LABRECQUE, évêque de Chicoutimi :

Évêché de Chicoutimi, 21 février 1918.

Monsieur Henri Bourassa,
Directeur du *Devoir*,
Montréal.

Cher Monsieur,

Veuillez agréer mes bien vifs remerciements pour l'exemplaire de votre dernier ouvrage, *Le Pape, arbitre de la paix*, que vous avez bien voulu m'envoyer.

Depuis le commencement de la guerre, vous n'avez cessé de montrer le rôle, tout de justice impartiale et d'active charité, qu'a rempli le Souverain Pontife dans ce conflit douloureux. Dans la parfaite soumission de votre foi, pour répondre aux appels du Pape en faveur de la paix, vous avez travaillé courageusement à faire connaître, sans diminution ni altération, la pensée du Souverain Pontife, à la défendre et à la propager dans toute la mesure de votre influence et de votre talent.

Vos paroles auront un écho fidèle dans l'esprit et le cœur des catholiques Canadiens-Français, dont les traditions de foi robuste et d'obéissance à la voix de Rome ne se sont jamais démenties.

Que Dieu bénisse et féconde vos efforts éclairés et généreux: ce sera votre meilleure récompense.

Acceptez, cher Monsieur, mes sincères félicitations ainsi que l'assurance de mon entier dévouement.

† Michel-Thomas, *évêque de Chicoutimi.*

De Sa Grandeur Mgr LATULIPPE, évêque de Haileybury:

Monsieur Henri Bourassa,
Montréal.

Cher Monsieur,

J'avais déjà lu les articles contenus dans le beau volume que vous venez de publier: *Le Pape, arbitre de la paix.* Que j'ai de plaisir à les voir réunis ! C'est un faisceau lumineux qui éclaire les mystères de plus en plus ténébreux de la grande guerre européenne.

Si la parole d'un pauvre évêque missionnaire peut vous être de quelque consolation, dans les luttes et contradictions que vous rencontrez, laissez-moi vous dire que j'admire votre clairvoyance, que je bénis votre talent et que je loue votre courage.

Veuillez ne pas croire que je vous flatte. Je n'ai garde d'oublier que les lèvres du prêtre et surtout de l'évêque sont gardiennes de la vérité autant que de la science et de la foi.

Sur quelques-uns de vos articles, vous vous en souvenez, je vous ai fait déjà quelques réserves. J'ai accepté depuis les explications que vous m'avez données. D'ailleurs, je ne crois pas sage d'abandonner un filon d'or parce qu'on y trouve par hasard une scorie.

Continuez, cher Monsieur Bourassa, à dire franchement votre pensée. Dans mon humble opinion, elle est juste et vivifiante. Dénouez la trame odieuse que le mensonge et la perfidie ourdissent autour de la chaire de Pierre. Défendez

le Pape. Qu'il sache, notre père du Vatican, qu'au Canada, il a des enfants qui l'aiment, qui le vénèrent et qui lui garderont toujours, quoi qu'il arrive, la foi et l'allégeance dues au vicaire de Jésus-Christ.

Veuillez accepter, cher Monsieur, avec mes félicitations et mes remerciements, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

† Élie-Anicet, *évêque d'Haileybury.*

Haileybury, 27 février 1918.

Le Congrès Eucharistique et la guerre

Châtiment, expiation

27 août 1914

Il y a tout juste un mois, aujourd'hui, le Congrès Eucharistique se clôturait à Lourdes. Ces grandes assises de la chrétienté se terminaient comme elles avaient commencé: dans la paix, l'amour et la confiance réciproque. Au nom du Pape, vicaire du Christ, le cardinal-légat, prince di Belmonte, admirable de bonté, de distinction humaine, d'ascétisme chrétien, avait rendu un magnifique hommage au vieil empereur François-Joseph, dont la tragique figure disparaît lentement dans la fumée de l'effroyable incendie que ses ministres ont allumé. [1]

"La charité de Jésus-Christ descendit sur le monde", disait le légat du pape, "et les anges entonnèrent leur cantique: "Gloire à Dieu dans les cieux et paix sur la terre aux hommes "de bonne volonté — *et in terra pax hominibus bonæ volun-"tatis.* L'amour et la paix, tel fut le programme de Jésus se "faisant homme pour racheter le genre humain."

Hélas ! le vénérable prélat oubliait cette autre parole divine: *Pax, pax, et non erat pax.*

Le même jour, l'évêque auxiliaire de Cologne, dans une allocution toute vibrante de foi, de charité, de confraternité même, et dite dans un français irréprochable, transmettait à la France les vœux et les hommages de l'Allemagne catholique. A tour de rôle, Français, Allemands, Autrichiens, Polonais, Italiens, Belges, Anglais, Irlandais, Canadiens,

[1] Je ne prétendais pas placer ici la responsabilité *morale* de la guerre sur le seul gouvernement autrichien. Toute la suite de ces articles démontre que nous n'avons jamais donné dans le travers des publicistes présomptueux qui ont entrepris, dès les premiers jours du conflit, de rendre des sentences et de porter des condamnations, absolument impossibles à formuler, d'ici cinquante années peut-être, pour tout esprit impartial qui voudrait rechercher les causes profondes du conflit. Tout ce que cette observation vise, c'est le *fait* de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, qui a déclanché toutes les armées de l'Europe.

montaient aux mêmes tribunes, priaient aux mêmes autels, communiaient du même Dieu dans la même foi.

* * *

Un mois a passé, — un éclair dans la vie des nations — le Pape est mort de douleur, François-Joseph se meurt de chagrin, de remords peut-être; et tous ces "hommes de bonne volonté", qui s'embrassaient hier dans l'amour du Christ, de la Vierge, de l'Église et du Pape, se retrouvent aujourd'hui sur les champs de carnage, Belges contre Prussiens, Français contre Bavarois, Polonais contre Autrichiens, forcés de s'entre-tuer et bien près de se haïr!

Vingt-six mille prêtres servent dans les rangs de l'armée française seulement. Combien priaient à Lourdes, aux côtés de ceux qu'ils sont appelés à combattre aujourd'hui? Sous peine d'être fusillés comme traîtres à leur patrie terrestre, ces hommes de paix, de miséricorde et de pardon, apôtres de Celui qui a dit: *Tu ne tueras point! — Quiconque se sert de l'épée périra par l'épée*[1] — sont forcés de tuer ceux qu'ils bénissaient hier. Parmi les fronts que troueront les balles de leurs fusils, il en est sur lesquels ils prononçaient naguère les paroles de l'absolution; dans ces poitrines où s'enfonce le fer de leurs baïonnettes a séjourné le Pain eucharistique que leur main sacerdotale a consacré. La sombre imagination du poète évocateur des supplices de l'enfer n'a rien trouvé de plus atroce que cette situation du prêtre-soldat tuant aujourd'hui le chrétien qu'il communiait hier! Cette seule pensée suffirait à égarer la conscience et à faire douter de la miséricorde de Dieu, si le flambeau de la foi ne projetait sa lumière sur les profondeurs insondables de Sa justice.

"La guerre, c'est l'enfer", a dit l'un des hommes de guerre les plus braves du dernier siècle. Ne songeant qu'aux horreurs

[1] On m'a fait observer que ces paroles divines condamnent le meurtre et non la guerre. Je n'ai nullement songé à en tirer un argument favorable à la doctrine du pacifisme absolu ou de la non-résistance. J'ai voulu simplement marquer le douloureux contraste entre les prescriptions évangéliques et les horribles nécessités que la guerre impose aux disciples du Christ. On trouvera plus loin — à la fin de l'article du 25 septembre 1916: *Une nouvelle parole du Saint-Siège* — ce que je dis du devoir des catholiques, "comme citoyens et comme soldats".

et aux misères que suscitent les tueries humaines, Sherman n'a peut-être pas mesuré toute la portée de sa définition. Elle résume, dans son énergique concision, les dévastations, les ruines, les hécatombes sanglantes, les crimes sans nombre et sans nom, le déchaînement de toutes les passions sauvages, l'impunité accordée aux actes les plus atroces, la glorification de tout ce que les lois divines et humaines marquent du fer de l'infamie. Elle donne, en même temps, la seule explication que la raison humaine puisse accepter: le châtiment. Mais elle n'est vraie qu'en partie. La guerre n'est pas l'enfer, parce qu'elle ne tarit point l'espérance. C'est le pire des châtiments sur la terre; c'est aussi la plus salutaire des expiations. Des œuvres de mort que la guerre sème sur son passage surgissent les vertus héroïques, les dévouements incomparables. Derrière la nuée chargée des foudres de la justice apparaît déjà le nimbe lumineux du pardon et de la miséricorde.

* * *

L'être le plus matériel, le moins préoccupé des pensées de l'au-delà, n'a pu traverser l'Europe, à cette heure tragique où les peuples les plus civilisés s'apprêtaient à se ruer les uns sur les autres avec la fureur sauvage des hordes barbares ou des bêtes fauves, sans être frappé de l'élan des âmes vers les sommets de la pensée et de la foi.

En trois jours, j'ai vu des spectacles tels qu'on ne les croit possibles que dans les romans héroïques; j'ai entendu des paroles que l'auteur d'un drame encadrerait d'une grandiose mise en scène — et tout cela fait et dit le plus simplement du monde par des gens d'allure presque vulgaire

Dans la cathédrale de Strasbourg, j'ai passé deux des heures les plus longues et les plus courtes de ma vie. Là j'ai vu des femmes, des vieillards, des enfants qui venaient prier pour les absents et pour la patrie; — comme partout ailleurs, sans doute, mais avec quelle angoisse qui n'existait que là! car pour eux, la "patrie", c'est la France; et le fils, l'époux, le frère, le fiancé, parti sur le chemin de la mort, combat sous les drapeaux du conquérant, de l'ennemi détesté! Peut-on concevoir un drame d'âme plus déchirant?

D'autres ont assisté aux prières de la neuvaine, au sanctuaire de Montmartre; ils ont entendu sortir de milliers de poitrines le cri "Pitié, mon Dieu!" et les vastes voûtes du Sacré-Cœur s'emplir des accents héroïques du cantique national, entrecoupé des sanglots contenus de tout un peuple.

Des drames intimes, on en voyait partout. Chaque voyageur canadien qui a passé seulement deux jours à Paris peut en relater de nombreux et de touchants. A-t-on raconté celui-ci? A la gare Saint-Lazare, une femme encore jeune, en grand deuil, toute frêle, pâle à mourir, venait de s'arracher des bras de son fils unique, appelé au premier rang. Jusqu'au moment du départ, elle avait caché sa douleur. Lorsque le train s'ébranla, les larmes lui jaillirent des yeux. "Attends un peu, maman", s'écrie la petite sœur, une fillette de douze à quinze ans; "il nous regarde encore." La mère refoule ses sanglots, elle trouve même la force de sourire à l'enfant qui va à la mort, elle agite son mouchoir; puis, quand le wagon a disparu, elle s'effondre évanouie.

Un brave garçon, d'esprit assez léger, que j'avais connu blaguant un peu toutes choses, me disait en me racontant un incident du même genre: "De tels spectacles rendent meilleur."

* * *

Tous les étrangers ont signalé le calme extraordinaire, l'ordre remarquable qui ont régné en France dès les premiers jours, si mouvementés, de la mobilisation. Il est impossible de se figurer, sans l'avoir vu, ce que signifie la mobilisation d'une nation armée. C'est non seulement le déchirement de tous les foyers; c'est encore l'arrêt de toute la vie économique et administrative, de tous les transports, de tous les services publics. C'est la fermeture des usines, des grands magasins, de tout ce qui alimente et occupe la fourmilière humaine. Entre l'instant où les mobilisés quittent le travail et celui où ils entrent à la caserne ou rejoignent le régiment, il s'écoule naturellement plusieurs heures et, pour un grand nombre, plusieurs jours de loisir. On conçoit facilement tout ce que ces moments de liberté absolue offrent d'occasions de désordre. Et cependant Paris et la France tout entière n'ont jamais été

si calmes, si paisibles, qu'en ces heures dangereuses. Le contraste était même frappant avec ce que j'ai vu de l'Allemagne dans les mêmes conditions, puisque j'ai traversé l'Alsace et la Prusse rhénane le premier jour de la mobilisation allemande, et la France, depuis la frontière belge jusqu'à Paris, le premier jour de la mobilisation française.

Sans doute, l'efficacité et la merveilleuse précision des mesures administratives, civiles et militaires, ont contribué puissamment à maintenir l'ordre général. Mais il y avait autre chose. Sur toutes les figures on lisait une expression extraordinaire de calme, de dignité, de résolution. Jusqu'à la physionomie et à l'allure du voyou parisien qui étaient transformées.

Ceux qui ont vécu ces heures-là en France peuvent dire qu'ils ont vu l'âme de la nation française.

Quelle que soit l'issue des combats, il sortira de cette épreuve terrible mais salutaire une France régénérée et, espérons-le, une Europe assagie et plus chrétienne.

Puisse le Saint Pontife dont le monde pleure la mort porter au pied du trône de Dieu ce vœu de la chrétienté et obtenir de la miséricorde divine la réalisation de ce qui fut l'inspiration et la pensée constante de son règne si pieux: la restauration de la royauté du Christ sur les peuples et les nations.

Le Pape ne meurt pas

4 septembre 1914

Gloire à Dieu et longue vie à son vicaire, Sa Sainteté Benoît XV!

Fidèle à une tradition presque invariable, le Sacré Collège n'a élu aucun des cardinaux réputés "papables". Il a choisi le chef de l'Église parmi les derniers cardinaux créés par Pie X. On peut même présumer que le Conclave a donné au saint pontife le successeur qu'il aurait souhaité.

Peu connu à l'étranger et dans le monde de la politique et des intrigues, le cardinal della Chiesa jouissait à Rome et dans toute l'Italie d'une haute réputation de piété, de science et de talent. Les notices biographiques publiées hier relatent que trois jours avant sa nomination au siège archiépiscopal de Bologne, en décembre 1907, il avait été désigné à la nonciature de Madrid, mais que cette nomination fut immédiatement rescindée. Ce qui est moins connu, ce sont les motifs et les circonstances de ce brusque changement, si peu conforme aux traditions romaines. Voici l'explication que m'en donnait à Rome, en 1910, un ecclésiastique bien renseigné.

Le siège de Bologne était alors vacant, par la mort du cardinal Svampa; la nonciature de Madrid également, par le rappel de Mgr Rinaldini, créé cardinal. L'un et l'autre postes étaient, dans leur sphère respective, d'une haute importance, et les circonstances exigeaient, dans les deux cas, des titulaires de premier ordre.

Bologne, célèbre par son antique université, est resté l'un des centres les plus actifs de l'action catholique. Un groupe de prêtres et de laïques ardents y avaient créé un mouvement social et intellectuel, dont les tendances inquiétaient sérieusement l'archevêque et le pape lui-même. En dépit de son prestige et de son autorité, le cardinal Svampa n'avait pas réussi, lorsque la mort l'emporta, à enrayer ou plutôt à rectifier le mouvement.

A Madrid, la situation était fort tendue. Sous la poussée des radicaux, le ministère libéral suscitait des difficultés à

l'Église et aux congrégations religieuses. La position de Mgr Rinaldini était devenue impossible.

Dans les deux cas, une action prompte et énergique s'imposait.

Tout naturellement, Son Éminence le Cardinal Secrétaire d'État, chargé des relations de l'Église avec les puissances étrangères, se préoccupait surtout de la nonciature de Madrid. Il décida d'y nommer son substitut, Mgr della Chiesa, alors simple prélat du pape. L'éminentissime cardinal avait eu toute occasion d'apprécier les qualités de son candidat, puisque Mgr della Chiesa exerçait déjà ses fonctions sous son prédécesseur, l'illustre cardinal Rampolla, et que depuis quatre ans il avait été son collaborateur quotidien. Sûr de l'approbation du pape, le cardinal Merry del Val alla soumettre son choix à la sanction de Sa Sainteté. Naturellement, il fit valoir les hautes qualités de son candidat.

"Je suis heureux que vous en pensiez tant de bien", dit le Pape en souriant, "car je veux le nommer à Bologne."

Le cardinal stupéfait représenta au Saint Père toute l'importance d'envoyer à Madrid un homme de premier ordre; il s'efforça de démontrer à Sa Sainteté que Mgr della Chiesa était, en l'occurrence, le seul qui répondît à toutes les exigences de la situation.

"Non, non", répliqua le saint pontife, toujours souriant, "il est facile de trouver des diplomates. Il est plus difficile de trouver des évêques selon le cœur de Dieu."

Le secrétaire d'État appela à sa rescousse le cardinal Vivès y Tuto, son compatriote, aussi désireux que lui de maintenir les bonnes relations du Saint-Siège et de la cour de Madrid. Ce n'était pas deux minces influences, puisqu'on disait alors couramment à Rome que trois hommes gouvernaient l'Église: LL. EE. Merry del Val, Vivès et de Lai.

Rien n'y fit. Afin de couper court à toutes les sollicitations, le pape fit appeler Mgr della Chiesa, lui annonça sa nomination au siège de Bologne et, six jours plus tard, le consacrait de sa main dans la chapelle Sixtine.

Cette décision du Saint-Père était d'autant plus remarquable que le nouvel archevêque, appelé si soudainement à succéder à un prince de l'Église sur l'un des sièges archiépis-

copaux les plus importants de l'Italie, et dans des circonstances particulièrement difficiles, n'avait aucune expérience du gouvernement des fidèles. Il n'était pas même évêque titulaire. Sa carrière, toute consacrée à des fonctions diplomatiques relativement modestes, semblait justifier les intentions du cardinal secrétaire d'État plutôt que celles du Souverain Pontife.

Les succès de son règne court mais fructueux à Bologne ont prouvé que la sainte clairvoyance de Pie X ne s'était pas égarée.

N'est-il pas permis de croire qu'en tout ceci la volonté de Dieu s'est clairement manifestée ? Le gouvernement spirituel d'une grande cité catholique, travaillée par les tendances diverses de l'esprit moderne et de la démocratie, n'a-t-il pas mieux préparé le chef futur de l'Église universelle à l'exercice de son auguste mission que le seul contact avec les diplomates et les gouvernants ?

* * *

Une pensée non moins consolante c'est la certitude que l'élection du nouveau pape s'est faite à l'abri de toute pression de la part des puissances humaines. On sait qu'après la mort de Léon XIII, l'empereur d'Autriche, à l'instigation de l'Allemagne, fit prononcer l'exclusive contre le cardinal Rampolla, soupçonné de sympathies pour la France. Pie X, douloureusement ému à la pensée qu'il devait la tiare en partie à cette intervention extérieure, en abolit pour toujours l'exercice. Du reste, les calculs des hommes furent déjoués; car si jamais pape resta étranger aux intrigues de la politique, ce fut bien le saint pontife qui vient de mourir.

Ceux qui se préoccupent surtout de l'influence de la papauté sur les affaires de ce monde se demanderont sans doute s'il ne faut pas voir dans l'élection du cardinal della Chiesa, ancien secrétaire et protégé de Rampolla, un juste retour des choses. Ils se demanderont si le nouveau pape ne va pas incliner du côté de la France. Tous les catholiques sincères, de cœur et d'esprit, se borneront à demander à Dieu qu'il conduise le "Serviteur de ses serviteurs" dans la voie de la justice et de la vérité. Ce n'est pas un pape pro-français ou anglophile qu'il

faut à l'Église, mais un Père pour tous les fidèles, à quelque race ou nation qu'ils appartiennent.

Oui, que Dieu prête longue vie à Notre Saint Père le Pape Benoît XV! Qu'il lui donne les lumières, le courage et la force nécessaires pour répandre le baume de la foi, de l'espérance et de la charité sur le monde chrétien déchiré par l'abominable violence des hommes!

Quel spectacle réconfortant pour les catholiques, pour le monde tout entier, au milieu des horreurs de l'heure actuelle, que cette éternelle survivance de l'Église!

Il n'y a guère plus d'un siècle, l'Église, à peine délivrée des coups perfides du jansénisme et du régalisme, prolongements insidieux du protestantisme, semblait étouffée dans les ténèbres, le sang et la boue de la Révolution. A la mort de Pie VI, les sectaires s'étaient vantés que la papauté était morte. L'âcre fumée de l'Europe en feu avait pénétré jusque dans l'enceinte du Conclave. Après plusieurs mois de luttes, de tiraillements pénibles, de tristes intrigues, la douce et lumineuse figure de Pie VII s'élevait au-dessus des ténèbres. Napoléon, restaurateur de l'ordre social, sollicita et obtint du pape la consécration de son œuvre et de son règne. Mais, dans l'égarement de son orgueil, il voulut réduire le Souverain Pontife au rang de chef de la gendarmerie spirituelle de son empire. Le colosse de chair tomba sous les coups de la justice de Dieu, et le pape continua de régner sur l'Église universelle.

Quelques années plus tard, un nouveau vent de révolution soufflait sur l'Europe. Acclamé par les novateurs, Pie IX, le glorieux martyr, recevait bientôt leurs premiers coups. Chassé de la ville éternelle par la révolution, il y rentrait avec l'aide de la France. Privé de cet appui, il se vit dépouillé de son pouvoir temporel et prisonnier dans ses propres domaines; mais le Pilate qui l'avait laissé crucifier périssait avant lui, dans la défaite et la honte. Dégagée du fardeau de ses "protecteurs", l'Église, spoliée mais toujours vivante, sortit grandie de l'épreuve et continua de prodiguer dans le monde entier, à ses persécuteurs comme à ses enfants fidèles, les trésors de son apostolat et de sa charité.

Aujourd'hui comme au temps de Pie VII, l'Europe est bouleversée, les assises des nations sont ébranlées. Au

milieu de la tempête, Pie X meurt, l'âme remplie de douleur devant ce spectacle de mort, de carnage, de spoliations, de crimes de toutes sortes. Les fidèles tremblent. Tout confiants qu'ils sont dans les promesses du Christ, ils se demandent avec anxiété si l'Italie ne va pas entrer dans le conflit avant la réunion du conclave. Non. Dieu veille.

Seule des grandes puissances de l'Europe, l'Italie, liée comme les autres à la guerre, s'abstient. En cela elle manque à ses engagements solennels, fruit de longues années d'intrigues et du travail savant des diplomates. Les hommes d'État et les hommes de guerre s'étonnent. Les uns se réjouissent, les autres s'irritent. Chacun cherche les motifs de cette attitude inattendue. Ceux mêmes qui en sont immédiatement responsables donnent des explications conformes peut-être aux règles de la diplomatie et aux données de la politique. Aucun ne songe à la seule vraie: c'est que Dieu, qui se rit des calculs des hommes, a voulu que Son Église ne reste pas privée de son chef, de son guide et de son soutien. Le conclave se réunit. Les cardinaux des pays en guerre oublient un instant le conflit qui déchire leurs patries terrestres. L'élection se fait dans la sécurité la plus complète et avec une rapidité presque inouïe dans les annales de l'Église

Pie X est mort au pied de l'autel du sacrifice, victime expiatoire des crimes de l'humanité. Benoît XV y monte à son tour, pour offrir à Dieu les prières de miséricorde et de pardon, prêt à panser les plaies du monde, à ramener dans les sentiers de la justice les nations égarées. Il s'asseoit dans la chaire de Pierre pour en faire descendre les paroles éternelles de lumière et de vérité.

Pie X est mort. Benoît XV vit et règne. Le Pape ne meurt pas.

Les empires s'écroulent, les nations s'entre-tuent, la carte de l'Europe va être bouleversée; à la domination allemande succèdera peut-être le joug slave, prélude de l'invasion jaune. L'Église reste immuable, toujours jeune, toujours vivante. Forte des promesses de son divin fondateur, elle continue d'éclairer le monde, de sauver les âmes, de préparer le règne de Dieu.

Christus vivit, Christus regnat, Christus imperat!

L'appel du Pape[1]

3 août 1915

L'anniversaire du déchaînement de la furie sanglante qui fait de l'Europe la honte de l'humanité a inspiré aux chefs de peuples des paroles retentissantes. Entre toutes, il en est une qui s'élève au milieu des clameurs de mort comme une prière de foi et un appel à la justice et à la charité. C'est la voix du Pape, la seule humaine et divine à la fois, la seule équitable et désintéressée — la seule, hélas ! que les hommes n'entendront point, ivres d'orgueil, de vengeance et de sang. Mais c'est aussi la seule que Dieu entend; et, en dépit de la fureur et de la dureté des hommes, c'est encore Dieu qui mène le monde.

"Vous qui devant Dieu et les hommes portez la lourde "responsabilité de la paix et de la guerre, écoutez notre prière.

"Il est faux de dire que cet immense conflit ne peut se "terminer que par la violence des armes. Abandonnez cette "rage insensée de destruction.

"Que ne pesez-vous avec une conscience sereine les droits et "les justes aspirations des peuples?

"Béni soit celui qui le premier élèvera le rameau d'olivier "et tendra la main à son ennemi en lui proposant d'équitables "conditions de paix.

"*L'équilibre et le progrès du monde, la sécurité et la paix "des nations reposent sur la bienveillance mutuelle, sur le respect "de chacun pour le droit et la dignité d'autrui* plus que sur la "multitude des armées et le rempart formidable des forteresses.

"Puissent les peuples décider enfin de ne plus remettre à la "force du sabre la solution de leurs différends, mais de la confier "aux cours de justice et d'équité, qui pourront étudier ces "questions avec le calme et la réflexion nécessaires."

[1] Lettre du 28 juillet 1915 "aux peuples belligérants et à leurs chefs". Voir appendice I.

* * *

Soyez béni, Saint Père, pour avoir donné à l'humanité cette parole lumineuse et consolante! C'est la seule vraie, c'est la seule juste, qui ait été prononcée depuis le jour fatal où les peuples soi-disant chrétiens se sont rués les uns sur les autres, dans une rage folle de destruction, de vengeance et de haine.

Ce rappel si noble, si simple, des notions élémentaires de justice sociale, cette brève énumération des seuls moyens propres à rétablir la paix et à l'asseoir sur des bases solides et durables, c'est la réfutation de toutes les doctrines insensées et monstrueuses qui alimentent depuis un an l'aveugle furie des peuples.

Aux protagonistes de la force brutale, à ceux qui enseignent que la guerre est nécessaire, qu'elle est inévitable, le Pape répond: il est faux que la guerre soit nécessaire ou inévitable. Et il recommande la création de tribunaux d'arbitrage, auxquels seront soumis les différends entre nations.

Aux multitudes innombrables de gens à courte vue qui vont répétant les uns après les autres: A quoi ont abouti les conférences de la paix? — comme si l'humanité pouvait se guérir en un jour de ses passions brutales — le Pape pourrait répondre: Hommes de peu de foi, pourquoi doutez-vous? L'Église a mis cinq siècles à dompter la brutalité des barbares, à leur faire abandonner les pratiques cruelles et païennes du combat singulier, de l'épreuve du feu, du prétendu *jugement de Dieu*. Que les peuples se reprennent à écouter la voix des l'Église et elle saura bien apporter un frein aux pratiques barbares des nations, comme elle a su dominer les penchants brutaux des hommes.

* * *

Aux Allemands qui proclament leur *droit* de germaniser l'Europe et le monde, aux Anglais qui affirment impérieusement leur *droit* de garder l'empire des mers et d'opposer l'anglo-saxonisme au pangermanisme, aux Russes qui veulent imposer leur *droit* de coaliser tous les peuples slaves et de domi-

ner l'Europe depuis la mer Blanche jusqu'au Bosphore, aux Italiens qui prétendent à la possession de toutes les terres limitrophes où leurs nationaux ont transporté leurs pénates, — le pacifique souverain des âmes, le Serviteur des serviteurs de Dieu, le vicaire de Celui dont le royaume n'est pas de ce monde, enseigne avec une calme assurance, qui domine tous les peuples de toute la hauteur du droit sur la force: "*L'équilibre et le progrès du monde, la sécurité et la paix des nations reposent sur le respect de chacun pour le droit et la dignité d'autrui.*"

Aux junkers teutons qui parlent de reculer les frontières du *vaterland* jusqu'au cœur de la Russie et d'incorporer à l'Empire la Belgique et un bon tiers de la France, aux chauvins français qui décident déjà du sort de tous les pays d'Allemagne et proposent d'annexer à la France ou à la Belgique les vieilles populations germaines du Rhin et de la Westphalie, aux jingos anglais ou canadiens qui clament que la paix ne se fera que le jour où l'Allemagne aura été pulvérisée, le Pape, gardien du droit et de la justice, répond avec la sereine autorité de son magistère suprême: "Écartez cette soif mutuelle de destruction; *rappelez-vous que les peuples ne meurent pas:* humiliés et opprimés, ils préparent les représailles du lendemain en transmettant de génération en génération la haine et la soif de la vengeance."

N'est-ce pas en raccourci l'histoire de toutes les guerres, l'explication de ces assauts périodiques des nations les unes contre les autres?

Aux flatteurs du caprice arbitraire des tyrans — autocrates, démagogues parlementaires ou castes de soldats — qui tranchent dans les chairs vives des peuples au gré de leurs ambitions effrénées ou des passions aveugles des populaces serviles qui les suivent, grisées d'orgueil et de fanatisme, le Pape donne cet avertissement solennel: "*Que ne pesez-vous avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples?*"

Écoutez, conquérants de l'Alsace et du Transvaal, tyrans de la Belgique, de la Pologne et de l'Irlande, persécuteurs du Schleswig, de l'Ukraine et de l'Ontario français! C'est la conscience de l'humanité qui parle; c'est la justice de

Dieu qui s'affirme, sévère pour les forts, pitoyable aux faibles et aux opprimés.

* * *

Ils ne l'entendront pas. Cette parole est trop juste et trop vraie. Leur cœur est encore trop endurci. Leur morgue n'a pas été assez humiliée. Ils n'ont pas suffisamment expié la longue série de leurs crimes, de leurs spoliations, de leurs conquêtes, de leur domination.

Les peuples eux-mêmes, à qui cette parole bienfaisante apporte pourtant le seul réconfort qu'ils puissent espérer, les peuples pliés sous le joug de la force ou égarés par la voix des faux prophètes, les peuples ne l'entendront pas aujourd'hui. Ou, s'ils l'entendent, ils n'auront pas le courage d'y obéir. Ils suivront, un temps encore, la direction de ceux qui fouettent l'orgueil de la race.

Les Allemands continueront d'obéir aux commandements du Kaiser qui appelle, en blasphémant, les bénédictions de Dieu sur les armes des spoliateurs de la Belgique. Les Anglais prêteront l'oreille à l'enseignement d'un Carson: "Le mot *paix* n'entre pas dans notre vocabulaire à l'heure présente. Il est banni de nos conversations comme quelque chose d'immoral ou d'impossible dans les conditions actuelles."

Il convenait que la réponse de l'Angleterre protestante au Chef de l'Église universelle fût formulée par celui qui ameutait naguère les bandes fanatiques de l'Ulster contre la "domination de Rome." C'est la réplique du pape jaune au pape blanc. C'est l'antithèse de la justice, de l'ordre et de la charité.

* * *

Et pourtant, à la fin, c'est le Pape qui aura raison contre Guillaume et contre Carson — sinon la civilisation européenne s'effondrera dans un cloaque de boue et de sang.

La parole du Pape est non seulement la seule vraie, la seule juste, la seule conforme aux principes fondamentaux de toutes les sociétés, dans tous les temps: c'est aussi la seule qui offre une solution *pratique* du conflit qui ensanglante l'Europe, la seule qui laisse entrevoir aux peuples mutilés

l'espoir de la guérison et la garantie que ces maux effroyables leur seront épargnés à l'avenir.

Cette parole, le Pape seul pouvait la prononcer. Ce remède, le Pape seul pourra l'appliquer.

Lui seul possède l'autorité morale qui plane au-dessus des passions, des intérêts et de l'ambition des peuples qui se disputent la domination du monde. Lui seul peut apporter, en toutes circonstances, entre tous les peuples, une médiation impartiale, sûre d'être écoutée, pourvu que les peuples sachent enfin comprendre leurs véritables intérêts.

Il y a quelques mois, j'osais exprimer l'opinion que la paix et le salut du monde ne dépendent ni du triomphe de la France, ni de l'anéantissement de l'Allemagne, encore moins de la suprématie de l'Angleterre ou de la poussée redoutable de la Russie, mais du refoulement dans leur orbite naturelle des nations trop puissantes et de la *revivance* des petites nationalités, sacrifiées jusqu'ici à la cupidité des empires. A cette reconstitution du droit de tous les peuples, je voyais un couronnement nécessaire, une seule garantie possible de durée et d'équilibre: la restauration de l'autorité morale de la papauté dans le monde[1]. Cette restauration est possible, même sans le retour ou la venue de tous les peuples à la foi catholique. L'Allemagne protestante l'a prouvé, un jour, lorsqu'elle fit appel à l'arbitrage du Saint-Siège et qu'elle se soumit à la décision du Pape de Rome en faveur de l'Espagne catholique.

Les affaires du monde ne seraient-elles pas en meilleure situation, si les nations européennes, si l'Allemagne elle-même, au lieu d'obéir à la voix de leurs prédicants d'orgueil et de force brutale, étaient entrées résolument dans cette voie salutaire ?

Elles y viendront ; ou elles seront châtiées plus lourdement encore.

Les peuples ne méconnaissent point impunément les grâces de salut que la Providence de Dieu met à leur portée.

[1] Conférence à l'Université Laval, le 27 janvier 1915, analysée dans l'*avertissement*.

La réponse au Pape

6 août 1915

Les chefs d'État et les maîtres de l'opinion publique dans la plupart des pays en guerre ont répondu à la noble prière du Souverain Pontife par un silence dédaigneux ou par une sorte de défi.

Notre pauvre petit Canada, — si grotesque et si touchant à la fois par son ardeur à épuiser sa vitalité dans une guerre où il n'a qu'un intérêt fort lointain, — le Canada ne pouvait manquer de joindre sa voix grêle à ce chant de guerre sauvage. Et comme la violence des mots est presque toujours en raison contraire de la force d'action, le jingoïsme canadien devait à son impuissance de crier plus haut que Guillaume de Prusse et Carson d'Orange. Il s'est manifesté sous sa forme la plus naïve dans les déclarations d'un ministre d'État et d'un ministre de religion.

M. White, ministre des finances, — d'ordinaire mieux inspiré — a repris l'antienne banale, que les Européens assagis ont pourtant cessé d'entonner: "Le but des Alliés est d'écraser le militarisme prussien. Ceci veut dire que l'Allemagne doit être anéantie (*worn out*)."

M. White aurait de la peine à faire ratifier par M. Asquith et sir Edward Grey ce décret d'exécution capitale.

Si l'Allemagne est anéantie, par qui et par quoi M. White propose-t-il de la remplacer? C'est M. Gordon, ministre presbytérien de Winnipeg, qui nous donne la réponse, dans un discours où, selon le reporter de la *Gazette*, "la dévotion et le patriotisme se confondent". — "La race anglo-saxonne un jour mènera le monde", clame ce pasteur belliqueux, "et la nation britannique mènera la race anglo-saxonne, et la liberté et la démocratie universelle règneront suprêmes!" [1]

[1] Le discours de M. White avait été prononcé à une assemblée de recrutement tenue à l'Université McGill, le 4 août 1915. Je n'ai pas sous la main le texte du discours du révérend M. Gordon; les citations ci-dessus avaient été empruntées au compte-rendu paru dans la *Gazette* du 5 août 1915

Et les Français, les Italiens, les Espagnols? et les Russes, les Polonais, les Ukraniens? et les Celtes, les Scandinaves, les Wallons, les Flamands? et les Hongrois, les Roumains, les Grecs? et les quelque cent millions d'Américains, du nord et du sud, qui ne sont pas anglo-saxons et qui ont quelques motifs de se méfier des promesses de la liberté britannique et de ne pas croire à l'intangibilité du dogme de la démocratie universelle? et les innombrables multitudes d'Asiatiques et d'Africains? (Ne tenons pas compte des soixante ou quatre-vingt millions d'Allemands: M. White et M. Gordon les suppriment.)

Est-ce bien sûr que tous ces peuples, que toutes ces nations, que toutes ces races n'ont d'autre destinée, ne doivent aspirer à une autre fin que celle d'être subjuguées par la race anglo-saxonne, de jouir des seuls bienfaits de la "liberté" et de la "démocratie", comprises et pratiquées à l'anglaise?

* * *

Ce rêve de monstrueux orgueil britannique fût-il réalisable, le révérend Gordon aurait peut-être quelque peine à établir qu'il n'en résulterait que des bienfaits et un progrès réel pour l'humanité.

Certes, la race anglo-saxonne possède de solides qualités. La nation anglaise a apporté au patrimoine de l'humanité de remarquables et précieux avantages. Mais ces qualités sont mêlées de défauts saillants. Ces avantages sont contrebalancés par de funestes inconvénients.

Plus que toute autre race et toute autre nation, les Anglais, les *vrais* Anglais, ont compris, pratiqué et répandu dans le monde le respect de la liberté *individuelle* et *politique*. Mais plus aussi que toute autre race et toute autre nation ils ont méconnu le droit des autres peuples à leur liberté *nationale?*

J'ai peut-être l'esprit mal fait — je ne l'ai certainement pas façonné à l'anglo-saxonne — mais je ne puis réussir à me mettre dans la tête que la "liberté" britannique telle que pratiquée en Irlande pendant trois siècles, aux Indes sous le régime de Warren Hastings et des nababs anglais, en Chine avec

l'opium introduit de force à coups de canons anglais, en Afrique-Sud avec Shepstone, Rhodes et Milner, à la Jamaïque avec les potences d'Eyre, en Acadie avec les proscriptions infâmes de Lawrence, au Canada anglais, depuis Craig et Colborne jusqu'à Greenway, Haultain, Whitney et Hearst — non, je ne puis me convaincre que cette "liberté" offre des chances de bonheur surhumain et l'idéal suprême à tous les peuples, à tous les hommes qui trouvent légitime de penser, de parler et de sentir autrement qu'en anglais.

L'Angleterre a violenté plus de droits *nationaux* que tous les autres pays d'Europe réunis. Par la force ou par la ruse, elle a accaparé un quart des terres du globe; par la conquête, et surtout par la corruption et l'achat des consciences, elle a subjugué plus de peuples qu'il ne s'en est jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, trouvé réunis sous un même sceptre.

* * *

"C'est pour le bonheur et le bien-être de ces peuples", répliquent les impérialistes anglais.

C'était l'argument des protagonistes de l'esclavage. La plupart des noirs arrachés des côtes d'Afrique pour servir de bêtes de somme aux planteurs de la Virginie et de la Caroline trouvaient assurément, même sous le fouet des intendants anglo-saxons, plus de bien-être matériel, plus de bonheur animal, qu'ils n'auraient pu en attendre des potentats cannibales de la Côte d'Or ou des rives du Niger. Mais la conscience de l'humanité a jugé qu'aucun homme n'a le droit de priver son semblable de sa liberté, fût-ce pour assurer son bien-être. Et c'est l'éternel honneur des Anglais d'avoir soulevé l'opinion du monde chrétien contre la pratique de l'esclavage *individuel*.

La conquête et la domination des peuples, de quelque motif qu'elles se réclament, ne sont pas plus légitimes que la traite des noirs.

Cet argument du bonheur et du progrès des peuples, les Allemands et les Russes l'invoquent comme les Anglais. Napoléon l'avait sans cesse à la bouche, lorsqu'il promenait ses légions de Madrid à Moscou, de Naples à Copenhague.

C'est pour "le plus grand bien des peuples" qu'ils ont subjugués et de ceux qu'ils veulent conquérir, c'est pour "le progrès de l'humanité", que les pangermanistes et les panslavistes veulent plier sous leur joug toutes les nations de l'Europe et de l'Asie, et leur imposer, avec leurs lois, leurs conceptions politiques, sociales et philosophiques.

"Mais, répliquent les jingos, les Teutons veulent dominer les peuples; nous, nous voulons les affranchir. Le pangermanisme, c'est la tyrannie et l'autocratie; l'anglo-saxonisme, c'est la liberté et la démocratie. Le militarisme allemand terrorise et abrutit; notre idéal politique et nos méthodes de gouvernement font le bonheur des peuples."

* * *

D'abord, il n'est pas si certain que l'idéal anglo-saxon diffère tant que cela de l'idéal germanique. Il tend même, par la rivalité aiguë des deux peuples, à s'en rapprocher singulièrement.

Mais en concédant que cette différence subsiste encore et qu'elle soit radicale, il resterait à prouver que l'anglo-saxonisme est notablement supérieur au pangermanisme et au panslavisme pour assurer le progrès *moral* et *intellectuel* des peuples.

Dans l'ordre des libertés *politiques* et *individuelles*, le régime britannique et les procédés du peuple anglais sont, sans comparaison possible, assurément plus agréables et plus doux que le caporalisme prussien et le prosélytisme moscovite. Mais est-il clairement démontré que le triomphe du régime britannique et de l'idéal anglo-saxon serait, pour l'humanité, un véritable progrès, qu'il ferait monter les peuples dans l'échelle des supériorités *morales* et *intellectuelles*, qu'il assurerait le développement d'un état social plus élevé et plus noble?

A quoi tend le régime de la "liberté" et de la "démocratie" britanniques, tout imbu d'un protestantisme déliquescent qui confine déjà à l'athéisme, si ce n'est à l'affaiblissement de tout principe d'autorité, à la laxité du lien familial, à la négation du devoir social, à l'égoïsme individuel, à la haine des classes, au culte effréné du bien-être physique, à la soif

des richesses, — au paganisme, en un mot? oui, et un paganisme sans dieux et sans poésie, le paganisme animal d'une humanité sans âme.

Que les vœux du pasteur Gordon se réalisent; que la race anglo-saxonne mène le monde; que la nation anglaise mène la race; ou, ce qui aurait plus de chances de réussite, que la nation américaine, fille de l'Angleterre, mène la race anglo-saxonne et le monde: et le monde n'est-il pas voué à cet abaissement moral, à ce triomphe abrutissant du culte de l'or et de la matière, dans lequel Brunetière signalait le crime de l'Angleterre?

* * *

Non, non, l'humanité a besoin d'autre chose, elle veut un autre idéal. Les peuples ont le droit, les peuples ont le devoir de résister à la conquête du mercantilisme anglo-saxon autant qu'à la fauchée du sabre allemand, autant qu'à la domination de la bureaucratie mi-prétorienne mi-cléricale de la Russie.

Et c'est de la résistance des peuples et des nationalités légitimes à cette abominable emprise des nations mégalomanes qu'il faut attendre la véritable paix, la paix qui durera.

"L'équilibre et le progrès du monde", enseigne Benoît XV, "*la sécurité et la paix des nations reposent sur la bonne foi mutuelle, sur le respect de chacun pour le droit et la dignité d'autrui.*"

Cette parole lumineuse le Souverain Pontife ne l'adresse pas seulement aux violateurs de la Belgique, aux tyrans de l'Alsace-Lorraine. Il la fait entendre également aux dominateurs de la Pologne et de la Lithuanie, aux conquérants du Transvaal, aux despotes de l'Irlande, aux persécuteurs des catholiques du Manitoba et des Canadiens-français de l'Ontario. Cette leçon il la donne à tous les chefs d'État qui violentent la conscience et la liberté des peuples, à toutes les nations qui ne pratiquent pas envers les autres nations la loi éternelle de justice et de charité: *Ne faites pas à autrui ce que vous vous ne voulez pas qu'il vous soit fait.*

La notion de cette justice mondiale s'est affaiblie, dans les nations chrétiennes, en raison directe de leur éloignement de l'Église. Les nations les plus conquérantes, les plus spolia-

trices, sont celles qui se sont le plus complètement affranchies du frein modérateur de la papauté. L'Angleterre vient en premier lieu, puis l'Allemagne aux deux-tiers protestante, puis la Russie schismatique. L'Espagne, la France, l'Italie, en dépit de lourdes fautes d'un autre ordre, les deux premières après des crises passagères de conquête et de domination, sont restées ou rentrées dans leur orbite naturelle. Elles ne sont pas ou elles ont tôt cessé d'être une menace pour la paix du monde et la liberté des autres peuples. Elles ont renoncé à imposer par la force des armes ou la puissance de l'or leur domination, leurs lois, leur langue et leur idéal.

Par bonheur, quelques symptômes de réaction se dessinent en Angleterre et en Allemagne.

La guerre à la guerre

I

Le culte de la force

---

7 août 1915

L'appel du Pape ne sera entendu, la paix véritable que souhaite le Souverain Pontife n'aura chance de régner, que le jour où toutes les nations soi-disant chrétiennes se souviendront de leur baptême. Pour que la justice et la liberté règnent dans le monde, il faut que les peuples reviennent au respect *vécu* des enseignements du Christ et que leur foi se manifeste dans leur vie *nationale* et l'exercice de leur volonté collective, plus encore que dans la pratique par les individus des formes extérieures de la religion.

Cette rénovation du sens chrétien des peuples, il est inutile de l'attendre des gouvernants, des chefs de caste, des politiciens démagogues ou des potentats engoncés dans leur orgueil. Et, par malheur, ces faux pasteurs de peuples entraînent à leur suite trop de pontifes et de prêtres qui oublient qu'ils sont les ministres du Dieu de paix, de justice et de charité. Elle surgira, si Dieu le permet, des couches profondes des peuples, des peuples écrasés par les impôts de guerre et dont le sang coule à flots pour assouvir la passion dominatrice des chefs d'État, les ambitions démentes des théoriciens de la supériorité des races et l'abominable cupidité de la haute banque et des constructeurs d'engins de mort.

Ce retour des peuples aux notions élémentaires de la justice, de l'ordre et de la liberté, — pas seulement la liberté "britannique", mais la liberté de tous les peuples — il doit se faire par chaque peuple sur lui-même, en lui-même et par lui-même.

Les Anglais ne guériront pas les Allemands, les Russes ne seront pas *régénérés* par les Français. Chaque peuple doit commencer par ôter la poutre qui est dans son œil avant de vouloir enlever la paille de l'œil du voisin.

Par bonheur, quelques symptômes de cette contrition naissante commencent à se manifester.

* * *

On a signalé, en France, il y a déjà quelques mois, — on est assez fort, en France, le patriotisme y est assez réel et sincère pour qu'on n'ait pas peur de constater qu'il peut y avoir du bon chez l'ennemi, — la lettre collective des evêques d'Allemagne, appelant le peuple de l'empire à faire l'examen de la conscience nationale.

C'est dans une publication française, la *Semaine Catholique* de Saint-Flour, que je trouve ce fragment remarquable de la pensée collective et publique des évêques catholiques, dans un pays aux deux-tiers protestant, où dominent l'arbitraire de l'autorité civile et l'arrogance de la soldatesque:

"La guerre, écrivent-ils, est une épreuve pour toutes les "nations qui en sont affligées, et par conséquent elle est un "appel à la pénitence et à l'expiation. Malheur aux nations "que cette vengeresse qu'est la guerre n'amène pas à faire "pénitence! Elles sont mûres pour la destruction: la victoire "elle-même serait pour elles une défaite. La guerre ouvre le "livre des comptes des nations, par devant le monde entier, "et les solde par le sang. *Nous n'avons pas besoin de nous "occuper des comptes des autres nations, mais seulement de nos "comptes à nous; nous n'avons pas besoin d'examiner la cons-"cience de nos ennemis, mais seulement notre propre cons-"cience.*

"Chez nous aussi la guerre a découvert de graves péchés. "Que de fois, nous, évêques, dans la détresse de notre cœur, "n'avons-nous pas regretté la décadence de la vie religieuse et "morale de l'Allemagne. Aujourd'hui la guerre a rétabli la "religion dans ses droits; elle a de nouveau inculqué dans l'es-"prit des hommes les commandements de Dieu: c'est par le "feu et l'épée qu'elle les a imposés parmi nous.

"La guerre a cité la "Kultur" antichrétienne et antireli-"gieuse devant son tribunal; elle lui a montré son indignité, son "vide, ses crimes. Cette "Kultur", c'est une culture antichré-"tienne, malsaine dans toute son essence, avec un vernis

"extérieur, mais toute pourriture en dedans, avec son âpre "poursuite de la richesse et du plaisir, avec son surhomme "autant arrogant que ridicule, avec sa honteuse imitation "de la littérature et de l'art infecté d'exotisme et des plus "déshonorantes extravagances dans les mœurs des femmes."

Je me demande ce qui se produirait en notre pays de "liberté britannique", si les évêques catholiques osaient dénoncer en ces termes le jingoïsme canadien et les vices particuliers de notre "civilisation"?

* * *

C'est encore d'Angleterre, je pense, qu'il y a meilleure chance d'attendre l'exemple et la pratique de cette noble et courageuse réaction contre les doctrines pestilentielles de l'impérialisme, de la domination des "races supérieures", de la subjugation des "races inférieures". Ces doctrines antichrétiennes, antihumaines, c'est l'Angleterre qui les a prêchées tout d'abord. Elle les a pratiquées avec le plus grand succès à son bénéfice. Elle doit à l'humanité, elle se doit à elle-même, de réparer une partie des maux effroyables qu'elle a déchaînés, de désarmer les soupçons et les rivalités qu'elle a fait naître.

Dès le début de la guerre, quelques-uns de ses meilleurs esprits se sont attachés à cette œuvre de réparation, avec ce rare courage moral et cette ténacité qui, employés au bien, constituent deux des plus belles qualités du peuple anglais.

J'ai déjà signalé aux lecteurs du *Devoir* les publications de l'*Union of Democratic Control*[1]. J'y reviendrai. Aujourd'hui, je veux appeler leur réflexion sur une courageuse et lumineuse étude, parue depuis quelques mois déjà, dans la revue des Jésuites d'Angleterre, *The Month*[2]. L'auteur est le R. P. Keating, directeur de la revue. Sous le titre ***English Bernhardi-ism***, il fait, lui aussi, cet examen de la conscience nationale.

"On nous répète constamment, dit-il, que nous ne com"battons pas quelques millions d'Allemands et d'Autrichiens

[1] *Devoir* du 12 juin 1915: ***La saine opinion anglaise*** On trouvera un résumé et la suite de cette étude dans les articles du 10 et du 11 août 1915, reproduits ici.

[2] Numéro de février 1915.

"mais un idéal faux et pernicieux. Si, vainqueurs de nos "ennemis, nous nous laissons dominer par leurs principes, "notre victoire ne nous sera d'aucun profit... Cette bataille "particulière, c'est chez nous qu'il faut la livrer: les pires "ennemis de tout homme sont ceux de son propre foyer.

"Nous devons tout d'abord extirper de nous-mêmes cette "notion fausse que la guerre peut être parfois désirable à "cause de son influence salutaire sur les combattants."

Le savant religieux établit une distinction nette entre le *devoir* de subir la mort plutôt que de faillir aux dictées de la conscience, et l'amour de la guerre pour la guerre; entre les manifestations d'héroïsme et d'abnégation que suscite la guerre, et la fausse doctrine que la guerre est désirable, légitime ou même utile pour le déploiement de ces vertus. La peste, les naufrages et les tremblements de terre donnent également à l'héroïsme et au dévouement l'occasion de se manifester: est-ce à dire que la peste et les cataclysmes sont en eux-mêmes bons, utiles ou désirables ?

Il dénonce avec énergie les doctrines de force brutale prêchées par les disciples de Nietzche, de Treitschke et de Bernhardi; "mais hélas! ajoute-t-il, la presse et la littérature "anglaises en général sont remplies de Treitschkes etde Bern-"hardis qui, au fond de leur pensée et en dépit de toutes leurs "dénonciations de l'idéal prussien, sont persuadés que la guerre "n'est pas, après tout, une si mauvaise chose et que le monde "serait plus mal s'il n'y avait pas de guerre."

Ne croirait-on pas lire une analyse du rôle de la presse et de la littérature canadiennes — en autant qu'on peut parler de "littérature" canadienne ?

Il prend résolument à partie ces protagonistes de la guerre. Il n'épargne pas plus les catholiques que les protestants, les Français que les Anglais. Il passe en revue les hommes d'État, les publicistes, les orateurs qui, depuis vingt ans, empoisonnent la conscience et l'esprit du peuple anglais.

C'est lord Sydenham qui fait dans la *Revue d'Édimbourg* la thèse que l'abolition de la guerre ne profiterait pas à l'humanité.

C'est M. Harold Wyatt, pontife et missionnaire de la *Navy League*, qui vaticine dans le *Nineteenth Century* sur

"l'épreuve de Dieu par la guerre", et proclame que "la moralité supérieure engendre la plus haute puissance militaire".

C'est le professeur Cramb, qui ne fait autre chose que transfuser à ses auditeurs "l'esprit de Bernhardi moulé à l'anglaise".

"Nous ne pouvons", ajoute le P. Keating, "mettre au "compte des seuls Allemands cette philosophie criminelle. "Nos alliés les Français l'ont faite leur et récoltent aujourd'hui "les fruits amers de son application. Nos propres *eugénistes* "ne sont pas allemands, ni Herbert Spencer, ni l'engeance "de nos rationalistes qui tournent le christianisme en déri- "sion."

* * *

Avec la logique du philosophe, l'ardeur du vrai patriote et la foi éclairée du théologien, il démolit l'évangile de la force brutale et démontre à quel point la guerre est antichrétienne et antisociale.

Avec la même hardiesse, la même hauteur d'aperçus, il s'attaque de front au junkerisme allemand et au jingoïsme britannique, à la croyance au droit de la "race supérieure" de mener le monde. A ces monstrueuses prétentions, il oppose le *vrai* principe des nationalités:

"Le premier et le plus absolu des droits d'un état souve- "rain, grand ou petit, c'est l'indépendance d'une domination "étrangère."

"Toute prétention *a priori* au commandement de la race "humaine — si l'on comprend par là non seulement la supério- "rité morale, objet d'une noble ambition, mais la domination "matérielle directe — est totalement injuste et injustifiable. "C'est la doctrine infernale de *la force qui fait le droit.* Et "cette doctrine, elle n'est pas exclusivement prussienne."

De nombreux Anglais, et des plus hauts placés, ne se font pas faute de la soutenir.

Il cite lord Rosebery:

"C'est une partie de notre responsabilité et de notre "héritage de veiller à ce que le monde, en autant qu'il peut

"être façonné par nous, reçoive le caractère anglo-saxon et nul "autre."

Et lord Grey:

"Il est essentiel à quiconque réclame la première place "[dans le monde] de mettre toute son énergie à prouver son "droit. Telle est la justification morale des conflits interna-"tionaux et de la guerre."

Et M. Spencer Wilkinson, professeur d'histoire à Oxford:

"L'alternative qui se pose à l'Angleterre, c'est le choix "entre la première place et la dernière, entre la gouverne de "l'humanité et l'ombre de l'indépendance."

Et un pieux anglican, M. Athelstan Riley, qui, après avoir démontré que l'Angleterre a conquis son empire par le sabre, en conclut que "la seule justification [des Anglais], c'est qu'ils "croient qu'ils tiennent de Dieu la mission de gouverner les "races étrangères pour leur bien."

En quoi, demande le Père Keating, toutes ces doctrines diffèrent-elles de celles de Bernhardi ?

On a écrit un volume intéressant, "*What is wrong with "Germany?* Un livre aussi considérable et plus utile pour-"rait être composé pour répondre à cette question: *What "is wrong with England?*"

* * *

Les Anglais s'indignent avec raison des brutalités commises par les Allemands en Belgique. "Mais avant d'exprimer "notre indignation bien naturelle en face d'une telle sauvagerie, "jetons un coup d'œil sur la série de quelques-uns de nos "journaux de l'époque de la fin de la guerre d'Afrique." On y trouvera, par exemple, cette théorie *humanitaire* du Dr T. M. Maguire, étalée dans les colonnes du *Times:*

"La vraie stratégie consiste d'abord à porter les coups "les plus terribles à l'armée, puis à causer tant de souffrances "aux habitants qu'ils doivent soupirer après la paix et forcer "leur gouvernement à la demander. Il ne faut laisser au peu-"ple que ses yeux pour pleurer sur la guerre. A ceux dont les "demeures auront été incendiées, il faudra des efforts de chaque "jour, de chaque heure, pour se procurer la maigre subsistance

"qui soutiendra leur vie. Lorsque le soldat apprendra que sa "famille — sa femme et ses petits enfants — est certaine de "souffrir, il se sentira mal à l'aise, il pensera à ses devoirs de "famille; il est facile de prévoir ce que l'instinct naturel lui "prescrira."

Telle est la tactique *courageuse* et *chevaleresque* qu'en l'an de grâce 1900, un collaborateur du principal organe de l'opinion anglaise conseillait d'adopter pour réduire l'armée d'un petit peuple dont la population totale — hommes, femmes et enfants — ne s'élevait pas au chiffre de la population d'un faubourg de Londres!

Les Anglais s'indignent avec raison de la violation de la neutralité de la Belgique et du mépris de l'Allemand pour les "chiffons de papier". Ont-ils toujours montré les mêmes scrupules, la même délicatesse, en ce qui les concerne? Un officier anglais, le major Stewart Murray, n'a-t-il pas tenté, tout récemment, de justifier la saisie, en pleine paix, de la flotte danoise par l'Angleterre, en 1807?

"En avons-nous honte?" demande le major. "Non, "assurément: nous nous en glorifions. Si toute autre nation "peut surprendre l'Angleterre de pareille façon, loin d'en rougir "elle en sera également fière. Quels *hypocrites écoeurants* "(*sickening hypocrisy*) nous devons paraître aux yeux des "autrés nations, quand nous, *de tous les peuples*, jacassons sur "la sainteté des lois internationales (*prate of the sanctity of* "*international law*)."

"Il est à désirer", ajoute le Père Keating, "qu'un historien "compétent passe en revue l'histoire du monde, disons depuis "la Réforme, et établisse combien de fois, par qui et dans quelles "circonstances les traités internationaux ont été violés. Ce "dossier, qui pourrait s'intituler "*Chiffons de papier*", aiderait "puissamment à éclaircir les idées de ce temps-ci.

"Si l'on considère toutefois que la paix future dépend de "la reconnaissance de la sainteté des traités...... on peut "juger combien il est nécessaire à l'Angleterre de réhabiliter "sa réputation aux yeux du monde, si elle doit exercer une réelle "influence morale sur le règlement final [de la guerre]."

Et il conclut ainsi:

"En démontrant que Bernhardi n'est que le miroir où "l'Anglais du type militariste peut se contempler, mon but "n'est pas d'affaiblir en rien notre opposition à sa doctrine "perverse; c'est simplement d'indiquer dans quelle attitude "et quelle disposition nous devons nous placer pour la détruire. "Pour armure et pour casque, nous devons nous couvrir du "sac et des cendres de la pénitence, si nous voulons éviter les "traits acérés du *Tu quoque*. Avant d'assumer convenable- "ment le rôle de champions de l'humanité nous devons rejeter "beaucoup de ce que nous avons toléré et abandonné, beau- "coup de nos pratiques. Il y a un bien supérieur à l'intérêt de "l'Empire britannique: c'est le bonheur du monde. Puisse "le Royaume-Uni se joindre de tout cœur à ceux qui reconnais- "sent cette vérité!"

Une telle confession, un effort aussi courageux pour éclairer la conscience de ses compatriotes et les ramener dans la voie de la justice, honore un pays et sa civilisation. Tant qu'il restera en Angleterre des hommes de cette trempe, il n'y a pas à désespérer de la grandeur britannique. Puissent-ils s'en révéler au Canada, prêtres et laïques, qui entreprennent résolument de combattre les doctrines pernicieuses que dénonce le R. P. Keating et qui n'ont déjà fait que trop de ravages chez nous.

II

Nationalisme et Impérialisme

10 août 1915

Il y a quelques semaines,[1] je signalais la propagande courageuse entreprise en Angleterre par l'*Union of Democratic Control* pour combattre le jingoïsme impérialiste et préparer un courant d'opinion saine, susceptible d'exercer une action modératrice sur le règlement du conflit. La *Contemporary Review* a publié, en juillet, un article où M. Morel, secrétaire honoraire de l'association, raconte ses débuts et résume son programme.

[1] *Devoir* du 12 juin 1915: "*La saine opinion anglaise.*"

Dès les premiers jours de la guerre, quelques *vrais* Anglais, patriotes ardents mais sains d'esprit, se réunissaient pour discuter la situation très grave où leur pays se trouvait soudainement entraîné.

"Depuis quelques années, ils partageaient la conviction "commune que les hommes d'État de l'Europe s'en allaient "à la dérive vers une catastrophe qui bouleverserait le monde... "Les peuples, dominés par la peur et la panique, ni renseignés "ni consultés, étaient entraînés — après quelques semaines "de négociations confuses et secrètes entre leurs gouver-"nants — dans le gouffre des passions et du massacre... Que "restait-il à faire à ce groupe de quelques hommes? Devaient-"ils se borner *à la tâche facile et populaire de dénoncer l'ennemi* "et de prêter toute l'assistance en leur pouvoir aux œuvres de "charité et de secours fondées pour venir en aide aux victimes "de la guerre? Ou devaient-ils s'efforcer d'élaborer un pro-"gramme *constructeur*... d'action politique future, national "dans sa conception, international dans son objet ultime,... "autour duquel il serait possible de rallier l'opinion... pour "jeter le fondement d'un édifice plus solide?"

Après mûre délibération, cinq d'entre eux décidèrent qu'il fallait agir, et agir sans délai. Loin de trouver que ce n'était 'pas le temps de parler de ces choses-là' — mot d'ordre de la lâcheté, dont l'on nous a tant corné les oreilles au Canada — ils se mirent à en parler tout de suite, tout haut, partout et tout le temps.

L'Union compte aujourd'hui cinquante comités. Quarante-cinq conférenciers ont prêché l'évangile de la paix, à Londres seulement, à près de quatre cents auditoires très variés: écoles d'adultes, syndicats, sociétés mutuelles, etc. Le programme de l'Union a reçu l'adhésion virtuelle du parti ouvrier indépendant et d'un grand nombre de syndicats et de bourses du travail et du commerce.

Naturellement, cette propagande a rencontré l'hostilité de la grande presse anglaise, ou du moins de tous les journaux dominés par les partis, de ceux surtout qui ne sont que les instruments du capital organisé et de la haute banque.

Mais il est encore possible, en Angleterre, de créer des courants d'opinion contraires ou étrangers à la tyrannie des partis et à l'omnipotence de l'or.

* * *

Par l'ensemble de son programme et de ses revendications, l'Union démocratique tend vers un but qui se rapproche singulièrement de celui que le Souverain Pontife indiquait l'autre jour aux chefs des nations en guerre.

"Nous croyons, dit M. Morel, que l'épreuve par la guerre, "pour le règlement des disputes entre États civilisés est aussi "absurde, aussi criminel... que l'épreuve par le poison et par "le feu... pour régler les différends individuels. L'épreuve "par la guerre est une criminelle absurdité, parce qu'elle "n'offre aucune solution à un seul des problèmes, à une ou "plusieurs inconnues, qui suscitent périodiquement des con-"flits internationaux."

L'Union a donc entrepris, elle aussi, comme le Pape, de faire la guerre à la guerre. Elle s'attaque aux préjugés, aux passions, aux notions fausses ou erronées qui permettent aux hommes de lucre et de sang d'assouvir leur infernale cupidité aux dépens des nations et de l'humanité tout entière.

"L'opinion publique, en Angleterre d'abord, et partout "où l'exemple et l'enseignement de l'Angleterre peuvent porter, "doit se concentrer sur les facteurs principaux de tout ordre "— technique, constitutionnel ou traditionnel — qui amènent "les gouvernements à imposer aux peuples l'épreuve par la "guerre, et les peuples à soutenir les gouvernements dans leur "action."

Et le temps propice pour faire entendre cet appel au sens commun des peuples, "c'est *maintenant* que les horreurs de la guerre absorbent tous les partis". Ces hommes sensés jugent, comme le Souverain Pontife, que la meilleure manière de faire cesser la guerre, ce n'est pas de prêcher la guerre à outrance mais au contraire de hâter la paix et surtout de lui préparer une base ample, solide et durable.

Si les hommes de la génération actuelle veulent éviter à leurs enfants de semblables épreuves, et même des catastro-

phes pires encore, ils n'ont pas le droit de donner *carte blanche* aux gouvernants, aux diplomates et aux hommes de guerre de tous les pays, "dont les ambitions rivales, les incompatibilités "d'humeur, les faiblesses de jugement, l'ignorance des besoins "et des aspirations des peuples, et les manœuvres secrètes ont "mené le monde au cataclysme actuel."

* * *

Dans la brève étude que j'ai déjà faite du programme de l'Union [1], j'en ai reproduit les quatre articles fondamentaux. Ils présentent les moyens principaux que l'Union suggère pour amener un règlement équitable de la guerre actuelle et réduire au minimum les chances de guerre à venir. Je me borne aujourd'hui à les résumer.

1. *Respect des droits légitimes et des justes aspirations de tous les peuples, vainqueurs ou vaincus.*
2. *Contrôle efficace du parlement sur tous les traités et ententes entre l'Angleterre et les nations étrangères.*
3. *Plus d'alliances et de contre-alliances, ni de faux 'équilibre des puissances'. Création d'un conseil international.*
4. *Réduction énergique des armements, proposée par la Grande-Bretagne comme l'une des conditions essentielles du traité de paix. Nationalisation de l'industrie des armements.*

Dans son exposé, forcément bref, M. Morel développe quelques-uns des arguments que les membres de l'Union apportent à l'appui de ce programme, des trois premiers points surtout. Le dernier, dit-il avec raison, demanderait tout un article à lui seul.

Sur les droits des nationalités, il invoque le témoignage de M. Churchill. Sur la nécessité de remplacer le système fatal et ruineux des alliances par un accord international, il cite M. Asquith. "Seulement," fait-il observer avec beaucoup d'à-propos, "énoncer des principes est une chose; les mettre "en pratique une autre et fort différente... Si l'influence de "la Grande-Bretagne doit s'exercer en faveur des principes

[1] Article du 12 juin, mentionné dans la note précédente.

"si chaleureusement prônés par M. Churchill, le peuple britannique doit envisager la situation d'avance, et bien la "comprendre."

Il dénonce les tendances avouées de plusieurs des belligérants de régler le sort des territoires en dispute, non d'après les vœux de leurs habitants, mais d'après les hasards de la conquête. Il ne s'agit pas seulement de libérer la Belgique. Les Alsaciens et les Polonais doivent décider eux-mêmes de leurs propres destinées. Il faut veiller à assurer aux Galiciens un sort au moins aussi avantageux "que celui dont ils jouissaient sous la domination fort calomniée de l'Autriche-Hongrie." Les Ukraniens ont droit à la même considération. Il ne faut pas oublier non plus les Bulgares, les Finlandais et les Perses.

* * *

Ce rappel du droit de *tous* les peuples, de *toutes* les nationalités, est fort opportun. Nous avons publié, il y a quelques mois, une lettre de M. l'abbé Redkewycz, grand-vicaire de Sa Grandeur Mgr Budka. Ce vénérable prêtre faisait une sombre peinture des traitements barbares infligés par les Russes aux Ruthènes de Galicie.[1] De nouveaux renseignements, publiés en France, indiquent que les armées *libératrices* du Tsar n'ont rien à envier aux hordes teutonnes qui ont saccagé la Belgique et le nord de la France.

D'intéressantes publications, imprimées à Rome et à Paris, font voir que la cause des Ukraniens, au lieu d'être confondue avec celle des Polonais, doit être traitée à part. Ce peuple semble avoir le droit de redouter la domination polonaise tout autant que les Polonais ont raison de vouloir échapper au joug prussien ou moscovite.

Le plaidoyer des radicaux anglais ne s'inspire-t-il pas de la même pensée qui a dicté à Benoît XV cette parole où se

[1] *Devoir* du 7 novembre 1914. A relire aussi une lettre de M. l'abbé Sabourin, prêtre canadien du rite ruthène, publiée dans le *Devoir* du 18 septembre 1914.

La *Semaine Religieuse* de Montréal a publié, en août 1915, une lettre de son correspondant de Rome, qui corrobore ces dénonciations des cruautés et de la tyrannie exercées par les Russes en Galicie.

résume toute la cause des peuples: *"Pesez avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples."*

"Mais, ajoute M. Morel, pour accomplir cette œuvre de "justice, il faut créer un organisme qui permette de connaître "en toute vérité les vœux des peuples, de recueillir leurs "suffrages avec probité et de lier les gouvernements au respect "de leurs droits... Pour y arriver, il faut non seulement l'ac- "cord des nations en guerre, mais aussi le concours des neutres, "manifestement intéressés à faire opérer un règlement stable."

De là, la nécessité, dans le monde entier, d'une campagne intelligente, vigoureuse et persistante pour créer l'opinion saine qui fera agir les gouvernements.

III

Organisation de la paix

11 août 1915

A l'appui des deux articles du programme de l'Union démocratique qui touchent à l'action des gouvernements et aux traditions de la diplomatie européenne, M. Morel n'a pas de peine à démontrer que le vieux jeu des alliances a abouti où il devait fatalement arriver: à la ruée effroyable des nations les unes contre les autres. Il a permis aux hommes de sang et de carnage de spéculer à outrance sur la frayeur des peuples, en leur persuadant que la meilleure, la seule manière de garder la paix, c'était de s'armer jusqu'aux dents! Ils ont poussé cette abominable exploitation de la crédulité populaire jusqu'au point où la guerre est devenue inévitable. Et cependant, pas un instant, les peuples n'ont cessé de vouloir la paix, d'avoir besoin de la paix.

Ce qui a livré les multitudes avides de paix en pâture aux hommes de proie, c'est que les hommes de proie étaient organisés et que les hommes de paix ne l'étaient pas. Si les peuples veulent mettre un frein à la lubricité sanguinaire des hommes de proie — guerriers de carrière ou, pis encore, capitalistes qui s'enrichissent du sang et de la moelle de l'humanité — *"ils doivent s'organiser pour la paix."*

Ils doivent mettre fin au régime des alliances et lui "*substituer une véritable association européenne, basée sur la reconnaissance de tous les droits, établie et mise en force par la volonté commune*" des nations. Cette pensée n'est pas celle d'un rêveur *sentimental*, c'est celle de M. Asquith lui-même.

N'est-ce pas également la pensée du Souverain Pontife ?

"*L'équilibre et le progrès du monde*, déclare Benoît XV, "*la sécurité et la paix des nations reposent sur la bonne foi mutuelle,* "*sur le respect de chacun pour le droit et la dignité d'autrui...* "*Puissent les peuples décider enfin de ne plus remettre à la force* "*du sabre la solution de leurs différends, mais de la confier aux* "*cours de justice et d'équité.*"

Pour atteindre cet objet si désirable, si nécessaire, l'Union suggère, pour la Grande-Bretagne, quelques réformes préliminaires et essentielles: abolition de la diplomatie secrète; sanction préalable du parlement à tout traité et à toute entente internationale; revision périodique des traités par le parlement; exposé annuel et complet, par le ministre des Affaires étrangères, de la politique extérieure de la Grande-Bretagne; constitution d'un comité permanent des Chambres, analogue au Comité du Sénat américain, auquel devra être soumis, pour étude et rapport au parlement, tout projet de traité ou d'entente susceptible d'entraîner la Grande-Bretagne dans une guerre.

En quelques lignes, M. Morel démontre à quelles extrémités dangereuses, à quelles déplorables et sanglantes palinodies, le régime des alliances et le fétichisme de *l'équilibre des puissances* ont conduit l'Angleterre:

"En 1854, à épouser la cause de la Turquie dans une que-"relle que la Russie n'avait pas cherchée; en 1878, à trouver "que l'*honneur national* était compatible avec la restauration "du despotisme ottoman sur des peuples chrétiens; de 1870 "à 1890, à voir dans l'hégémonie allemande en Europe une "cause de haute *satisfaction nationale;* en 1900, à songer à la "guerre avec la France pour la dispute d'une jungle de l'ouest "africain, d'un marécage du haut Nil ou d'une rivière du "Siam; en 1910, à découvrir dans l'Allemagne l'ennemi du "moment.

"Et si, au lendemain d'une victoire complète des Alliés, "il était jugé désirable d'infliger à l'Allemagne la dîme des "tortures et des pénalités que réclament le *Morning Post*, les "distingués correspondants du *Times* et une section notoire "de la presse anglaise, qui commande une énorme circulation, "il est absolument certain que la combinaison franco-russe "deviendrait, dès le lendemain de la guerre, le facteur de per- "turbation du fameux 'équilibre' et l'ennemi de demain."

Et tout serait à recommencer.

C'est précisément ce danger qui impose aux hommes qui voient clair, ici comme en Angleterre, l'impérieux devoir et la tâche ardue de réagir vigoureusement contre le jingoïsme imbécile et ignoble qui sème le germe des guerres futures dans la terre abreuvée du sang de ses victimes.

Quels criminels, s'ils n'étaient fous ou aveugles, que la multitude des démagogues — ministres, journalistes, prédicants ou politiciens — qui vont hurlant, l'écume à la bouche: "Pas de paix, avant que l'Allemagne ne soit anéantie! Pas de paix, tant que la liberté et la démocratie *britanniques* ne règneront dans le monde!"



La tâche la plus ardue peut-être que les propagandistes de l'Union démocratique aient entreprise, c'est celle de mettre fin à la domination diabolique des capitalistes intéressés directement à préparer et à provoquer la guerre. Le déluge de sang qui couvre l'Europe va donner à ces mangeurs de chair humaine une formidable curée. Tous ces dreadnoughts, tous ces sous-marins, tous ces canons, tous ces obus, font tomber des millions, des milliards, dans le gouffre sans fond où puisent à pleines mains les organisateurs du trust de la guerre. Les hommes qui profitent de cette fauchée humaine se recrutent dans les plus hautes sphères politiques et sociales de l'Europe et de l'Amérique. Ils dominent les gouvernements, ils dirigent les parlements; une forte partie des journaux, les plus populaires, les plus achalandés, sont à leur solde. "Et nulle part, dit M. Morel, ne sont-ils plus puissants qu'en Angleterre" — et au Canada, aurait-il pu ajouter.

Ces vampires ont tout intérêt à maintenir l'état de choses qui a fait leur fortune et amené l'horrible déchaînement de bestialité furieuse qui ensanglante l'Europe. Cette guerre finie, ils ne perdront pas une minute avant d'en préparer une autre, pire encore. Tant qu'ils auront à leur solde la plume des journalistes *patriotes* — patriotes, de ce patriotisme qui est le "refuge de la crapule" — et la voix des politiciens avides de pots-de-vin et de décorations, il n'y a guère à espérer que les peuples entendent la voix de la raison et du vrai patriotisme et imposent à leurs gouvernants une politique sincèrement pacifique.

L'Union ne voit qu'un moyen de soustraire les gouvernements et les peuples à cette abominable domination: c'est la nationalisation des chantiers maritimes et des fabriques d'armes et de munitions. Cette mesure radicale supprimerait l'intérêt des individus coalisés pour exploiter la chair humaine; elle mettrait fin aux infâmes combinaisons internationales qui permettent aux capitalistes anglais de retirer de gros dividendes de la fabrication des armes et des engins de guerre allemands qui servent à massacrer les soldats anglais et canadiens.

La Grande-Bretagne — c'est le vœu de l'Union — devrait imposer cette mesure, concurremment avec la réduction des armements dont elle serait la sanction, comme l'une des conditions essentielles du traité de paix.

Quel pays plus que le Canada aurait un intérêt vital à pousser l'Angleterre dans cette voie? Nos gouvernants y ont-ils songé, entre deux discours d'enrôlement? Ce serait infiniment plus patriotique, plus chrétien et plus *pratique* que de crier avec M. White: "La seule besogne du Canada, c'est de faire la guerre jusqu'à ce que l'Allemagne soit anéantie"; ou avec M. Meighen: "Nous mettrons le pays en banqueroute pour sauver l'Empire."

* * *

M. Morel touche à ce sujet une note qui ne se trouve pas jusqu'ici dans les publications de l'Union démocratique. Il ne suffit pas, dit-il, pour le gouvernement britannique de tenir

le peuple du Royaume-Uni au courant de la politique étrangère. Il faut aussi consulter les démocraties des colonies.

"Sous le régime actuel, le Cabinet britannique, une fraction du cabinet, peut contracter [secrètement] avec les "puissances étrangères des engagements d'honneur qui entraî-"nent l'usage éventuel, non seulement des forces des Iles "britanniques, mais de celles de tout l'Empire. Voici la "seconde occurrence, dans une période relativement courte, "où les Canadiens, les Australiens, les Néo-Zélandais et "les Sud-Africains versent leur sang pour soutenir une poli-"tique dont la préparation échappe totalement au contrôle des "colonies autonomes. *Cette situation est manifestement impos-"sible.*" — M. Borden disait, en 1910, qu'elle est "intolérable". Il en a tout de même singulièrement accru et subi les lourdes conséquences; ou plutôt, il les a accrues et c'est le peuple qui les subit. — "Il faut trouver une solution qui s'applique "également — du moins, en principe — aux Indes: *la conserva-"tion de l'Empire en dépend.*"

M. Morel confesse, du reste, qu'il ne voit guère comment concilier les exigences de la démocratie *nationale* et celles de la démocratie *impériale.*

M. Borden, on le sait, ne perd aucune occasion de répéter que ce problème devra être résolu après la guerre. Les hommes d'État britanniques et les gouvernants des colonies trouveront-ils une formule "adéquate"? L'avenir le dira. Chose certaine, si l'opinion des "démocraties coloniales" doit apporter son appoint à l'œuvre "constructive" que rêvent les Anglais méritants dont j'ai signalé les louables efforts, il est urgent d'entreprendre une propagande similaire au Canada.

* * *

Souhaitons qu'il s'élève enfin parmi nous des chrétiens, prêtres ou laïques, qui aient le courage et l'intelligence de prêcher et de pratiquer les enseignements du Pape; des Canadiens, imbus du sens des *vraies* libertés britanniques, qui entreprennent ici la courageuse et intelligente propagande que poursuivent en Angleterre les hommes dont M. Morel traduit la pensée et les agissements.

D'impérialisme frénétique et de jingoïsme brutal et aveugle, le Canada est peut-être plus malade que l'Angleterre; et cependant rien n'indique qu'une réaction salutaire et raisonnée se dessine.

Dans tout le Canada, anglais ou français, il n'y a guère que le petit groupe nationaliste — celui qui n'a ni trahi ni flanché — qui ait fait quelque effort pour éclairer le peuple canadien sur les dangers de l'abîme où les deux partis le conduisent, depuis quinze ans, l'un après l'autre et, maintenant, d'un commun accord. Seul aussi, il a tenté de faire voir aux Canadiens, dans la situation européenne, un autre aspect que celui que leur montrent les imbéciles et les fous furieux qui croient avoir tout réglé, lorsqu'ils ont crié à se faire éclater les veines: "Mort aux Allemands!"

Fortifiés par la parole auguste du Pape, encouragés par les efforts de ces Anglais intelligents et courageux, nous persévérerons dans cette tâche ardue mais nécessaire.

D'aucuns nous annoncent le bâillon et les menottes. Nous n'en croyons rien.

Il serait étrange, en vérité, que dans ce pays de "liberté britannique", il fût interdit de répondre à l'appel du Pape, de dire et d'écrire ce qui s'écrit et se dit chaque jour en Angleterre.

Si l'on m'accuse de haute trahison, j'appellerai comme témoins à décharge, M. Henderson, ministre de Sa Majesté et membre du Comité directeur de l'Union démocratique, et le Très Honorable Sir Edward Carson, ex-chef de rebelles et présentement procureur-général du Roi. Si cela ne suffit, je réclamerai l'impunité, sinon la récompense, accordée aux 350,000 mineurs gallois qui ont violé les lois de salut public du Royaume-Uni.

Le Pape et la guerre

Éveil des conscience

31 décembre 1915

Le soleil de 1915 s'est levé dans un nuage de feu. Il se couche dans une mer de sang. Les peuples les plus civilisés de la terre s'obstinent à s'entre-déchirer avec une rage folle. Cinq millions d'hommes, dit-on, sont morts ou mutilés pour la vie. D'effroyables misères s'accumulent. Et le massacre continue. Et les chefs de nation ne cessent de stimuler la fureur des combattants, de multiplier les engins de mort, d'épuiser la substance des peuples dans la poursuite de cette œuvre infernale de destruction.

Au milieu de cette orgie de sang, une seule tête reste sereine, une seule voix continue de s'élever dans le monde, de proclamer que cette guerre est infâme et inutile, et d'enseigner aux rois et aux peuples qu'ils doivent mettre fin à cette horrible tuerie.

Cette voix, c'est celle du Pape.

Le *Devoir* publie, aujourd'hui, la traduction autorisée de la dernière allocution du Saint-Père[1]. Avec une douleur pleine de majesté, tel le Christ au prétoire, le vénérable pontife signale l'inanité de l'effort qu'il a tenté, au moment de l'anniversaire de la guerre, pour rappeler les nations soi-disant chrétiennes au sentiment de leurs obligations réciproques.

Mû "par le devoir de sa charge apostolique", il insiste "de nouveau sur l'*unique moyen* qui puisse amener promptement la fin de cette épouvantable conflagration."

Cet "unique moyen", ce n'est pas le triomphe de l'hégémonie allemande; ce n'est pas davantage l'écrasement de l'Allemagne impériale au profit de l'impérialisme anglo-saxon; ce n'est pas même la victoire sans contrepoids de la France.

[1] Voir appendice II.

"Pour préparer la paix telle qu'elle est ardemment "désirée par l'humanité tout entière, il faut que les aspirations "de chacun soient enfin exposées clairement avec une volonté "sincère et une conscience sereine, et dûment examinées, *en "éliminant toutes les prétentions injustes et les impossibilités,* "et en tenant compte, au besoin, au moyen de compensations "et d'accords équitables, de ce qui est juste et possible". [1]

Ces paroles de paix, de justice et de haute politique, ne cadrent guère avec les appels forcenés de nos guerriers de... bouche, qui voudraient transformer les églises en salles de recrutement. Elles sont aussi opposées que possible aux scandaleuses théories de nos théologiens-impérialistes et de nos curés politiciens — fort rares, heureusement — qui ont entrepris de mettre la religion au service du jingoïsme anglo-saxon. Le Pape n'est évidemment pas convaincu que le salut, même temporel, de l'Église est plus lié au triomphe de l'Angleterre protestante et de la Russie schismatique qu'à la victoire de l'Allemagne hérétique et rationaliste. Entre ses ouailles catholiques de France et de Belgique, et ses fidèles enfants d'Autriche et de Pologne, son cœur de père se partage également.

Le chef de l'Église universelle se place à un point de vue plus large et plus élevé. Du sommet de son autorité toute spirituelle, [2] d'où il domine et contemple le monde, il enseigne à tous les peuples, à tous les chefs d'État, les principes éternels de justice et de charité hors desquels il ne peut exister de paix durable entre les hommes, ni de vraie religion. Il ne souhaite pas plus l'écrasement des nations infidèles que le triomphe injuste et sanglant des peuples catholiques. Si la victoire devait appartenir à celle des nations européennes qui n'a pas prévariqué, à qui reviendrait la palme ? Il faut toute l'audace

[1] Les mots "*au besoin*" s'appliquent manifestement aux "compensations" et aux "accords équitables" et non à ce "qui est juste et possible."

[2] Il ne faudrait pas interpréter l'expression "autorité *toute* spirituelle" comme prétendant définir la *nature* de l'autorité du Pape, en la circonscrivant à l'ordre purement spirituel. Tout ce que j'ai voulu dire, c'est que dans l'exercice actuel de son autorité, en fonction de la guerre et de la paix, le Souverain Pontife n'a recours qu'aux moyens de persuasion morale. Dans sa note du Ier août 1917, adressée "aux chefs des peuples belligérants", Sa Sainteté déclare elle-même que ses multiples démarches lui sont dictées aussi bien par "la loi universelle de charité" que par "la suprême charge *spirituelle* à Nous confiée par le Christ". (Voir appendice V)

de l'ignorance ou du fanatisme pour rendre ce redoutable jugement dans le sens des fauteurs de haines nationales.

* * *

Ce nouvel appel du Pape sera-t-il entendu plus favorablement que le précédent ? Si la réponse ne dépendait que de la volonté des politiciens et des journalistes *patriotes*, on pourrait répondre sans hésiter: Non! Ces vampires n'ont aucun intérêt à mettre fin au carnage: la plupart en profitent sans rien risquer de leur peau ou de leurs biens. Et surtout, ils ont un intérêt considérable à imposer une paix boiteuse et éphémère qui leur permettrait de recommencer leur œuvre infernale, dès la guerre finie. C'est ce qui arriverait indubitablement, si l'une des coalitions imposait à l'autre, par la force brutale, des conditions onéreuses, ferments de haines inextinguibles et de conflits futurs. C'est la conséquence fatale que Benoît XV marquait si nettement dans sa lettre précédente[1]. C'est la fin que poursuivent les *junkers* allemands, qui refusent de rendre à leurs libres destinées la Belgique, les départements français conquis et l'Alsace-Lorraine. Les jingos anglais et canadiens, qui parlent de démembrer l'empire allemand, d'anéantir le militarisme prussien, tout en conservant à l'Angleterre l'empire des mers et ses multiples conquêtes, aboutiraient au même résultat.

Par bonheur pour l'humanité, l'on peut espérer que la Providence, qui sait dégager le bien du mal, la justice de l'iniquité, va se charger de réduire à néant les vains calculs des hommes. Il semble de plus en plus clair qu'aucune des deux coalitions ne sera en mesure de dicter ses conditions à l'autre, et que le vainqueur, quel qu'il soit, va sortir de la lutte tellement épuisé qu'il sera incapable de profiter à son gré de son propre triomphe.

En dépit des mensonges, du bluff effronté, des appels sanguinaires et des fausses promesses de victoire des partisans de la guerre à outrance, dans tous les pays en conflit, le bon sens populaire commence à discerner la vérité. Sous les durs coups de l'adversité — effroyable fauchée d'hommes,

[1] Du 28 juillet 1915, appendice I.

destruction de séculaires œuvres de paix et de prospérité, sombre perspective de banqueroute nationale,— la conscience des peuples commence à pressentir que la victoire la plus éclatante ne compenserait nullement les horreurs sans nom et les misères sans fin qu'elle aura coûtées. Plus la victoire sera *matériellement* nulle ou stérile pour toutes les nations en guerre, plus il y a de chances que la paix sera durable et que les peuples se convaincront enfin que la guerre n'est pas seulement un abominable crime mais une incommensurable folie. [1]

Ce sentiment commence à percer le voile de mensonges qui recouvre les opinions libres et interrompt les échanges d'idées entre les hommes de bonne volonté de tous les pays. De tout ce qui nous est parvenu jusqu'ici, l'expression d'opi-

[1] Qu'on ne voie pas ici le principe d'une thèse philosophique condamnant toute guerre, ou la guerre en soi, comme un crime. Ce que j'ai voulu dire, c'est, premièrement, que la guerre *actuelle* et sa prolongation systématique constituent un "abominable crime" et une "incommensurable folie." C'est bien ce que le Pape en pense: il l'appelle "folie de destruction," "massacre sans exemple", "tuerie humaine à peine digne des siècles les plus barbares", "spectacle atroce", "suicide de l'Europe civilisée", "horrible guerre fratricide", "folie universelle", "massacre inutile", etc., etc. Dès le premier anniversaire de la guerre, il affirmait qu'il est faux de "dire que l'immense conflit ne peut se terminer sans la violence des armes;" donc, l'inutile prolongation de la guerre augmente la gravité du crime et de la folie.

J'ai voulu dire ensuite que toute guerre faite dans des conditions analogues — guerre de peuples et non plus, comme autrefois, guerre d'armées, — serait un "abominable crime" et une "incommensurable folie." Or, à moins d'une rénovation complète de l'ordre social et politique, il est à peu près certain que toute guerre se ferait dans des conditions identiques, ou pires encore. Ce semble bien être l'avis du Souverain Pontife. Dès sa première lettre "aux peuples belligérants et à leurs chefs," il les adjure de ne plus "confier dorénavant la solution de leurs différends au tranchant de l'épée" mais d'avoir recours à l'arbitrage. Cette idée revient dans chacune de ses manifestations. Dans sa note du 1er août 1917 "aux chefs des nations belligérantes," il affirme que, "tout d'abord, le point fondamental doit être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force morale du droit;" il juge nécessaire de substituer "aux armées une institution d'arbitrage," munie de sanctions assez efficaces pour mettre à la raison les gouvernements et les peuples qui refuseraient d'accepter les décisions de ce tribunal. Dans sa lettre à Mgr l'archevêque de Sens, S. E. le cardinal Gasparri a précisé et accentué les mesures suggérées par le Souverain Pontife pour multiplier les obstacles à toute guerre Il dénonce la conscription; il suggère la suppression du service militaire obligatoire, le "*boycottage* universel" contre toute nation qui voudrait le rétablir, et la consultation du peuple "par voie de *referendum*" avant de déclarer la guerre. Dans ces mesures, il voit les moyens les plus propres à assurer "la paix entre nations, autant du moins qu'il est possible en ce monde." Tout ceci indique clairement que le Saint-Siège voit dans la guerre un mal contre lequel l'humanité a le droit et le devoir de se prémunir.

nion populaire la plus conforme à la pensée du pape, c'est celle des socialistes anglais. Lisez cet "appel de Noël" du *Labour Leader:*

A CHRISTMAS APPEAL TO THE PEOPLES AT WAR

We do not appeal to Governments and Monarchs. We appeal to the common people.

To the common people in every town and village of this land. And not of this land only, but of every nation which has drawn the sword.

For sixteen months we have lived to kill. With each of us that has been the aim of our national existence. Do we understand, CAN we understand what we have been doing?

This Christmastide let us pause and look upon our handiwork. Let us look not afar, but about us, close at hand.

Everywhere is heard the moan of the bereaved. Wives sorrowing for their husbands. Mothers and fathers for their sons. Young women sorrowing for the men who were pledged to them and for the children never to be born.

"The enemy is responsible." Yes, but we are responsible for similar grief in homes whose dead were equally dear.

The suffering we see is reflected in every town of every nation at war. Hundreds of thousands of brave men lie dead. Millions of strong men lie mutilated. Millions of loving hearts are broken.

However much we have been led to hate each other, in this common sorrow are we not made one?

In the name of suffering Europe, for the sake of the future of the race, in memory of the Babe of Bethlehem, the Prince of Peace, we appeal to the peoples to

END THIS WAR AND WAR FOR EVERMORE.

* * *

Dans une sphère plus élevée de l'ordre social, les mêmes tendances se manifestent dans un milieu où l'autorité dogmatique du Pape n'est pas plus reconnue. Les membres du Congrès de la Haye, nationaux des pays neutres, protestants ou areligieux pour la plupart — sauf les Espagnols, — viennent de se constituer en comité de propagande pour la paix. Ils ont rédigé un "programme-minimum" des conditions que la saine opinion publique devrait imposer aux belligérants, quels que soient les résultats matériels de la guerre:

1. Il n'y aura ni annexion ni transfert de territoire contraire aux intérêts et aux vœux de la population; le consentement de celle-ci sera obtenu, si possible, par plébiscite ou autrement.

2. Les États garantiront aux nationalités comprises dans leur territoire l'égalité civile, la liberté religieuse et LE LIBRE USAGE DE LEUR LANGUE.

3. Les États conviendront d'introduire dans leurs colonies, protectorats et sphères d'influence la liberté commerciale, ou tout au moins l'égalité de traitement pour toutes les nations.

4. L'œuvre des Conférences de la Paix tendant à l'organisation pacifique de la Société des nations sera développée. La Conférence de la Paix sera dotée d'une organisation permanente et aura des sessions périodiques.

5. Les États conviendront de soumettre tous leurs différends à une procédure pacifique. Dans ce but, à côté de la Cour d'Arbitrage de la Haye, seront créés (a) une Cour permanente de Justice internationale, (b) un Conseil d'Enquête et de Conciliation.

6. Les États seront tenus de prendre de concert des mesures diplomatiques, économiques ou militaires dans le cas où un État agirait militairement au lieu de soumettre le différend à une décision judiciaire ou de recourir à la médiation du Conseil d'Enquête et de Conciliation.

7. Les États conviendront de réduire leurs armements.

8. Pour faciliter la réduction des armements navals le droit de capture sera aboli et la liberté des mers assurée.

9. La politique étrangère sera soumise à un contrôle efficace des Parlements. Les traités secrets seront nuls de plein droit.

Ce programme est, pour ainsi dire, le décalque de la lettre que le Saint-Père adressait en août dernier aux chefs des États belligérants. Les derniers articles sont extraits presque textuellement du programme de l'*Union of Democratic Control*, d'Angleterre, dont j'ai déjà entretenu les lecteurs du *Devoir*, au grand scandale des journaux jingos du Canada.

Nos compatriotes ne liront pas sans intérêt l'article qui stipule en faveur de tous les peuples conquis ou annexés "le libre exercice de leur langue." Dans le mémoire qui fait suite au programme — rédigé en français, naturellement, puisqu'il est adressé à tous les peuples civilisés, y compris les Turcs et les Japonais — les membres du comité insistent particulièrement sur l'importance de cette garantie de liberté nationale. Espérons que si l'Angleterre et ses alliés sont vainqueurs, cette stipulation vaudra pour les Canadiens-français de l'Ontario et du Canada anglais, "libres" sujets de Sa Majesté Britannique, autant que pour les Alsaciens-Lorrains, les Flamands, les Wallons, les Polonais, les Ukraniens et les Danois.

* * *

A certains égards, il y a peut-être une amère ironie à penser que les vœux du Pape, du vicaire du Christ, du Chef de l'Église catholique, apostolique et universelle, trouvent un écho si sympathique dans ces milieux protestants ou rationa-

listes, tandis que des milliers de publicistes catholiques, même parmi les plus farouches gardiens de l'orthodoxie intégriste, ont préféré dénaturer ou amoindrir la pensée du pape et se faire les apôtres de la haine entre les peuples, ou les agents complaisants de l'impérialisme anglo-saxon ou allemand.

Mais il faut savoir envisager la situation d'un point de vue plus élevé. L'Esprit de Dieu souffle où il veut. Cette guerre marque l'effondrement du système politique élevé par la fausse sagesse des hommes, par la diplomatie orgueilleuse, par la soif des conquêtes et le culte païen de l'or et de la force brutale. Qui sait si, des ruines amoncelées par la folie humaine, la miséricorde de Dieu ne tirera pas les éléments de reconstruction d'une société plus chrétienne, où aucun peuple ne dominera les autres et dont le couronnement sera le rétablissement de l'autorité morale du Pape sur les sociétés ?

Cette solution me paraît plus désirable, à tous égards, que le triomphe du militarisme scientifique des Allemands, de l'impérialisme mercantile des Anglais, de la démocratie débilitante de la Révolution française, ou du mysticisme sauvage et perfide du panslavisme.

Allemagne et Angleterre

I

Qui veut la paix?

11 avril 1916

Nos lecteurs ont eu l'avantage de lire, en huit jours, trois pièces d'un intérêt puissant pour tous ceux qui suivent les événements d'Europe avec une attention sincère et désintéressée: le texte de la lettre du Pape au cardinal Pompili; le résumé du discours de M. de Bethmann-Hollweg, chancelier d'Allemagne; et la réponse de lord Robert Cecil, ministre britannique, à l'homme d'État allemand[1]. Ce matin nous arrive le discours de M. Asquith. Occupons-nous aujourd'hui du chancelier.

Le discours de M. de Bethmann-Hollweg renferme, sans conteste possible, les déclarations les plus nettes, les plus amples, formulées jusqu'ici au nom de l'une des nations en guerre; c'est aussi la plus précise énumération des conditions possibles de paix, faite par un chef d'État européen depuis que la guerre dure. Faut-il y voir une réponse à l'invite réitérée du Pape?

Dès le mois de juillet, Sa Sainteté écrivait: "Béni soit "celui qui, le premier, élèvera le rameau d'olivier et tendra "la main à son ennemi en lui proposant d'équitables condi- "tions de paix?" Le 6 décembre, Benoît XV suggérait aux belligérants "un échange d'idées, direct ou indirect", où "seraient exposées clairement... les aspirations de chacun." Dans sa lettre du 4 mars, il supplie de nouveau les combattants d'exposer leurs "désirs", "une bonne fois, avec clarté."

Le chancelier d'Allemagne a-t-il compris que la voix du pape finirait par éveiller un écho dans la conscience des

[1] Le texte de la lettre du Saint-Père, en date du 4 mars 1916, et publié dans le *Devoir* du 1er avril, est reproduit dans cette brochure comme appendice III. On trouvera le résumé du discours du chancelier d'Allemagne dans le *Devoir* du 5 avril 1916 et la réponse de Lord Robert Cecil dans le *Devoir* du 8 avril.

peuples? A-t-il voulu, en "élevant, le premier, le rameau d'olivier", assurer à son pays l'avantage de se placer du côté de la plus haute autorité morale du monde? Il est assez difficile de démêler les motifs des politiques et des diplomates. En tout cas, le discours du chancelier, en soi, mérite qu'on s'y arrête. M. Asquith, lord Cecil et, généralement, la presse anglaise affectent de n'y trouver qu'une preuve nouvelle des arrogantes prétentions de l'Allemagne. C'est un jugement trop sommaire. Voyons un peu.

* * *

Naturellement, le chef de l'Empire allemand se place tout d'abord au point de vue allemand. Il établit la situation intérieure et extérieure de l'Allemagne Il s'applique à démontrer que, dans l'ensemble des opérations, les armées des empires du centre sont victorieuses sur tous les fronts Elles occupent le Belgique et une partie du territoire français, la Pologne russe, le Monténégro et l'Albanie. La Serbie est vaincue; l'attaque italienne, arrêtée; la pénétration russe en Asie Mineure, considérablement ralentie. Ce qui est plus rassurant encore, à ses yeux, c'est qu'en dépit du resserrement du blocus maritime, l'Allemagne se suffit à elle-même. La défaite par la famine n'est donc nullement à craindre pour l'Allemagne.

Cet exposé optimiste — aux trois-quarts justifié — a évidemment pour objet, d'abord, de fortifier la confiance du peuple allemand, et ensuite de donner plus de prix aux conditions de paix que le chancelier présente à l'Europe. Il est particulièrement remarquable par toute absence de défi, de manifestations ultra-belliqueuses.

La note d'intransigeance n'apparaît qu'à un endroit: celui où le chancelier, s'appuyant sur la forte situation intérieure et extérieure qu'il vient de décrire, dit aux ennemis de l'Allemagne: Cessez de parler de détruire la puissance militaire de la Prusse et de démembrer l'Allemagne. "A cette condition, nous ne pouvons opposer qu'une réponse: celle du sabre." Mais, affirme-t-il, l'Allemagne est toujours prête, comme en septembre dernier, à discuter des propositions rai-

sonnables de paix. Ces propositions, M. de Bethmann-Hollweg en suggère quelques-unes.

Trait significatif, c'est à la question économique qu'il semble avoir touché plus particulièrement. Il reproche à l'Angleterre de vouloir continuer la guerre commerciale, après que la paix sera rétablie, et de chercher à coaliser l'Europe contre l'Allemagne industrielle. Nul doute qu'à cet égard les démarches entamées par l'Angleterre pour organiser — tout à son avantage — une coalition d'intérêts mercantiles, révèlent le fond de la politique anglaise, le véritable mobile qui a poussé l'Angleterre dans la mêlée. Ce projet d'affamation économique, prolongée au delà de la guerre, constitue l'obstacle le plus sérieux aux pourparlers de paix. Lord Bryce l'a déjà dénoncé. Puisse cet avertissement salutaire de l'un des Anglais les plus clairvoyants de notre époque trouver des appuis nombreux, en Angleterre! Sinon, préparons-nous à subir, longtemps encore, le poids et l'horreur de la guerre.

* * *

Mais les déclarations les plus intéressantes du chancelier — sinon les plus importantes — sont celles qui touchent à la réfection de la carte de l'Europe et au sort des petits peuples, victimes de la cupidité des grands empires.

Celles des nations d'Europe qui nous intéressent le plus, naturellement, ce sont la France et la Belgique.

De la France le chancelier ne paraît pas avoir soufflé mot; et les principaux organes de l'opinion allemande semblent s'accorder pour reconnaître qu'il a tacitement écarté toute idée d'annexer une partie du territoire français. Ce serait déjà un point énorme de gagné. Il devrait suffire à mettre fin, en France, à toute suggestion de réclamer d'autres terres allemandes que les provinces perdues en 1870. Et encore, s'il est vrai que nous nous battons pour la liberté des peuples, faudrait-il consulter les habitants de l'Alsace-Lorraine sur le sort qui leur sera fait après la guerre.

Pour la Belgique, le chancelier est moins réticent. L'Allemagne, déclare-t-il, ne veut pas d'une Belgique vassale de l'Angleterre et de la France. C'est juste. La France et

l'Angleterre répondront sans doute qu'elles ne veulent pas d'une Belgique vassale de l'Allemagne, ni dans l'ordre militaire, ni dans l'ordre économique. Ce sera non moins équitable. Là, comme ailleurs, la seule vraie solution sera, après plus encore qu'avant la guerre, une Belgique maîtresse d'elle-même, également libre du côté de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne. Consultez "les droits et les justes aspirations des peuples", a dit Benoît XV.

M. de Bethmann-Hollweg semble s'être rappelé cette parole de justice et de haute politique. Il a parlé des aspirations nationales des Flamands. L'Allemagne, dit-il, ne peut que favoriser leur désir de conserver leur langue, de développer leur caractère national. Cet appel direct au flamingantisme est adroit. Lord Robert Cecil affecte d'en rire; il a tort. Les Flamands forment la majorité du peuple belge. Avant la guerre, leurs sympathies allaient à l'Allemagne. Ils ont beaucoup moins souffert que les Wallons de l'invasion allemande. Français et Anglais commettraient une erreur profonde, fatale, s'ils allaient donner aux nationalistes flamands raison de croire que l'Allemagne seule favorise leurs "justes aspirations", et surtout que la France et l'Angleterre s'y opposent.

On aurait tort d'objecter la conduite passée des Allemands en Alsace, en Posnanie ou dans les duchés danois. Là, en pourchassant l'idiome national, les Allemands espéraient couper le lien qui unit les peuples conquis à leur patrie d'origine, dont ils restent voisins. En favorisant le flamingantisme, ils rapprocheraient d'eux les Flamands et les sépareraient davantage de la France. Ils ont donc tout intérêt à poursuivre en Belgique flamande une politique absolument contraire à celle qu'ils ont appliquée en Alsace, à Posen ou au Schleswig. Mais s'ils veulent être habiles jusqu'au bout, ils laisseront les Flamands poursuivre seuls la conquête de leurs privilèges. Ils gâteraient singulièrement leur affaire, même auprès des Flamands, s'ils donnaient aux Wallons raison de dire que le flamingantisme s'appuie sur le sabre allemand.

C'est l'erreur fondamentale des Allemands de tout attendre de la force — comme celle des Anglais, de croire que l'or achète tout.

* * *

L'attitude du chancelier d'Allemagne à l'égard de la Pologne est non moins remarquable. Il ne s'agit pas seulement, dit-il, de restaurer la Pologne historique; il faut aussi tenir compte des droits des Lithuaniens et des Livoniens. En effet, la restauration du royaume ou de la république de Pologne ne règlerait pas le cas de ces intéressantes nationalités. Les Lithuaniens, en particulier, ont eu presque autant à souffrir de la domination polonaise que du joug moscovite. Si le congrès des puissances entreprend de faire revivre les nationalités détruites et d'affranchir les peuples opprimés, il devra veiller à ce que la libération des uns ne devienne pas l'asservissement des autres.

La France et l'Angleterre ont fait appel à la sympathie des neutres en se donnant comme les protectrices de tous les peuples opprimés, de toutes les nationalités menacées par la domination germanique. Si la préoccupation de l'alliance russe, chez l'une, et le désir effréné de ruiner la concurrence allemande, chez l'autre, les poussent à laisser l'Allemagne prendre leur rôle de libératrices des peuples, elles ne tarderont pas à voir les sympathies extérieures se refroidir singulièrement.

Sans doute elles objecteront — lord Robert Cecil l'a déjà fait — que les promesses de l'Allemagne ne disent rien qui vaille. A quoi les Allemands n'auront pas de peine à répondre qu'ils ont tout de même conquis, spolié et violenté moins de peuples que la Russie, que l'Angleterre surtout, et même que la France de Louis XIV et de Napoléon.

* * *

Mais ce n'est pas par des comparaisons historiques et des considérations morales que les petits peuples de l'Europe se guideront pour savoir de quel côté pencher. En ce moment même, les nations neutres observent attentivement ce qui se passe. Elles s'efforcent de démêler la concordance ou la divergence de leurs intérêts avec ceux des deux grandes coalitions. Elles feront leur choix selon l'orientation que chacune

des grandes puissances donnera, d'ici la fin de la guerre, à sa politique extérieure, et aussi selon ses chances de faire triompher cette politique.

Qu'on ne taxe pas ces calculs d'égoïsme et de cynisme. C'est le vrai devoir national.

La *Libre Parole*, de Paris, écrivait récemment, à propos des attaques d'un journal socialiste contre les Russes et les traitements qu'ils font subir aux Polonais: "Nous n'admet-"trons jamais qu'il puisse y avoir pour des Français un intérêt "supérieur à celui de la France... C'est pourquoi nous disons "que se servir en ce moment de la Pologne pour atteindre la "Russie, notre alliée, c'est faire une œuvre mauvaise au point "de vue français". [1]

"Au point de vue français", fort bien. Et nous voudrions voir et entendre plus de Canadiens raisonner ainsi "au point de vue canadien." Mais "au point de vue" polonais, lithuanien, roumain, bulgare ou grec, et même hollandais ou belge, cette courte phrase, qui représente bien le sentiment de la très grande majorité des Français, prouve que les petits peuples n'ont pas tort de ne pas trop mordre à l'amorce des belles phrases sur la "protection des petites nationalités". Si la plus généreuse des nations, la France, est prête à abandonner la Pologne à la merci de son alliée, la Russie, afin de défendre ses propres intérêts, les Polonais, les Lithuaniens et toutes les petites nationalités de l'Europe manqueraient au plus élémentaire de leurs devoirs nationaux, ils se trahiraient eux-mêmes, s'ils ne balançaient pas rigoureusement leur appui moral à la mesure des avantages qu'ils pourront trouver d'un côté ou de l'autre.

Lord Robert Cecil a parlé avec une jolie ironie des perspectives de liberté que la "protection" de l'Allemagne et de l'Autriche offre aux Polonais. Sans doute, ce n'est guère attrayant ; mais la "protection" germanique vaut encore mieux que la "liberté" moscovite. Ce que les Polonais veulent avant tout, c'est la Pologne aux Polonais; mais s'ils étaient forcés d'opter entre le protectorat de l'un des trois empires, c'est encore à l'Autriche, je pense, qu'iraient la majorité des

[1] *Libre Parole* du 21 mars 1916: "La question polonaise".

suffrages. Même, les Galiciens et les Lithuaniens voteraient sans hésiter pour rester sous la tutelle autrichienne plutôt que d'être englobés dans une nationalité polonaise sans contrepoids, sans l'explicite garantie d'une liberté très ample en tout ce qui touche à l'organisation de leur vie religieuse et à l'enseignement de leur langue

* * *

En somme, les déclarations de M. de Bethmann-Hollweg offrent, sinon une base équitable de paix, au moins une "ouverture" par où les négociations pourraient s'engager. Au point de vue des "petites nationalités" pour lesquelles, paraît-il, nous nous battons, c'est assurément la parole la plus suggestive d'espérances qui ait encore été prononcée, par un chef d'État responsable, depuis que la guerre est déchaînée.

Les ennemis de l'Allemagne auraient tort de l'écarter totalement et de n'y pas répondre par une contre-proposition de même nature, ou plutôt, de même tendance.

II *12 avril 1916*

Le ministre anglais du *War Trade* — c'est le titre officiel de lord Robert Cecil — l'a pris de haut avec le chancelier d'Allemagne. "Rien, dit-il, dans aucun des *discours publics* qu'il peut prononcer ne peut jamais faire la base de négociations de paix".

Il ne faut pas prendre trop à la lettre cette hautaine réponse, toute à l'anglaise. Dans leurs rebuffades, comme dans leurs paroles d'amitié, les diplomates anglais se gardent toujours une porte de sortie... et une porte de rentrée. Les Cecil sont de bonne race anglaise et diplomatique. Les ministres britanniques ne veulent rien entendre des "discours publics" du chancelier d'Allemagne; c'est possible. Feraient-ils le même accueil méprisant à des ouvertures confidentielles? On apprendrait, dans un mois ou dans dix ans, qu'à l'heure même où lord Robert Cecil repoussait avec un tel dédain les avances "publiques" de M. de Bethmann-Hollweg, sir Edward Grey traitait confidentiellement de la paix avec quelque inter-

médiaire de l'Allemagne, qu'il ne faudrait pas s'en étonner outre mesure. Ce serait tout à fait dans les traditions de la diplomatie anglaise, ou de tout autre pays. Et si c'était vrai, ce serait tant mieux.

Le silence de sir Edward Grey est remarquable. En août dernier, c'est lui qui avait donné la réplique au chef du gouvernement allemand. Cette année, il a laissé ce soin à un membre secondaire du cabinet. Se réserve-t-il pour les entrevues et les négociations discrètes ? C'est possible; mais pour l'heure, les ministres anglais, comme le chancelier allemand, s'adressent au public. Tous ces gens-là posent pour la galerie. Chacun s'efforce d'entretenir la confiance et l'ardeur de ses nationaux et aussi celles de ses alliés. Nous avons retracé cette note dans le discours de M. de Bethmann-Hollweg. Elle sonne, beaucoup plus éclatante et plus hautaine, dans la réponse de lord Robert Cecil.

Le ministre anglais traite tout le discours du chancelier allemand avec une apparence de suprême mépris. Il s'applique à démontrer qu'entre l'Angleterre et l'Allemagne il existe une différence radicale dans le concept du droit des peuples et des nationalités.

Si lord Cecil veut parler du régime de gouvernement intérieur, des droits du citoyen, des libertés civiles et politiques — pourvu qu'il fasse exception pour le Canada anglais, ultra-prussien — fort bien. Mais s'il parle du droit des peuples à la vie *nationale*, à l'indépendance, il serait fort en peine de prouver en quoi le concept germanique moderne diffère de l'esprit de conquête, de spoliation et d'accaparement qui a fait, depuis trois siècles, le fond de la politique anglaise. Les seuls peuples dont l'Angleterre ait respecté les "droits" sont ceux qu'elle n'a pas pu dominer; les seules nationalités qu'elle ait "protégées" sont celles qui lui servent de couvertures. La protection de la Belgique et l'abandon du Luxembourg, dans la guerre actuelle, en sont un exemple frappant.

Naturellement, lord Cecil est revenu sur la "sainteté" des traités. Nul doute que les Allemands auront fort à faire avant que l'humanité oublie leur odieuse violation de la Belgique. Mais ce n'est guère à leurs cousins d'outre-Manche qu'il appartient de leur jeter la pierre.

"Quels hypocrites écœurants nous devons paraître aux "yeux des autres nations", écrivait, au début de la guerre, un officier anglais, le major Stewart Murray, "quand nous [les "Anglais], de tous les peuples, jacassons sur la sainteté des lois "internationales!" [1]

C'est le tort des Anglais — et c'est un tort qui gâte plusieurs de leurs admirables qualités — de penser qu'à force de maximes pieuses et de professions de vertu, ils réussissent à faire oublier leurs actes et leur histoire.

Dans les pays sauvages ou aux colonies, ce jeu peut passer. Mais dans les pays civilisés, où l'histoire s'enseigne et *se fait*, il est usé. C'est cette persistance dans la pose pharisaïque qui vaut à l'Angleterre, pourtant plus loyale qu'elle ne le paraît, la méfiance de tous les peuples, même de ceux qui lui sont accidentellement alliés.

* * *

Si lord Robert Cecil avait seul parlé au nom du cabinet britannique, on pourrait croire que ses collègues l'ont chargé d'amuser le parterre, pendant que la pièce réelle s'amorce dans la coulisse. — Pourquoi, grand Dieu! faut-il parler de comédie et de coulisses quand la plus horrible des tragédies se joue dans le sang des peuples? — Mais ce qui devient plus grave, c'est que le premier ministre lui-même, M. Asquith, a tenu à peu près le même langage, trois jours plus tard [2].

M. Asquith a parlé, avant-hier, en présence d'un certain nombre de ses collègues et d'une importante délégation de sénateurs et de députés français. Cette circonstance explique peut-être le ton belliqueux des deux ministres britanniques, celui de M. Asquith surtout. Les Anglais comprennent qu'ils ont besoin de convaincre les Français de la sincérité de leur alliance et de la fermeté de leur appui. Tant de faits porteraient à prouver le contraire: rareté des munitions, grèves répétées des ouvriers, résistance à la conscription, échec lamentable de l'enrôlement volontaire organisé par lord

[1] Cité par le R. P. Keating dans son étude sur *English Bernhardi-ism*, analysée dans mon article du 7 août 1915, reproduit dans cette brochure.

[2] Discours à Lancaster House, 10 avril 1916. Un compte-rendu assez complet de ce discours a paru dans le *Devoir* du lendemain.

Derby, incompétence des officiers, intrigues des factions et des spéculateurs en jingoïsme, etc., etc.

Mais quel que soit le motif qui a inspiré M. Asquith, ses déclarations n'en constituent pas moins, pour l'instant, un obstacle aux négociations de paix. Les Alliés, affirme-t-il, ne démordront pas des conditions qu'il a lui-même posées en novembre dernier. Elles étaient assez vagues, ces conditions, — beaucoup moins précises que celles définies par sir Edward Grey, deux mois plus tôt. Les nouvelles déclarations du premier ministre britannique ne sont guère plus nettes. Voyons d'abord ce qu'il entend aujourd'hui par la destruction du militarisme prussien.

"Comme résultat de la guerre, dit-il, nous voulons établir "en principe que les problèmes internationaux doivent faire "l'objet de libres négociations entre peuples libres, traitant "sur un pied d'égalité; et que le règlement n'en sera plus entra-"vé ou dominé par un gouvernement soumis à une caste mili-"taire. Voilà ce que j'entends par la destruction de la domina-"tion militaire de la Prusse — rien de plus, mais rien de moins."

Ce n'est pas mal; c'est assurément beaucoup plus sensé que les tirades de nos jingos: eux ne veulent désarmer que le jour où les armées alliées auront pris Berlin et envoyé Guillaume de Prusse finir ses jours à Sainte-Hélène, comme Napoléon. Mais ce n'est pas encore assez.

Le militarisme allemand n'est que l'expression la plus intense, la plus efficace, d'un système qui est commun à toutes les nations européennes, sans excepter l'Angleterre. Ce qui est mauvais en soi, ce qui est dangereux pour tout le monde, c'est le militarisme. . . tout court, qu'il soit anglais ou allemand, russe, français ou italien, qu'il s'applique à la domination des mers ou à la domination des terres. Les Anglais, y compris M. Asquith, se sont fort bien accommodés du militarisme allemand tant qu'il est resté sur terre et qu'il n'a menacé que les nations continentales. Toute l'Angleterre a béni la naissance du caporalisme prussien, au temps de Frédéric II, allié de Georges II. Pendant un siècle et demi, les Anglais de tous les partis, de toutes les écoles, ont acclamé avec enthousiasme toutes les conquêtes de la Prusse, toutes ses exactions, toutes ses spoliations; ils ont laissé égorger ou

dépouiller toutes ses victimes: Pologne, Danemark, Autriche, France. Dans la plupart de ces attentats à la liberté des peuples, l'Angleterre a été la complice de fait de la Prusse, dans tous, sa complice morale. Ce n'est qu'à partir du jour où l'Allemagne a entrepris de mettre son militarisme à flot et de rompre le filet d'acier dont l'Angleterre, par sa flotte, prétend encercler le monde entier, que les Anglais ont découvert dans le militarisme allemand un danger pour la paix et la liberté.

Le navalisme anglais — selon la juste et pittoresque expression de M. Ewart — n'est pas plus légitime ni moins exécrable que le caporalisme prussien.

En dépit des merveilleuses ressources de sa dialectique d'avocat retors, habile à prendre la tangente, M. Asquith aurait peine à démontrer que c'est par sa seule puissance morale que l'Angleterre est intervenue jusqu'ici dans le "règlement des problèmes internationaux." Sa "domination" maritime y a bien été pour quelque chose.

Qui a permis à l'Angleterre de réduire le Portugal en vasselage? de régenter l'Espagne et de garder Gibraltar, terre espagnole? d'enlever les Iles Ioniennes et Chypre à la Grèce? de voler Malte? de fomenter la révolution dans le Royaume de Naples et les États du Pape? de faire, trente ans durant, la politique étrangère de l'Italie et de la jeter dans les bras détestés de l'Autriche? de s'emparer de Suez et d'en faire sa chose? de chasser la France du Haut Nil, puis de l'Égypte tout entière? d'intervenir au traité de Berlin pour empêcher la Russie de profiter de sa victoire, pour galvaniser la Turquie moribonde, retarder de trente ans la renaissance des États balkaniques et faire de l'Allemagne le pivot de l'Europe continentale? Qui a permis à l'Angleterre, en un mot, de faire la pluie et le beau temps en Europe et d'amonceler la tourmente effroyable qui s'est déchaînée en 1914? Qui? quoi? si ce n'est la "domination navale" que l'Angleterre exerce depuis la destruction des flottes française et espagnole à Trafalgar?

Si le premier ministre d'Angleterre veut être cru lorsqu'il parle de "peuples libres traitant d'égal à égal", il doit commencer par annoncer au monde que la domination maritime de l'Angleterre prendra fin le même jour que le militarisme allemand, russe ou français.

En fait, de tous les militarismes, de tous les instruments de domination brutale, le plus redoutable, le plus exécrable pour le monde entier, c'est la suprématie maritime de l'Angleterre; car elle s'exerce sur tous les continents et entrave les libres rapports de tous les peuples.

* * *

Le plaidoyer de M. Asquith en faveur de "l'état d'indépendance et du libre développement des nations plus faibles" n'a guère plus de chances de convaincre, si l'Angleterre ne donne des signes non équivoques de repentance. De tous les hommes d'État anglais, M. Asquith est l'un des plus mal venus à donner des leçons de moralité internationale et de paternel souci du sort des "nations faibles". Il est l'un des rares libéraux anglais qui ont appuyé Chamberlain et approuvé l'odieuse spoliation du Transvaal et de l'Orange. Qu'a-t-il fait lui-même en Perse? Il n'a guère prouvé que, lorsque la cupidité anglaise l'exige, il se tourmente fort de "l'indépendance" et du "libre développement" des "nations plus faibles".

Il fait une peinture saisissante de la tyrannie exercée par les Prussiens en Posnanie. Il parle des grèves d'écoliers, des mères persécutées. Ignore-t-il que tout cela se passe actuellement en terre anglaise, à deux pas d'ici? qu'au nom des intérêts britanniques, de la grandeur britannique, de la liberté britannique, une majorité anglaise, brutale et têtue, un gouvernement anglais, des juges anglais, persécutent des mères, des jeunes filles, des petits enfants, volent l'argent des contribuables, leur enlèvent le droit d'élire leurs mandataires, condamnent à l'amende d'honnêtes pères de famille? Et pourquoi? Parce que ces pères et ces mères s'obstinent à vouloir faire enseigner à leurs enfants, dans les écoles payées de leurs deniers, l'une des deux langues officielles du Canada, la langue de l'alliée de l'Angleterre, de la nation dont les membres déchiquetés servent aujourd'hui de rempart aux Iles britanniques et à leurs "comptoirs rapaces", comme disait Joseph Howe.

Ce n'est pas à nous qu'on fera croire qu'il existe une irréductible différence entre le concept anglais et le concept

allemand. Non, non: entre les Anglais et les Allemands du Nord, Prussiens et Saxons, c'est une querelle de frères, et de frères qui se battent pour le même héritage, avec la même âpreté.

Si la flotte anglaise avait coulé une vingtaine de vaisseaux de guerre allemands, M. Asquith et lord Robert Cecil s'intéresseraient beaucoup moins au sort des "petites nationalités". Il y a même longtemps que sir Edward Grey aurait repris avec Bethmann-Hollweg et Jagow les conversations amicales interrompues le 3 août 1914. Si le gouvernement britannique pouvait s'assurer par une garantie quelconque que l'Allemagne ne poursuivra pas son programme de construction navale, il serait le premier à parler de paix.

Du reste, sir Edward Grey a reconnu lui-même, en août 1915, un an après la déclaration des hostilités, que "la liberté des mers peut raisonnablement faire, après la guerre, l'objet d'une discussion, d'une définition et d'un accord entre les nations." Il ne devrait donc pas y avoir là un obstacle insurmontable à la conclusion de la paix.

Le gouvernement et le peuple anglais feraient bien de ne pas emboîter le pas de trop près à M. Asquith et à lord Robert Cecil.

L'Angleterre, il est vrai, risque infiniment moins, au jeu de la guerre à outrance, que la France et la Belgique. Elle a l'avantage de laisser la France et la Russie se saigner aux quatre membres et d'exploiter à son profit la jobarderie des *bloated colonials*, qui lui fournissent de la chair à canon, quand ses propres enfants refusent de s'enrôler. Mais elle n'a tout de même pas le droit, à seule fin de continuer à "dominer les mers" et à faire le commerce des cinq continents, de retarder le jour où cessera cette abominable boucherie humaine.

Espérons, contre les apparences, que les ministres anglais n'ont pas dit leur dernier mot; sinon ils porteront une terrible responsabilité.

* * *

J'allais oublier le passage du discours du chancelier d'Allemagne où il a parlé du Canada. M. de Bethmann-Hollweg s'est contenté de traiter de "stupide" la supposition

que l'Allemagne victorieuse pourrait tenter de conquérir le Canada ou tout autre pays d'Amérique. Le secrétaire d'État, M. de Jagow, dans une interview subséquente, a ajouté l'épithète de "ridicule". Ce serait, en effet, aussi ridicule que stupide, pour l'Allemagne, que de se mettre une telle besogne sur le dos, quand il lui reste tant à faire en Europe, en Asie et en Afrique. Lord Robert Cecil et M. Asquith n'ont pas relevé cette déclaration des Allemands. C'est même la seule parole du chancelier que les ministres anglais n'ont pas contredite. Tout intéressés qu'ils sont à entretenir la "dévotion impériale" au Canada, ils ne veulent tout de même pas risquer leur réputation d'hommes d'État et passer pour des idiots. Il n'y a que chez nous qu'on peut affirmer, sans que personne rie, que le but suprême de l'Allemagne, c'est de s'emparer du Canada!!! Qui donc prendra une bonne fois la juste mesure du *gogoïsme* colonial ?

Le Pape seul veut la paix

13 avril 1916

Au moment où je corrigeais les épreuves de mon article d'hier, je recevais d'un Anglo-Canadien distingué, fort éloigné de l'impérialisme, une lettre où se trouve cette phrase caractéristique: "*I can see no possible or reasonable compromise between the opponents in this war. It is a case of DOG EAT DOG.*" — ("Je ne puis apercevoir aucun compromis possible ou raisonnable entre les combattants: c'est une lutte de chiens qui doivent s'entre-dévorer.")

Si une telle pensée hante le cerveau bien équilibré d'un Anglo-Saxon cultivé, d'habituelle largeur d'esprit, on peut juger de l'état d'esprit des jingos anglais et des junkers allemands. Tant que cet état d'esprit dominera l'opinion courante des pays en guerre, il n'y a guère d'espoir de paix.

Le crime des hommes d'État et des publicistes, c'est précisément d'avoir créé et stimulé ce sentiment brutal, cette désespérance fataliste qui ne croit plus à la possibilité d'empêcher ou de refréner le mal.

De ce crime, les Allemands sont probablement les plus responsables. Plus que tous, les junkers ont développé le culte de la force brutale, déifié la guerre et mis au service des œuvres de haine toutes les ressources de leur science et de leur merveilleux esprit d'organisation.

Mais à l'heure actuelle, tous les hommes de quelque influence, anglais ou français, italiens ou russes, qui s'obstinent à entretenir chez leurs nationaux la haine de l'Allemagne afin de mieux la vaincre, à créer dans leur pays l'exacte réplique du junkerisme teuton, ceux-là sont les complices du crime de l'Allemagne. Autant que les Allemands, ils contribuent à prolonger l'agonie des peuples; autant que la caste militaire de Prusse, ils font obstacle à une paix prochaine et durable.

Si, au lieu d'écouter ces apôtres de haine, les peuples se tournaient enfin du côté de la seule autorité morale qui n'a aucun intérêt à fomenter la haine des peuples, ils constateraient

que, seuls, les conseils et les enseignements du Pape définissent les conditions d'une paix véritable, d'une paix juste, chrétienne et durable.

Quel réconfort pour la conscience de l'humanité que d'entendre s'élever au-dessus du tumulte des batailles et dominer les cris de rage et de douleur cette voix sereine, si faible en apparence, si forte des principes éternels de justice qu'elle invoque et rappelle aux rois comme aux peuples!

Chaque fois qu'elle s'est élevée, cette voix auguste, nous avons appelé l'attention de nos lecteurs sur les vérités si justes qu'elle fait entendre. Nous avons dû, hélas! signaler également le silence dédaigneux que font autour d'elles les hommes d'État qui prétendent régler à leur guise le sort des peuples. Et pourtant, du seul point de vue humain, la politique dont le Pape a tracé les grandes lignes est la seule vraie, la seule *pratique*.

* * *

En juillet, Benoît XV disait aux chefs de nation:

"Il est faux de dire que cet immense conflit ne peut se "terminer que par la violence des armes...... L'équilibre "et le progrès du monde, la sécurité et la paix des nations "reposent sur la bonne foi mutuelle, sur le respect de chacun "pour le droit et la dignité d'autrui plus que sur la multitude "des armées et le rempart formidable des forteresses." [1]

Il précisait sa pensée; d'un mot, il démontrait la folie insensée de ceux qui, pour faire régner la paix, parlent de détruire telle ou telle nation, d'abattre la puissance militaire d'un peuple, tout en laissant subsister celle des autres: "Rappelez-"vous que les peuples ne meurent pas; humiliés et opprimés, "ils préparent les représailles du lendemain en transmettant "de génération en génération la haine et la soif de la ven-"geance."

C'est l'histoire de la Pologne démembrée, guettant l'heure de la révolte; c'est l'histoire des Balkans, sacrifiés aux calculs mesquins des grandes puissances et devenus le cratère toujours fumant de l'Europe; c'est l'histoire de la France mutilée par la Prusse, entretenant le culte de la revanche. Ce sera l'his-

[1] Lettre du 28 juillet 1915 — Appendice I.

toire de demain si l'une des coalitions réussit à écraser l'autre et à lui imposer une paix humiliante.

Cette vérité élémentaire, le Pape la voit clairement, parce qu'il est désintéressé, parce qu'il n'a aucune conquête à faire ou à garder, parce qu'il n'a pas besoin de "sphères d'influence", de colonies et de protectorats pour placer son or et faire le trafic de ses marchandises.

Si chaque nation voulait se contenter de sa part légitime de territoire, de richesses et d'influence, elle verrait aussi clair que le Pape; et le monde respirerait.

"Que ne pesez-vous avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples ?" disait encore Benoît XV dans sa lettre de juillet.

Le 6 décembre, il élevait de nouveau la voix. [1] Il insistait "sur l'*unique moyen* qui puisse amener promptement la fin "de cette épouvantable conflagration." Pour y arriver, déclarait Sa Sainteté, il faut tout d'abord que "dans un échange "d'idées, direct ou indirect, *les aspirations de chacun soient* "*enfin exposées clairement avec une volonté sincère et une cons-* "*cience sereine* et dûment examinées, *en éliminant les préten-* "*tions injustes et les impossibilités*" — comme, par exemple, pour les Allemands, de régenter tous les peuples qui les entourent, d'utiliser à leur profit les nationalités qu'ils prétendent reconstituer; comme, pour les Français, de s'emparer de terres séculairement germaniques, sous prétexte de fortifier leurs frontières et d'affaiblir l'Allemagne.

"Naturellement," ajoutait le Pape, "il est absolument né- "cessaire que, d'un côté comme de l'autre des belligérants, on "cède sur quelque point et qu'on renonce à quelques-uns des "avantages espérés; et chacun devrait consentir de bon gré "des concessions, *même au prix de certains sacrifices*, pour ne "pas assumer devant Dieu et devant les hommes l'énorme "responsabilité de la continuation de ce massacre sans exem- "ple."

* * *

Dans sa lettre du 4 mars dernier [2], adressée au Cardinal Pompili, cardinal-vicaire, Sa Sainteté revient avec une remarquable persistance sur les conseils déjà donnés

[1] Allocution consistoriale — Appendice II.
[2] Publiée dans le *Devoir* du 1er avril 1916 et reproduite ici comme appendice III.

"Nous nous sommes efforcé, à plusieurs reprises, par nos "exhortations et nos conseils, de persuader les nations ennemies "de déposer les armes et de régler leur dissentiment d'une "manière requise par la dignité humaine, moyennant une "entente amicale."

Le Pape, on le voit, se fait une autre idée de la "dignité humaine" que les junkers, les jingos et les chauvins. Il croit que les peuples chrétiens ont autre chose à faire que s'entre-dévorer "comme des chiens".

"Nous nous sommes jeté pour ainsi dire au milieu des "peuples belligérants comme un père au milieu de ses fils en "lutte. Nous les avons conjurés, au nom de ce Dieu dont la "justice et la charité sont infinies, de renoncer à leur dessein de "destruction mutuelle et d'exposer une bonne fois avec clarté, "d'une manière directe ou indirecte, les désirs de chacune des "parties, et de tenir compte, dans la mesure du juste et du pos-"sible, des aspirations des peuples, acceptant au besoin, en "faveur de l'équité et du bien commun des nations, les *obli-"gatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts "particuliers.*"

"Telle était et telle reste l'*unique voie* pour résoudre le "monstrueux conflit suivant les règles de la justice et arriver "à une paix *qui ne soit pas profitable à une seule des parties mais "à toutes*, et qui soit, par suite, *juste et durable.*"

Quelle force! quelle vérité! quelle justice! Quelle profonde connaissance de la vraie politique humaine, fondée sur la loi divine!

Que l'on dise ce que l'on voudra, ce programme de paix est autrement fécond et pratique, autrement noble et juste, que l'arrogante confiance des Allemands en eux-mêmes, que le mépris hautain des Anglais pour toute proposition conciliante.

* * *

Le Pape touche au nœud de la situation quand il affirme que la paix ne peut se faire et surtout ne peut être "juste et durable" que si elle profite à *toutes* les nations et non à une seule.

Cet accord si difficile, et pourtant nécessaire, cette subordination des "intérêts particuliers" au bien de l'humanité,

cette victoire morale à remporter sur la cupidité, l'amour-propre et la haine sauvage des peuples, une seule influence peut les imposer, un seul homme peut en définir les termes: c'est le Pape lui-même.

Les nations chrétiennes expient en ce moment le crime d'avoir éliminé la morale divine de leurs conseils et de leur politique, d'avoir abattu la suprématie morale de la Papauté, *définitrice* et gardienne des lois de Dieu. Elles ne mériteront d'être absoutes et de recouvrer la paix et la vraie grandeur que si elles savent entendre de nouveau la voix du Pape.

Si elles s'y refusent, le châtiment suprême qui les attend, c'est celui que Benoît XV leur faisait entrevoir dans son allocution du 6 décembre: "la déchéance du degré de civilisation et de prospérité où la religion chrétienne avait élevé l'Europe."

Pour n'avoir pas su profiter des éléments de reconstitution sociale que le christianisme lui avait apportés, l'Empire romain a péri sous les coups des Barbares.

Pour avoir méconnu la voix du Pape et favorisé, par leurs querelles d'orgueil et leurs disputes d'intérêts, l'invasion turque, les puissances chrétiennes ont laissé pénétrer dans le flanc de l'Europe le chancre d'où sont sortis la plupart des maux qui durent encore.

Si elles restent sourdes une fois de plus aux avertissements du Pape, les nations de l'Europe verront avant longtemps les masses innombrables de l'Asie, réveillées de leur torpeur par l'orgie sanglante des peuples qui les ont dominées jusqu'ici, secouer le joug militaire et économique de l'Europe et venir peut-être, une fois encore, exercer les rétributions divines sur les ruines fumantes de la civilisation européenne.

L'effort pour la paix

——— *12 août 1916*

La *grosse* presse nous laisse soigneusement ignorer les tentatives qui se poursuivent en Europe, en Angleterre surtout, pour hâter le jour de la pacification. Seul, je crois, parmi les journaux canadiens, le *Devoir* a signalé la campagne de l'*Union of Democratic Control.* C'est dans un journal de New-York, pourtant acquis à la cause des Alliés, l'*Evening Post*, qu'il faut aller puiser des renseignements sur le travail poursuivi, en Angleterre, par la *Société des Amis*[1]. Dès le mois de juin 1915, une conférence s'est réunie à Devonshire House. Elle a constitué un comité permanent et l'a chargé de préparer un programme de pacification. Ce comité a attendu un an avant de formuler son opinion. Son rapport se recommande de l'approbation d'hommes éminents: lord Courtney, sir Edward Fry, sir Edwin Pears, M. J.-A. Hobson, le Dr Estlin Carpenter, le principal Selbie. Voilà des noms qui s'imposent à l'attention publique. Le plus effronté des jingos n'osera porter contre ces personnages les sottes et usuelles accusations de déloyalisme et de trahison.

Comme le Pape, comme l'*Union of Democratic Control*, comme le Comité permanent de la Haye, la Société des Amis pose en principe que le "problème fondamental" à résoudre, c'est "d'obtenir pour *chacun* des peuples en conflit une satis-"faction à ses justes exigences, tout en ne laissant à *aucun* un "grief permanent qui l'induise à consacrer toutes ses énergies "à la préparation d'une guerre future."

C'est, on le voit, la répétition à peu près textuelle des graves paroles que Benoît XV adressait à toutes les nations, dès le premier anniversaire de la guerre: "Rappelez-vous "que les peuples ne meurent pas; humiliés et opprimés, ils "préparent les représailles du lendemain en transmettant de "génération en génération la haine et la soif de la vengeance."

[1] *Evening Post* (de New-York) du 3 août 1916.

C'est l'exacte contre-partie du thème familier à nos jingos: "Pas de paix possible sans l'écrasement de l'Allemagne!"

Le règlement, ajoute le programme anglais, doit donc s'appliquer à définir les conditions futures du monde, plutôt qu'à infliger des châtiments pour le passé. C'est encore une pensée du Pape. Toutes les nations en guerre, écrivait Benoît XV, le 4 mars dernier, doivent consentir les "obliga-"toires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts "particuliers... afin d'arriver à une paix qui *ne soit pas* "*profitable à une seule des parties mais à toutes* et qui soit, par "suite, juste et durable."[1]

Le comité anglais ne se borne pas à poser des principes généraux. Il en précise suffisamment l'application pour ouvrir la porte à de fructueuses négociations, si les gouvernants ont la bonne foi et la volonté sincère de s'y prêter. Voici, en résumé, ce qu'il suggère.

L'occupation militaire ne justifie pas l'annexion. La Belgique, la Serbie et le Monténégro doivent recouvrer leur indépendance; l'Allemagne, ses colonies ou leur équivalent.

Dans le règlement du sort de la Pologne, de l'Alsace-Lorraine, du Trentin, des pays slaves, de la Macédoine bulgare, etc., une "satisfaction raisonnable" doit être accordée au principe des nationalités. ("Consultez les justes aspirations des peuples", a dit Benoît XV. Si l'on y avait pensé davantage, en 1913, la seconde guerre des Balkans et le cataclysme actuel auraient pu être évités.) L'Arménie devrait être placée sous le protectorat de la Russie. L'Allemagne ne devrait pas être exclue de la pénétration économique des nations d'Europe en Asie mineure.

La politique de la "porte ouverte" doit s'étendre, autant que possible, à toutes les possessions extra-européennes des nations en guerre.

Les nations doivent s'accorder de mutuelles garanties contre la guerre sur terre ou sur mer et constituer un organisme de paix qui assure aussi efficacement que possible le règlement des disputes internationales. Naturellement, la réduction des armements s'impose.

[1] Lettre au cardinal Pompili—Appendice III.

Ce programme concorde dans ses grandes lignes avec celui de l'*Union of Democratic Control.* Les noms des hommes qui l'appuient indiquent qu'une pensée persistante de pacification s'affirme, en Angleterre, dans les sphères les plus élevées tout comme dans les milieux socialistes. Et cette pensée répond singulièrement à la haute inspiration du Pape.

* * *

Ce n'est pas, du reste, en Angleterre seulement que les aspirations vers la paix se manifestent. Elles éclatent de plus en plus en Allemagne. Les manifestations populaires en faveur de Liebknecht, condamné à trente mois de détention pour son discours "séditieux" du 1er mai, ont été nombreuses, bruyantes et apparemment spontanées. La légèreté relative de la peine, si l'on tient compte de la violence du discours et des rigueurs du régime militaire prussien, est en soi un indice significatif de l'état des esprits. La polémique engagée dans la presse allemande autour de la personne et de l'attitude de M. de Bethman-Hollweg n'est pas moins intéressante. Les organes du junkerisme reprochent amèrement au chancelier ses tendances pacifistes, les entraves qu'il a mises à la guerre sous-marine, sa répugnance à tout projet d'annexer des territoires occupés par l'armée allemande. On voit que notre analyse de la politique du chancelier n'était pas très éloignée de la vérité [1]. Les journaux favorables à la paix défendent le chef de l'Empire contre ces attaques. Ils sont ainsi entraînés à se prononcer sur le fond même de la question. Les opinions contraires aux annexions se multiplient. C'est l'un des symptômes les plus encourageants.

Le *Petrus-Blatter*, organe de l'archevêque de Trèves, l'antique ville impériale, soutient le Chancelier et adresse aux partisans de la guerre sans merci cette juste remontrance: "Il est certain que le Pape ne veut pas la défaite totale de l'un "ou de l'autre des combattants, et qu'il est opposé à une guerre "de conquête. La presse a sa part de responsabilités dans "le déchaînement de cette guerre effroyable; c'est maintenant

[1] Article du 11 avril 1916, reproduit ci-dessus.

"son devoir de calmer les passions qu'elle a déchaînées. Par-"dessus tout, *la presse catholique devrait s'efforcer de se mettre "d'accord avec les voeux des chefs de l'Église et éviter de réclamer "plus de sang et des armes plus meurtrières.*"

Voilà des conseils que pourraient utilement méditer ceux des catholiques du Canada, clercs ou laïques, qui se sont constitués sergents recruteurs et ont entrepris d'enrôler Dieu lui-même dans les cadres de l'armée britannique.

La note médiane semble donnée par la *Gazette de Cologne.* Elle blâme les attaques dirigées contre le chancelier; mais elle ne croit pas à l'opportunité de parler de paix maintenant. "Si nous étions vaincus, dit-elle, nous ne pourrions espérer "aucune merci; nous devons donc lutter pour l'existence "nationale jusqu'à la dernière extrémité" [1].

* * *

Il y a chance, malheureusement, pour que cette opinion prévaille encore longtemps, en Allemagne comme en Angleterre, en France et en Russie. Tant que les partisans de la guerre à outrance pourront invoquer, de chaque côté, la nécessité d'anéantir l'ennemi; tant que les expressions d'opinion favorables à la paix seront interprétées par l'adversaire comme un aveu de faiblesse et utilisés pour fouetter l'orgueil national, les hommes de proie et de carnage auront besogne facile; les peuples continueront de s'entre-tuer jusqu'à l'épuisement final. Et pourtant, de chaque côté, l'immense majorité veut la paix, l'a toujours voulue. Les peuples ont accepté la guerre, ils s'y acharnent, parce que les exploiteurs de sang humain leur ont persuadé que leur existence nationale tient à l'anéantissement de l'ennemi. Cette conviction est aussi profonde, aussi entière, chez les Allemands que chez les Français ou les Russes. Un Belge, admirablement situé pour connaître la pensée des envahisseurs de son héroïque patrie, disait en ma présence, l'an dernier, qu'il n'avait pas rencontré un seul Allemand qui ne fût persuadé de la justice de la cause de son pays. Tous étaient convaincus que la Russie avait provoqué

[1] Ces citations sont empruntées à la *Gazette* du 9 août, 1916, laquelle les tenait du *Daily Chronicle* de Londres.

le conflit afin d'en finir avec la rivalité germanique dans les Balkans. L'un des publicistes anglais les mieux renseignés sur la question germano-slave, M. Brailsford, a fait les mêmes constatations.[1]

D'autre part, la même conviction à l'égard des desseins de l'Allemagne existe en France, en Russie probablement, et, à un moindre degré, en Angleterre. On a réussi à la faire pénétrer jusque chez nous.

Tant que cette conviction existera, de part et d'autre, les partisans de la guerre à outrance auront beau jeu; les fabricants d'armes et de munitions continueront à faire du 100% et à entretenir la température des gazettes *patriotes*. Et le Pape, et les hommes qui pensent et parlent comme lui, prêcheront dans le désert.

Nous faisons parade, en Canada, d'un extraordinaire loyalisme et d'une religion très supérieure à celle des peuples "corrompus" de l'Europe et de l'Amérique. Ne serait-il pas temps d'en prouver la sincérité ? Le vrai loyalisme ne consisterait-il pas à prêter main-forte aux interprètes de la meilleure pensée anglaise et à démontrer qu'en toute terre britannique une opinion croissante veut sincèrement une paix honorable et durable ? La vraie religion ne nous commande-t-elle pas de tout faire pour hâter la paix ? Ne nous invite-t-elle pas à obéir au pape plutôt qu'aux pontifes du jingoïsme ? Prier pour la paix et travailler pour faire durer la guerre, c'est pure hypocrisie ou puérile inconséquence.

Comment se fait-il que pas une voix autorisée ne s'est encore élevée en Canada pour répondre aux appels touchants du Souverain Pontife, pour préconiser sa politique, à la fois si chrétienne et si humaine, si juste et si sage ? Serait-ce qu'à "l'ombre du drapeau qui protège nos libertés", il est plus dangereux qu'en Allemagne de parler comme le Pape et d'agir avec le Pape ?

[1] *The Empire of the East*, étude publiée dans la *Contemporary Review*, en septembre 1914, et reproduite comme appendice III de ma brochure *The Foreign Policy of Great Britain* (Montréal 1915).

Une nouvelle parole du Saint-Siège

25 septembre 1916

Le *Devoir* a reproduit, samedi, le texte de l'interview de Son Éminence le cardinal Gasparri, secrétaire d'État, au *Journal*, de Paris.[1] Nous avons appris à nous méfier des expressions d'opinion attribuées aux autorités du Vatican. Tout récemment encore, une dépêche de Rome affirmait que Sa Sainteté avait ordonné des prières pour le triomphe des Alliés. LL. EE. les cardinaux Gibbons, Farley et O'Connell, réunis à New-York pour la *Semaine catholique*, opposèrent aussitôt un démenti formel à ce racontar tendancieux. Est-ce cette dernière fausseté qui a décidé le cardinal secrétaire d'État à rompre le silence si rigoureusement observé au Vatican depuis plusieurs mois? C'est possible. En tout cas, cette interview paraît porter le caractère de l'authenticité. Le *Journal* déclare qu'il se borne à reproduire le "*texte exact et formellement approuvé*" des paroles de Son Éminence. Il est difficile de croire qu'une feuille importante eût couvert une supercherie, ou même un récit arrangé, d'une attestation aussi précise. Mais ce qui donne à cette pièce son principal cachet de véracité, c'est qu'en tout ce qui touche à l'attitude du Saint-Siège à l'égard des belligérants, elle est en parfait accord avec les déclarations antérieures et officielles du Souverain Pontife.

L'interview porte sur deux questions distinctes: les relations du Saint-Siège et du gouvernement de la République française; l'attitude du Pape sur la guerre.

L'une des premières questions posées par le journaliste touchait au rétablissement possible des relations entre la France et le Saint-Siège.

"Vous touchez au point délicat", a répliqué Son Éminence. "Vous me demandez si je crois possible une reprise? Mais "certainement! De notre côté, nous en serions enchantés.

[1] Voir appendice IV

"Tout dépendra du gouvernement français. Le voudra-t-il? "*Je n'en sais rien.*"

Son Éminence a exprimé l'espoir que la situation religieuse en France sera considérablement modifiée, après la guerre. "La France, ayant admiré dans cette guerre la belle conduite "de son clergé régulier et séculier, ne voudra plus, je pense, "de persécution religieuse. Par exemple, est-ce qu'après la "guerre on chassera de nouveau du territoire français les "religieux qui sont rentrés en France pour répondre à l'appel "de la patrie en danger? *Je ne le crois pas.*"

Tous les vrais amis de la France font le même vœu. Mais les "vrais amis" de la France, ce ne sont pas les gens qui méprisaient la France, il n'y a pas longtemps encore, et qui l'acclament aujourd'hui parce qu'elle sert de prétexte utile aux agents de l'impérialisme anglo-saxon au Canada; ce ne sont pas davantage ceux qui n'ont jamais admiré que la France anticléricale — tel le général sir Sam Hughes, déclarant en plein parlement qu'on ne devrait pas laisser venir au Canada les religieux chassés de France parce qu'ils ne sont propres à rien, pas même "*for breeding purposes*". Les vrais amis de la France désirent ardemment , ont toujours désiré, une France forte et saine, c'est-à-dire une France chrétienne. Qu'il y ait en France une foule d'excellents chrétiens, c'est ce que personne, après une observation attentive, ne saurait contester. Que ce qu'il y a de bon en France soit du meilleur, c'est également incontestable. Dix justes auraient pu sauver Sodome. Or la France, ni même Paris, n'est Sodome; et il s'y trouve beaucoup plus que dix justes.

Mais en dehors des motifs d'ordre surnaturel, la France ne reprendra sa place dans le monde, et surtout ne la gardera, que si elle redevient une *nation catholique*, — si sa vie nationale et son action politique, extérieure et intérieure, reprennent et prolongent le cours de sa tradition catholique.

Tout ce que la France peut trouver d'appuis occasionnels et intéressés chez les peuples non catholiques qui se servent d'elle pour se couvrir, ne lui vaudront jamais, pour l'exercice continu de sa puissance et le maintien de son prestige moral, ce qu'elle a perdu par l'abandon de son rôle de première nation catholique.

La reprise de ce rôle traditionnel devra se manifester sous trois formes principales: l'abandon du malthusianisme et la reconstitution de la famille chrétienne; la cessation des mesures vexatoires appliquées à ces admirables congrégations d'hommes et de femmes qui ont plus fait que toute autre catégorie de Français pour accroître le patrimoine moral et intellectuel de la France et étendre son action dans le monde; enfin, la reprise avec le Saint-Siège de relations dignes d'une nation catholique.

Le premier point n'a pas été abordé par le cardinal Gasparri; sur le second, il a exprimé , on l'a vu, un ferme espoir; sur le troisième, il a été beaucoup plus réticent. Aucune parole officielle du gouvernement de la République n'est encore venue, en effet, fortifier les espérances, les désirs même, que les catholiques n'ont cessé de formuler à ce sujet, depuis le début de la guerre.

* * *

Nous sommes de ceux qui croient que les catholiques seront infiniment plus forts, en France, qu'ils ne l'étaient avant la guerre. S'ils parviennent à s'unir, ils seront en bien meilleure posture pour résister aux nouveaux assauts, qui s'annoncent déjà, de l'anticléricalisme et de la franc-maçonnerie. Mais on peut être assuré que ce n'est ni d'Angleterre ni de la Russie que leur viendront les secours et l'encouragement.

En Angleterre, la politique anticléricale de la République a trouvé un appui constant dans tous les partis. Un ancien ministre des Affaires étrangères de France, M Émile Flourens, a même soutenu, dans un livre quasi-prophétique, que cette politique était l'un des facteurs essentiels de l'entente cordiale — comme elle avait servi de base au rapprochement de Gambetta et de Bismarck, dans les coulisses de l'opportunisme.

"L'Angleterre", écrivait M. Flourens en 1906, "nourrit "contre le catholicisme, qu'elle appelle le papisme, une haine "inextinguible; elle prétend lui enlever son caractère de reli-"gion universelle et la suprématie spirituelle qu'il revendique "sur la chrétienté. C'est un point trop souvent négligé "et qui est, pourtant, d'une importance capitale, si l'on veut

"comprendre la marche de la politique anglaise à travers les "vicissitudes de l'histoire moderne."

Après avoir rappelé que, jusqu'aux jours du ministère Combes, la France avait protégé les missions catholiques, "avant-garde de l'expansion française", il ajoutait :

"L'Angleterre, de son côté, avait accaparé, à son profit "exclusif, le prosélytisme ardent des missionnaires protestants "sur toute la surface du globe. Elle en avait fait les pionniers "hardis, entreprenants et dévoués du développement de son "Empire, les instruments habiles de sa pénétration commerciale "jusque dans les régions les plus reculées."

Ces "fidèles fourriers,. . . armés de leurs bibles et de leurs balles de coton", se heurtaient partout aux missions catholiques, soutenues par la France.

"Il est de toute nécessité, pour le triomphe des destinées "britanniques, que les missions catholiques disparaissent. "Pour atteindre ce résultat, il n'y a que deux voies à suivre: "ou il faut que la France cesse d'exister, ou il faut que la "France cesse d'être catholique. *Depuis que nos voisins "ont décidé de faire de nous leurs alliés contre l'Allemagne, "c'est à cette dernière solution qu'ils se sont arrêtés.*"

Il indiquait ensuite les moyens d'action utilisés par l'Angleterre pour atteindre à ses fins. Au premier rang, il plaçait les influences maçonniques. Après avoir imposé à la France l'expulsion des ordres religieux et l'abandon du protectorat des missions étrangères, l'Angleterre, aidée de l'Italie, a entraîné la France à rompre officiellement avec le Saint-Siège.

"Ce n'étaient donc pas les intérêts de la France, conclut-il, "qui poussaient notre gouvernement quand, sans vouloir rien "voir, ni rien entendre, il poursuivait, à tout prix, une rupture "brutale, complète et absolue avec le Vatican; c'étaient les "intérêts de l'Angleterre et de l'Italie qu'il servait." [1]

Notez que l'homme qui a posé cette thèse a eu accès à toute la correspondance secrète du ministère des Affaires étrangères; il a pénétré dans les arcanes de la diplomatie européenne.

[1] *La France conquise — Édouard VII et Clémenceau* — Paris, Garnier frères, 1906.

* * *

Les gens à courte vue objecteront peut-être la liberté dont les catholiques jouissent en terre anglaise, l'asile que l'Angleterre a offert aux congrégations expulsées de France. La réponse est facile. Ce que l'Angleterre a voulu détruire, c'est l'union de l'Église et de la France, c'est l'appui que la France donnait à l'expansion du catholicisme, et la force morale et politique qu'elle en retirait. Mais, "à la fois idéaliste et pratique", comme dit encore fort justement M. Flourens, l'Angleterre, après avoir réussi à rompre la féconde alliance de l'Église et de la France, a trouvé bon d'utiliser à son profit les débris des ruines qu'elle a amoncelées. En accordant la liberté civile et le confort matériel aux membres des congrégations françaises qui ont cherché refuge dans ses domaines, elle a fait d'eux et d'un grand nombre de catholiques peu clairvoyants ses panégyristes et ses auxiliaires. Avec les moellons arrachés aux murailles des deux puissances qu'elle a poursuivies de ses haines séculaires, l'Église et la France, elle a fortifié ses remparts.

Dans notre propre pays, n'avons-nous pas été les témoins et les victimes du succès de cette politique ? Des évêques irlandais, et même des religieux français, ne se sont-ils pas constitués agents d'anglicisation, par reconnaissance pour les "bienfaits" de l'Angleterre ? Toute une école officiellement catholique ne s'applique-t-elle pas avec ardeur à servir les intérêts anglais ? Et pourtant, l'Angleterre et son Empire, la civilisation anglo-saxonne, sa pensée maîtresse, son action mondiale, constituent, dans l'ensemble, la plus formidable coalition de forces anticatholiques qui existe. Et ces forces sont d'autant plus redoutables que, loin de s'attaquer à la liberté et aux satisfactions matérielles des personnes, elles les flattent afin de mieux aveugler les consciences et énerver les énergies. Si les catholiques du Canada, si sûrs de leur orthodoxie, ont si bien fait le jeu de l'Angleterre protestante, est-il étonnant que les anticléricaux français s'y soient prêtés, et que les catholiques de France n'y aient vu que du feu ?

Non, assurément, si la France officielle rentre dans la tradition catholique, ce ne sera pas l'alliance anglaise qui l'y

poussera, ni l'alliance russe. La façon dont les armées du Tsar ont pratiqué, en Galicie, "l'affranchissement des peuples" et le respect de la "liberté des consciences" nous éclairent suffisamment sur ce que les catholiques peuvent attendre de l'influence moscovite.

* * *

Cet aspect de la situation européenne suffit à expliquer l'attitude d'anxieuse neutralité que le Saint-Siège n'a cessé d'observer depuis le début de la guerre, en dépit de toutes les tentatives insidieuses pour l'entraîner d'un côté ou de l'autre. Nul esprit raisonnable, à plus forte raison nul catholique, à moins d'être aveuglé par une passion facile à expliquer chez les catholiques des pays plongés dans la fournaise mais injustifiable ici, ne saurait prédire de quel côté les intérêts catholiques seront le mieux défendus.

Sur ce point, Son Éminence le cardinal Gasparri n'a fait que répéter les déclarations antérieures du Souverain Pontife.

"Je sais que là-dessus", a-t-il dit au rédacteur du *Journal*, "nos ennemis font circuler en France bien des sottises. Et "pourtant, la pensée du Pape est très simple et très claire. "Tout d'abord, il désire, il appelle de tous ses vœux le réta-"blissement de la paix, paix juste et durable, par conséquent "sans oppression des peuples et en tenant compte de leurs "aspirations, si elles sont reconnues justes et raisonnables."

"Que ne pesez-vous avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples?" disait, en juillet 1915, Sa Sainteté Benoît XV.

"Pas de paix tant que les Huns ne seront pas anéantis!" vociférèrent les gens qui veulent, comme M. Blondin, la guerre à outrance... et à distance.

"Il est faux de dire que cet immense conflit ne peut se terminer que par la violence des armes", enseignait le Pape, il y a plus d'un an.

"Que toutes les nations en guerre acceptent les obligatoires "et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts par-"ticuliers," écrivait le Saint-Père, en mars dernier; c'est "l'uni-"que voie pour résoudre le monstrueux conflit suivant les règles "de la justice et arriver à une paix *qui ne soit pas profitable*

"*à une seule des parties mais à toutes* et qui soit, par suite, "*juste et durable.*"[1]

Oui, la pensée du Pape est "simple" et "claire". Mais combien de catholiques l'ont comprise? Combien surtout ont travaillé à la répandre et à la faire accepter?

"En attendant cette paix", ajoute le cardinal secrétaire d'État, "le Saint-Siège garde, quoi qu'on dise, *une impartialité* "*absolue entre les belligérants — pourrait-il en être autrement?* — "avec une bienveillance particulière envers les nations catho- "liques, précisément parce que catholiques, qui ont le plus "souffert: la France, la Pologne et cette Belgique, d'autant "plus près du cœur du Saint Père qu'elle fut plus éprouvée."

Son Éminence explique ensuite que cette "impartialité absolue" n'est pas "inactive" et que le Saint-Siège ne cesse de s'employer à diminuer les horreurs de la guerre, à soulager ses victimes.

L'interviewiste lui ayant fait part de l'étonnement causé par le silence du Saint-Siège en présence de "certains procédés employés dans cette guerre", le cardinal a répliqué que "le Saint-Siège a condamné les violations de droit" et rappelé tous "les belligérants à l'observance des lois de la guerre. "Devait-il, pouvait-il aller jusqu'à des condamnations nomi- "nales sur des cas particuliers? Je ne vous étonnerai pas en "disant que les accusations s'entre-croisent, *venant de tous* "*côtés.*"

Nul doute qu'on connaît à Rome les actes de barbarie des Russes en Galicie autant que les atrocités allemandes en Belgique. Sur les actes individuels ou collectifs des belligérants, comme sur l'ensemble de la situation européenne, on est assurément mieux renseigné au Vatican que partout ailleurs; et pourtant, la "plus haute autorité morale qui soit au monde", — comme l'appelle avec raison le rédacteur du *Journal* — juge qu'elle doit continuer à garder une "impartialité absolue" entre les belligérants. C'est un indice assez certain que, dans la conduite de la guerre comme dans le partage des responsabilités suprêmes, il n'est guère facile de décider de quel côté l'emporte le poids des iniquités.

[1] Lettre à Son Éminence le cardinal Pompili (Appendice III.)

* * *

Est-il permis d'espérer qu'après cette nouvelle expression d'opinion des autorités romaines, on cessera d'exploiter la parole et l'autorité du Saint-Siège au profit de l'une ou de l'autre des coalitions ?

Cette exploitation est odieuse de la part des gouvernements et des nations qui ont tout fait, depuis cinquante ans, depuis un siècle, depuis quatre siècles, pour rabaisser la dignité du Saint-Siège et détruire l'influence morale de la Papauté sur les peuples. Elle est plus inique encore dans la bouche ou sous la plume de gens qui s'arrogent la mission d'enseigner au peuple le catholicisme intégral... au profit des intérêts politiques dont ils sont les instruments.

Les catholiques de chacun des pays en guerre ont sans doute le devoir, comme citoyens et comme soldats, de servir leur patrie dans la mesure où l'exigent le salut national et les lois du pays; mais, comme catholiques et comme hommes, ils ont un devoir plus impérieux encore: travailler énergiquement, d'accord avec le Pape, à faire accepter à leurs patries respectives "les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre "et d'intérêts particuliers... afin d'arriver à une paix qui ne "soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes et "qui soit, par suite, juste et durable."

Tel devrait être, dans le monde entier, l'objectif immédiat de tous les catholiques, de tous les hommes sensés.

Le pangermanisme, le panslavisme, l'impérialisme anglais, n'y trouveraient peut-être pas leur compte. Mais le droit, la justice, la charité, le bien de l'humanité, y gagneraient infiniment plus qu'au triomphe de la kultur allemande ou de la finance anglaise.

La démarche de l'Allemagne

14 décembre 1916

La note de l'Allemagne est l'événement politique le plus considérable qui se soit produit depuis le début de la guerre. Pour la première fois, l'une des coalitions lance une invite directe et officielle à l'intervention des neutres en faveur de la paix. C'est l'entr'ouverture par où le bon sens et la raison de l'humanité finiront par passer afin de lier les mains des forcenés qui s'acharnent à pousser les peuples à la mort.

Que cette démarche s'inspire de motifs intéressés, c'est clair. L'Allemagne a tout intérêt à faire établir les conditions de la paix au moment où ses armées et celles de ses alliés dominent encore la situation militaire. Et cette situation, quoi qu'on en dise se trouve notablement fortifiée dans son armature économique par la possession des fertiles plaines et des sources de pétrole de la Roumanie. Les nations du Centre ont un égal intérêt, plus indirect mais non moins puissant, à se poser devant l'opinion mondiale comme les protagonistes de la paix et à rejeter sur leurs ennemis la responsabilité d'une guerre à outrance.

Les pays de l'Entente se doivent à eux-mêmes, il doivent à l'humanité tout entière dont ils s'affirment les défenseurs, de ne pas permettre à l'Allemagne de gagner contre eux cette audacieuse partie. Le meilleur, le seul moyen de préparer une paix vraiment honorable et solide, c'est de prendre l'Allemagne au mot et de la mettre en demeure de formuler ses propositions. Si ces propositions sont inacceptables, les pays de l'Entente seront en mesure de le démontrer et d'énoncer leurs propres conditions. Les puissances neutres et l'opinion du reste du monde pourront alors départager les prétentions rivales et offrir à tous les belligérants un terrain d'accord équitable, d'où il deviendra fort difficile de s'écarter. Les apôtres de la haine et de la violence ont beau faire, les droits de la conscience, de la justice et de la raison, et, à leur défaut, le simple instinct de conservation des peuples, finissent tou-

jours par l'emporter sur les passions sauvages. La justice et la miséricorde de Dieu sont plus puissantes que la perversité des hommes et empêchent que le monde ne devienne un enfer.

* * *

Naturellement, les partisans de la guerre à outrance vont tout mettre en jeu pour faire avorter les chances de paix. En Allemagne, heureusement, le parti des junkers semble perdre chaque jour du terrain. Leurs efforts pour renverser le chancelier ont été vains. Ils n'ont pas réussi davantage à remettre en place l'amiral von Tirpitz. Les manifestations socialistes en faveur de la paix ont évidemment été autorisééS par le gouvernement afin de préparer les voies à la note du chancelier.

Par contre, en Angleterre, la faction jingoe se montre plus arrogante que jamais. C'est le jeu de bascule que nous avons signalé à plusieurs reprises. Les journaux de la clique Harmsworth, qui ont tant fait pour provoquer la guerre, hurlent qu'il ne saurait y avoir de paix avant que l'Allemagne ne soit pulvérisée. Le *Daily Chronicle*, qui passe non sans raison pour refléter la pensée personnelle de M. Lloyd George, déclare que l'Allemagne doit, pour obtenir la paix, livrer toutes ses armes, sur terre et sur mer.

Cependant, le *Daily News*, organe des meilleurs éléments libéraux, soutient que "les Alliés doivent formuler les termes de la paix qu'ils seraient prêts à conclure. Ils rejetteraient ainsi sur l'Allemagne la responsabilité du refus ou de l'acceptation." Cette attitude raisonnable sera-t-elle celle du nouveau ministère ? Ce n'est guère à espérer. Couvé sous l'aile de la faction jingoe, le cabinet Lloyd George est nettement tory et impérialiste. L'homme d'État brillant et passionné qui le dirige, d'ancien radical qu'il était, achève de compléter son cycle et de mériter la succession des deux Pitt et de Disraëli. Le correspondant anglais de la *Tribune* (de New-York) affirme que "de sa décision dépend l'avenir de l'Europe." Il y a là une légère exagération; mais il est certain que le "dictateur" va exercer une influence importante, sinon décisive, sur la politique des Alliés. Et il est fort à craindre que cette influen-

ce ne soit pas favorable à la paix. Tout porte M. Lloyd George vers la guerre à outrance: sa fougue naturelle, l'ardeur du néophyte qui a brûlé ses anciens dieux pour adorer une idole nouvelle, l'ambiance où il se meut depuis qu'il est devenu l'instrument le plus agissant de la faction jingoe, enfin, et surtout, la situation exceptionnelle où se trouve l'Angleterre.

De tous les pays en guerre, la Grande-Bretagne est celui qui, jusqu'ici, a le moins risqué et le plus profité. Un Américain éminent, intimement lié à l'Angleterre et à la France par ses origines, ses sympathies et ses relations professionnelles, — il est virtuellement aux États-Unis l'avocat des gouvernements français et anglais, — M. Coudert déclarait, l'autre jour, à New-York, qu'*après la guerre* l'Angleterre possèderait l'armée la mieux organisée de l'Europe. On ne saurait mieux marquer la disproportion des sacrifices. Et ce qui accentue le contraste, c'est que l'Angleterre a réussi à faire porter une notable partie de son moindre fardeau par le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique-Sud et l'Inde. C'est autant de moins qu'elle a mis et mettra au feu.

D'autre part, ses financiers et ses négociants s'apprêtent à profiter le plus largement possible des conditions d'après-guerre. Ils veulent rester les courtiers, sinon les pourvoyeurs de l'Europe émergeant de ses ruines. Ils veulent aussi demeurer les maîtres de l'Océan. Pour cela, il faut anéantir la rivalité industrielle de l'Allemagne et, si possible, sa flotte de guerre. Qu'une grande victoire navale assure à l'Angleterre l'objet véritable pour lequel elle se bat; et l'on entendra beaucoup moins parler en Angleterre de la nécessité d'anéantir l'Allemagne afin de sauver les libertés du monde.

Du point de vue de ceux qui pensent que l'Angleterre a le droit de soumettre l'univers entier à sa domination économique, le refus de se prêter à toute proposition de paix est naturel et justifiable. Mais cette attitude ne peut guère se concilier avec l'opinion de ceux qui prétendent que l'Angleterre lutte principalement pour le salut de la Belgique et des petites nationalités opprimées, pour une paix durable et pour le triomphe de la liberté et de la démocratie.

Le devoir de ceux qui s'intéressent sincèrement au sort de la Belgique — et ils sont nombreux, même en Angleterre, — c'est de travailler ardument à obtenir par une paix prompte la libération de cet infortuné pays. En supposant que l'armée franco-anglaise puisse un jour percer définitivement les lignes allemandes de l'Ouest et reconquérir par la force des armes le territoire de la Belgique, ce succès ne s'obtiendra qu'au prix d'efforts inouïs dont chaque pouce de terre belge portera la trace sanglante et fumante. Les ruines de Verdun et la Galicie dévastée sont là pour démontrer ce que veut dire le passage des armées, amies ou ennemies, sur un territoire pris et repris de tranchée en tranchée.

Ce qui est vrai de la Belgique l'est également de la Pologne, de la Serbie, de la Roumanie, de la Grèce. Il paraît évident que le territoire de ces malheureux pays, si souvent sacrifiés à la cupidité, à l'ambition et aux infâmes calculs de leurs grands voisins, manipulateurs sans scrupules de "l'équilibre européen", va subir de plus en plus le poids et les désastres des opérations de guerre.

Sans doute, la France, l'Angleterre, la Russie et l'Italie ne sont pas tenues d'accepter des conditions de paix contraires à leurs légitimes intérêts aux seules fins de sauver la Belgique et les autres petits pays labourés par la guerre. Mais du moins ont-elles l'obligation de ne pas rejeter toute chance raisonnable de faire cesser le martyre de leurs "protégés". L'Angleterre surtout, qui s'est proclamée si hautement, dans cette guerre, la protectrice des opprimés, la libératrice des petites nationalités, — sauf, bien entendu, l'Irlande, — l'Angleterre est plus particulièrement tenue de ne pas infliger un trop sanglant démenti à ses professions d'humanité.

Espérons que la note du *Daily News* va s'affirmer davantage et fortifier l'action de ceux des Anglais qui, vraiment patriotes et vraiment humains, n'ont cessé de protester contre les exigences du jingoïsme. C'est l'éternel honneur de l'Angleterre, et ce qui lui vaut le pardon de bien des crimes, d'avoir toujours donné l'exemple d'une minorité courageuse, luttant à tout risque et sans relâche contre l'arrogance de ses chefs ou les brutales passions de la foule. Souhaitons que

cette minorité l'emporte bientôt et réussisse à faire prévaloir les conseils de paix en Angleterre.

* * *

Mais l'obstacle le plus sérieux, c'est la Russie[1].

La *Gazette*, en analysant la situation créée par les propositions de l'Allemagne, disait, hier, avec beaucoup de justesse: "*Only a beaten down Russia could be expected to accept the pro-*"*posals regarding the constitution out of her territorie of two* "*kingdoms, Poland and Lithuania, which would take from her* "*some of her wealthier provinces along and back from the Baltic* "*Sea. And it was only the other day that M. Trepoff, the new* "*prime minister at Petrograd, announced that Russia's purpose* "*was to get possession of Constantinople, and that the other* "*Entente Allies were pledged to aid her in gaining her ambition.*"

On voit que la *Gazette* n'ajoute guère de foi au désir de la Russie de reconstituer une Pologne vraiment indépendante. Que devient alors le prétexte de "l'affranchissement des peuples" et du salut des "petites nationalités"? S'il y a un peuple qui désire et mérite sa liberté, c'est bien la Pologne, et aussi la Lithuanie, sans compter l'Irlande. Affranchir les victimes de la tyrannie allemande et garder dans l'esclavage les peuples soumis à leur propre domination serait, pour les nations "libératrices", le comble de l'hypocrisie.

Mais le point culminant de la situation, c'est Constantinople. Plus la guerre se prolonge, plus la vérité se fait jour sur les causes profondes et réelles du conflit. Quand le recul du temps permettra de l'envisager dans toute son ampleur, cette guerre sera connue dans l'histoire comme la guerre de la succession de la Turquie. C'est avant tout la lutte suprême des Slaves et des Teutons pour recueillir les dépouilles du cadavre ottoman.[2]

[1] Le lecteur est prié de se rappeler que cet article est antérieur de trois mois à la révolution russe.

[2] Il ne faut pas voir ici l'intention d'éliminer toutes les autres causes, prochaines ou lointaines, de la guerre. L'insistance que j'ai mise parfois à faire ressortir l'importance capitale de la question d'Orient, comme l'une des causes principales du conflit, tient à l'incroyable ignorance, au Canada, de cet aspect de la question. J'ai voulu tenter de réagir

Dans cette lutte, à laquelle on peut donner comme point initial le Traité de Berlin, les pays balkaniques sont les instruments et les victimes, les uns des ambitions de la Russie, les autres de la cupidité des Allemands. La Russie, en faisant de la Serbie le foyer et le pivot de ses intrigues, a précipité le conflit. L'Allemagne a entraîné la Bulgarie en lui faisant entrevoir la revanche du Traité de Bucarest. Puis la Russie a acheté le concours de la Roumanie à un prix encore inconnu qui compensera difficilement, pour "l'îlot latin", les désastres de l'invasion germanique.

Dans ce conflit où s'entre-choquent les rivalités et les ambitions de deux grandes races, et aussi les cupidités du mercantilisme moderne, la France et l''Angleterre ne sont entraînées qu'incidemment: la France, par son alliance avec la Russie, conséquence de causes absolument étrangères à la guerre actuelle; l'Angleterre,par le désir effréné de ses "hommes d'affaires" de profiter du conflit pour anéantir la concurrence économique de l'Allemagne. Elles n'en sont pas moins amenées à mettre en péril leur propre sécurité, la France surtout, pour satisfaire aux exigences de leur alliée. La Russie a même réussi à leur faire exécuter le plus odieux de sa besogne, en Grèce.

Thiers, qui a eu des éclairs d'étonnante clairvoyance, avait voulu, il y a plus de soixante-quinze ans, faire régler la succession de Mahomet, en rétablissant la Grèce dans ses droits historiques, à Constantinople. Cette solution, la France n'en a pas compris la haute sagesse; l'Angleterre, alors protectrice du sultan, a préféré l'ajourner. Mais la Russie, qui en avait saisi toute l'importance, n'a cessé d'y penser, pour l'empêcher. C'est afin de l'écarter définitivement qu'elle a forcé ses alliés à repousser le concours de la Grèce dans la guerre actuelle, puis à paralyser ce malheureux pays en le livrant à la révolution et à l'anarchie.

Si la guerre se prolonge, si toute chance de paix est écartée, si des millions d'Anglais, de Français, de Canadiens continuent

---

contre la détermination évidente des impérialistes anglais et de leurs sous-ordres coloniaux de la dérober totalement à l'attention des Canadiens, médiocrement intéressés à verser leur sang pour assurer la prépondérance de telle ou telle nation européenne dans le règlement de la succession de l'empire ottoman.

à périr dans les tranchées ou survivent mutilés, ce sera *principalement* parce que la Russie n'a pas encore atteint son objectif suprême: la prise de Constantinople.

Du point de vue moscovite, il peut paraître légitime de prolonger l'agonie des peuples afin de permettre à la "sainte" Russie de dominer la moitié de l'Europe et de l'Asie. Mais que la France doive verser jusqu'à la dernière goutte de son sang généreux pour assurer le triomphe de son alliée; que le Canada soit tenu moralement de tout risquer pour assouvir les appétits cosaques; et surtout, que la réalisation de ce rêve de monstrueuse grandeur soit la suprême garantie de l'affranchissement des peuples, du triomphe de la religion et de la liberté, de la destruction de l'autocratie et du militarisme, cela paraît moins clair.

Une prompte paix "éliminant les prétentions injustes et les impossibilités", une paix, qui ne soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes et qui soit, par suite, juste et durable", offrirait à l'humanité des avantages incomparablement supérieurs.

C'est la solution que le Pape préconisait il y a neuf mois. C'est encore la seule juste, la seule vraie. Puisse la récente démarche des Empires du Centre, quels qu'en soient les motifs, permettre au Souverain Pontife de renouveler ses salutaires conseils. Les politiques, les diplomates, les agioteurs, et l'immense armée de leurs valets de plume ou de tribune, pourront, quelque temps encore, étouffer sa voix auguste. Les peuples sanglants, mutilés, épuisés, finiront par l'entendre.

NOTE DE LA DEUXIÈME ÉDITION

La publication des traités secrets conclus pendant la guerre et dévoilés par Trotsky apporte une entière confirmation à cette analyse des objectifs poursuivis par la Russie, au moment où cet article a été écrit. Ces révélations enlèvent aussi tout doute sur l'existence de l'arrangement conclu entre les gouvernants de l'Italie, de la France, de l'Angleterre et de la Russie pour exclure le Saint-Siège de toutes les négociations de paix. Les démentis postérieurs ne font qu'ajouter à la turpitude de ce honteux marché.

Espoirs de paix

27 décembre 1916

En dépit des obstacles formidables qu'elle rencontre, l'opportune intervention du président de la république américaine fait son chemin[1]. Pour en juger, il faut savoir chercher et trouver la vérité sous l'énorme fatras de nouvelles fausses ou tendancieuses, d'articles déclamatoires et de discours enflammés que les agences de presse nous transmettent à profusion. Une fois pour toutes, nous mettons nos lecteurs en garde, même contre nos propres dépêches d'Europe. Comme tous les journaux du Canada, nous sommes à la merci d'agences télégraphiques qui subissent la double domination de la censure officielle et de la presse jingoe de Londres. Cependant, pour qui sait lire entre les lignes, il paraît clair que M. Wilson a porté au démon de la guerre un coup droit dont les partisans de la lutte à mort et les protagonistes de la paix sentent également l'importance. Trois faits principaux en témoignent: la valeur intrinsèque de la note du président; l'accueil favorable qu'elle reçoit dans les milieux enclins à la paix, neutres ou belligérants, — enfin et surtout, l'opposition violente que lui suscitent les démagogues, les jingos et les profiteurs du massacre.

A tout esprit impartial, libre des doctrines de haine qui empoisonnent la moitié du monde civilisé, la note du président apparaît comme un document d'une haute sagesse, comme l'expression du bon sens et de la vérité. Or, la vérité finit toujours par triompher de l'erreur et de la passion. "On ne peut tromper tout le monde tout le temps", a dit l'un des plus illustres prédécesseurs de M. Wilson. Que le président des États-Unis persiste à détromper les peuples affolés: ils

[1] Note du président des États-Unis, en date du 21 décembre, demandant aux gouvernements belligérants de définir leurs buts de guerre et les conditions auxquelles ils consentiraient à conclure la paix. Le texte ou la traduction de cette note a parue dans la plupart des journaux du 22 décembre.

ne tarderont pas à se tourner de son côté. Il a du reste l'immense avantage d'emboîter le pas au Souverain Pontife.

Dégagé des considérations particulières qui s'imposent à l'attention du chef de la nation américaine, et aussi des motifs de politique utilitaire applicables à toutes les nations, cet appel à la raison des gouvernants et des peuples n'est que la répétition des démarches antérieures du Pape. Comme Benoît XV, M. Wilson évite de prononcer une parole qui compromette sa neutralité; il invite les chefs responsables des deux coalitions à formuler leurs propositions; il rappelle que l'intérêt général de l'humanité prime les prétentions particulières des nations en conflit; il suggère l'adoption de mesures propres à éloigner les occasions futures de guerre. La voix du chef de la plus grande des nations neutres, s'élevant au diapason de la plus haute autorité morale du monde, finira bien par dominer les cris de haine des monstres ou des fous qui s'obstinent à vouloir prolonger le carnage.

L'adhésion des pays neutres paraît assurée. Déjà l'opinion publique, et même l'opinion officielle, s'affirme favorable en Suisse, en Hollande et dans les trois royaumes scandinaves. Or ce sont là, ne l'oublions pas, les pays les mieux situés pour connaître la véritable condition des peuples en guerre et l'opportunité d'intervenir dans le conflit.

Il est plus difficile de savoir ce qui se passe chez les belligérants et de juger des sentiments créés ou éveillés par la démarche du président des États-Unis. Là la censure et le jingoïsme ont toute latitude pour nous tromper. On s'est appliqué jusqu'ici à nous transmettre les expressions d'opinion hostiles ou peu favorables. Il nous arrive cependant de significatives échappées de lumière. En Angleterre comme en Allemagne, — où la censure est moins sévère qu'en France et en Russie — la presse modérée semble suggérer assez généralement une réponse favorable à l'invite de M. Wilson. Elle conseille aux deux gouvernements de préparer le terrain d'une discussion utile en formulant leurs prétentions respectives.

Par contre, les partisans de la guerre à outrance se sont jetés sur le président comme une meute de chiens enragés. En Allemagne, les junkers le dénoncent comme complice des pays de l'entente. En Angleterre, les organes de la clique Harms-

worth le traitent de pro-Allemand. C'est bon signe. C'est la tactique usuelle des profiteurs de guerre et des faux patriotes, en tout temps et en tout pays, de dénoncer comme "traîtres" les hommes assez courageux pour combattre les passions démagogiques et mettre le salut de la nation et l'intérêt général de l'humanité au-dessus des abominables coalitions d'intérêts qui attisent et exploitent la haine des peuples.

Le président Wilson a mérité d'être traité comme le Pape, dénoncé, lui aussi, comme agent de l'Allemagne. Mais l'iniquité se ment à elle-même et se prend dans ses propres filets. Après avoir reproché au gouvernement américain de préférer les avantages matériels au salut de la liberté et de la démocratie, les vampires d'outre-mer lui font maintenant un crime de vouloir mettre fin au conflit, source de profits inouïs pour son propre pays. La contradiction ne peut manquer de frapper les esprits avertis.

La vérité, c'est que, tout en se préoccupant d'abord de la grave situation où son pays peut se trouver placé si la guerre se prolonge — son secrétaire d'État l'a signalé dans une déclaration subséquente — le président Wilson, comme le Souverain Pontife, a pris la seule attitude qui réponde aux besoins généraux du monde, la seule aussi qui offre aux nations en guerre une chance de sortir honorablement du conflit avant leur total épuisement. Et c'est cela que les peuples et les armées des deux coalitions ne tarderont pas à comprendre, s'ils ne le savent déjà.

* * *

Plus significative encore que l'accueil des pays neutres et des groupes favorables à la paix, en pays belligérants, est l'attitude de réserve adoptée par les gouvernements des trois principaux pays de l'Entente: France, Russie, Angleterre. Ces gouvernements viennent de se reconstituer en vue de la guerre à outrance; et pourtant, aucun d'eux n'a encore fermé la porte aux conseils pacifiques de M. Wilson, aucun n'a même rejeté *complètement* les ouvertures de l'Allemagne et de l'Autriche.

En Angleterre surtout, cette hésitation est significative. Le nouveau cabinet est un cabinet de guerre. On n'a peut-être

pas suffisamment remarqué ce passage d'une dépêche du correspondant particulier de la *Gazette* à Londres : *"When "the full story of the recent crisis comes to be told, it will be found "that one of the chief underlying reasons for the campaign which "undermined the coalition was the idea that there existed in the "Cabinet a strong tendency in favour of peace by negotiation, not, "of course, a peace which abandoned the hope of achieving the "objects for which England went to war, but a peace that would "satisfy every thinking mind in this country."* [1]

Ainsi, de l'avis d'un publiciste généralement bien renseigné — avis exprimé et transmis sous l'œil vigilant de la censure anglaise — le cabinet Lloyd George s'est constitué principalement pour empêcher une paix "qui aurait satisfait tout esprit réfléchi", en Angleterre. Voilà un formidable aveu, qui en dit long sur les intentions *humanitaires* des tories et de leur chef néophyte. Néanmoins, la pression de l'opinion favorable à la paix est telle que le premier ministre lui-même n'a pas osé arborer toutes ses couleurs, ni fermer la porte à l'intervention du président des États-Unis, ni même rejeter totalement les ouvertures de l'Allemagne.

Il est devenu très difficile de recueillir les preuves du mouvement pacifiste en Angleterre. La censure, qui n'a pas osé suspendre la publication du *Labour Leader*, organe du parti ouvrier indépendant, en interdit la circulation aux colonies. Elle a frappé d'un embargo analogue maintes publications anglaises, favorables à la paix et hostiles à la conscription. Le motif de ces mesures extraordinaires est patent: on ne veut pas, en laissant savoir aux *sauvages* des colonies que nombre d'Anglais en ont assez de la guerre, entraver le recrutement colonial déjà fort ralenti.

On n'a pas osé, cependant, empêcher la transmission au Canada de l'opinion caractéristique du *Guardian*. Ce journal est peut-être, aujourd'hui, l'interprète le plus libre et le plus sincère de la meilleure catégorie d'Anglais, la plus saine, la plus pondérée, la plus éloignée des excès contraires du socialisme et de l'impérialisme, dont le monstrueux accouplement est en train de se consommer dans la personne de Lloyd George.

[1] *Gazette* du 21 décembre 1916.

Or, au lendemain du discours d'inauguration du nouveau premier ministre, le *Guardian* faisait observer que "M. Lloyd "George n'a pas fermé la porte à la paix avec la violence "qu'espéraient quelques-uns parmi les moins équilibrés de ses "partisans." Et il ajoutait: "En Angleterre, comme dans "tous les pays en guerre, une opinion considérable, *malheu-"reusement peu exprimée*, désire un effort sérieux de la part des "hommes d'État européens afin d'arrêter le carnage... Cette "opinion croissante a le devoir de s'imposer à chaque gouverne-"ment de l'Europe; et, pour s'imposer, elle doit prouver sa "détermination de ne négliger aucune occasion propice pour "connaître les intentions de l'adversaire... Si les armées "elles-mêmes pouvaient parler, cette opinion se révèlerait plus "forte et plus nette encore que dans les foyers où les soldats de "toutes ces armées désirent ardemment rentrer. C'est de "cet état d'esprit que la paix sortira éventuellement." [1]

Cette brève analyse de la situation est probablement exacte. Mais, d'un mot, le *Guardian* en marque la sanglante équivoque. L'opinion favorable à la paix "s'exprime peu" et sourdement; ses interprètes sont isolés, impuissants, traqués et dénoncés comme "traîtres" — pro-allemands, ici comme en Angleterre, anglophiles en Allemagne. Les protagonistes de la guerre à outrance sont légion. Les uns, grassement payés par les vampires qui ont provoqué la guerre et qui en profitent, les autres, démagogues ou poltrons, toujours prêts à hurler avec les loups, ils dominent les parlements, les tribunes publiques, la plupart des journaux et jusqu'aux chaires de maints temples censément consacrés au culte du Dieu de paix et de charité. Dans chaque pays, ils terrorisent la population en lui prédisant les pires malheurs à brève échéance, si la paix se conclut avant que l'ennemi ne soit écrasé; ils flattent l'orgueil et la cupidité nationale en faisant miroiter les immenses avantages d'une victoire complète.

* * *

Le passage le plus vrai du manifeste de M. Wilson, celui qui jette le jour le plus lumineux sur l'horrible inutilité de ce

[1] Traduit du texte publié par la *Gazette* du 21 décembre 1916.

massacre, c'est le paragraphe où le président fait observer aux gouvernants des pays en guerre que, d'après leurs déclarations officielles, ils poursuivent tous le même objet. C'est rigoureusement vrai, en bien et en mal, et c'est également vrai pour les peuples et pour ceux qui les dominent. Chaque peuple est convaincu qu'il se bat pour le droit de vivre; et les êtres diaboliques qui s'enrichissent des œuvres de mort lui persuadent qu'il ne peut vivre qu'en écrasant le peuple qu'il combat.

Il n'est pas étonnant que cette seule observation ait, plus que tout, excité la rage des profiteurs du massacre. Lorsque les peuples mutilés en auront pénétré toute la profonde vérité, le pouvoir des buveurs de sang aura cessé, et la paix se fera.

Il restera alors à reconnaître cette autre vérité, si fortement exprimée par le Souverain Pontife, que la paix ne peut se conclure, à moins que chacun des belligérants n'accepte "les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers", et que, pour être "juste et durable", cette paix "ne doit pas profiter à une seule des parties, mais à toutes."

Tant que la conscience et la raison des gouvernants et des peuples ne seront pas pénétrées de cette double vérité, et n'en auront pas imposé la reconnaissance aux démagogues qui s'obstinent à leur verser le poison de la haine, de l'orgueil et de la cupidité, le massacre continuera.

A tous ceux qui croient à l'intervention de Dieu dans les affaires humaines incombe plus que jamais le devoir de prier pour que la paix se rétablisse — non pas la paix que préconisent les fauteurs de haine et les esprits à courte vue, qui veulent enrôler jusqu'à Dieu dans les rangs de l'une ou de l'autre des coalitions;[1] mais la paix "juste et durable" que demande le pape; la paix qui ne profite à aucun de ceux qui ont préparé la guerre, de près ou de loin; la paix qui rende la vie à tous les

[1] Ces paroles ne visent nullement les prières sincères et ferventes des chrétiens de chacun des pays en guerre, qui croient sincèrement combattre pour la justice et le bon droit. J'ai voulu simplement stigmatiser ceux qui exploitent la religion au profit des passions et des cupidités de leur pays et qui n'ont rien fait pour répondre au désir du Saint-Siège en préparant les voies à une "paix qui ne profite pas à une seule des parties mais à toutes et qui soit, par suite, juste et durable."

peuples, victimes des haines et des cupidités de ceux qui les ont menés à la boucherie.

* * *

Cet article était écrit et livré à la composition avant la publication de la réponse de l'Allemagne à la note du président. Cette réponse ne précise qu'un point: la convocation d'une conférence des belligérants, en pays neutre. Cela paraît peu, mais c'est tout de même un pas décisif en avant. C'est de cette façon que toute paix se prépare. Plus que jamais les gouvernements de l'Entente ont le devoir de prendre l'Allemagne au mot et de la mettre en demeure de démontrer sa sincérité en formulant ses propositions dans une conférence préliminaire.

Il ne m'a pas paru nécesssaire de reproduire ici aucun des articles dans lesquels j'ai noté, à l'occasion, les symptômes de l'évolution rapide accomplie par le président des États-Unis, entre la date de sa note aux belligérants, analysée dans l'article ci-dessus, et le moment où il a jugé nécessaire de précipiter son pays dans le conflit. On trouvera ces articles dans la collection du Devoir: *6 février 1917*, Les États-Unis et la guerre; *7 mars*, La crise américaine — Paix ou guerre ?

Dans une série d'articles publiés du 7 au 19 mai 1917, j'ai fait l'analyse succincte des causes et des motifs qui ont entrainé les États-Unis dans la guerre. Ces articles ont été réunis et publiés en brochure sous le titre: L'intervention américaine — ses motifs, son objet, ses conséquences.

Après la Guerre, la Révolution[1]

I

23 avril 1917

A maintes reprises nous avons signalé le caractère nettement révolutionnaire de l'intervention du Canada dans le conflit européen. Le gouvernement et le parlement auraient pu, sans violer aucun principe, aucune tradition, et en réservant toutes les éventualités futures, décréter la participation du Canada, comme nation, pour la défense de ses intérêts menacés par la coalition germanique. Nos gouvernants ne l'ont pas voulu. Dès le début, au risque de rompre l'unité nationale, ils ont tenu à marquer notre intervention au coin de l'impérialisme britannique. C'est pour la défense de l'Empire que nous nous battons; c'est en reconnaissance du principe de la solidarité impériale, repoussé comme faux et dangereux pendant plus d'un siècle et posé, timidement, pour la première fois, lors de l'abominable guerre sud-africaine. A cette besogne révolutionnaire se sont appliqués les politiciens des deux partis et toute la presse servile ou vénale. A ceci il n'y a rien de nouveau ni d'extraordinaire. Il y a beau temps que les chefs de parti sont les instruments de l'impérialisme britannique et de la haute finance anglaise. Leurs différences d'attitude, depuis près de vingt ans, étaient toutes de surface. Sir Wilfrid Laurier, plus adroit ou moins audacieux que sir Robert Borden, a mieux caché son jeu. Il a mené ses manœuvres impérialistes sous un masque plus ou moins badigeonné de nationalisme, selon les circonstances. Ses apparentes réactions contre l'impérialisme et le militarisme ont

[1] Le premier de ces articles porte la marque évidente de nos querelles intestines et des conflits locaux d'opinion. En dépit de cet inconvénient, je n'ai pas cru devoir l'éliminer de ce recueil, parce qu'il indique clairement le lien qui, à nos yeux, rattache la révolution constitutionnelle opérée au Canada, à la faveur de la guerre, à la révolution générale qui se poursuit dans le monde. Je réitère ici la prière adressée au lecteur, dans l'*avertissement*, de ne pas me prêter le dessein de mettre nos opinions sur cet aspect particulier de la situation à l'abri de notre adhésion à l'attitude du Souverain Pontife sur les affaires générales du monde.

simplement marqué les étapes de la déroute et caché aux yeux de ses fidèles le fatal aboutissement où il les menait. Le parti tory a le mérite relatif d'être allé droit au but. Le clan "autonomiste" du Québec a mis à sa trahison et à ses volte-face une cynique franchise qui vaut mieux, somme toute, que les multiples contorsions des "rouges", de 1896 à 1914. La guerre a mis fin à toutes les équivoques et consommé l'alliance complète des deux partis. La "trève" conclue en 1914 n'a pu, il est vrai, résister à la soif du pouvoir. Bleus et rouges se sont repris à s'entre-déchirer pour le *patronage*, les places, les contrats plantureux et le *boodlage*. Mais sur le fond même de la question, sur la révolution impérialiste opérée et sanctionnée par la guerre, ils sont restés d'accord.

* * *

Mais ce que la guerre a produit d'entièrement nouveau et de plus déconcertant, c'est l'appui moral et la complicité que la révolution impérialiste a trouvés dans toutes les classes dirigeantes de la société. Évêques et financiers, publicistes et professionnels, ont donné dans le mouvement avec un ensemble, une ardeur, un zèle qui révèlent la force effective du travail de propagande, antérieur à la guerre, dont lord Grey a été le facteur le plus puissant.

Qu'on le note bien: ce qui marque le caractère révolutionnaire de l'intervention, ce n'est pas le fait même de cette intervention. Dès le début, nous avons indiqué dans quelles conditions le Canada pouvait faire cause commune avec les Alliés sans compromettre l'avenir. Nous avons suggéré un mode d'action qui eût été, en fait, beaucoup plus utile à la France, à la Belgique et même à l'Angleterre que la politique adoptée — et ceci suffit à faire justice des accusations "d'*ingratitude*" envers nos deux "mères-patries." Mais ce que les impérialistes voulaient, et ce qu'ils ont obtenu, c'était de lier le Canada au sort de l'Angleterre, au nom du principe de la solidarité impériale et — nous le verrons dans un instant — à la cause de la démocratie universelle.

C'est cela qui constitue le caractère révolutionnaire de l'intervention; et c'est pour l'avoir dénoncé sans relâche que

nous nous sommes attiré la haine des fauteurs de la révolution et le courroux de leurs complices. Les uns nous en veulent d'avoir dévoilé leurs desseins, les autres d'avoir démontré leur aveuglement.

La haine des impérialistes et des politiciens est toute naturelle. Le courroux de leurs dupes est moins explicable — sauf par cette tendance de l'humaine nature d'en vouloir davantage à ceux qui dévoilent la duperie qu'à ceux qui l'organisent.

En l'occurrence, dupeurs et dupés s'unissent pour dénoncer ceux qui ont eu le courage de révéler la grandeur du péril et son caractère révolutionnaire. S'imaginent-ils que, nous en moins, le peuple n'aurait jamais mesuré la profondeur de l'abîme où ils l'ont mené? C'est l'éternelle illusion des fauteurs de révolution, de leurs dupes et de leurs complices, de croire qu'ils peuvent à leur gré aveugler le bon sens populaire et déguiser toujours la vérité sous la duperie des formules creuses et des arguments à côté.

Ceux qui se sont trompés de bonne foi, loin de nous en vouloir, devraient nous remercier d'avoir déchiré le voile des illusions. Une résistance qui voit clair et qui raisonne est infiniment moins dangereuse que la brusque révolte d'un instinct traditionnel contre une erreur systématiquement entretenue.

C'est pour accomplir la même tâche, ingrate, ardue, mais nécessaire — d'autant plus nécessaire qu'elle trouve si peu d'ouvriers — que nous croyons devoir souligner le caractère de plus en plus révolutionnaire que prend, dans son ensemble, la guerre européenne, du côté des Alliés.

II

24 avril 1917

On sait à quel point hommes d'État, politiciens et journalistes ont abusé des mots "démocratie," "liberté," "affranchissement des peuples." Tant qu'il s'est agi de phrases creuses, personne ne s'en est inquiété, pas assez peut-être. Les événements commencent à démontrer que sous la vibration sonore des mots se cachait un dessein suivi, une politique d'ensemble, dont la révolution russe n'est que le premier jalon.

Et cette politique, c'est beaucoup moins de libérer les nations opprimées par un joug étranger — Belgique, Serbie, Irlande, Pologne ou Finlande — que de renverser dans tous les pays, alliés ou ennemis, la forme monarchique de gouvernement.

Afin de mieux déguiser la pensée inspiratrice et la portée réelle du mouvement, la presse officielle, officieuse ou reptile des pays alliés a fait chorus pour répandre la légende que la révolution russe avait été précipitée par les intrigues allemandes de la cour du Tsar. Depuis trois ans, on nous avait peint l'Empereur comme le modèle des souverains, ami de la paix, protecteur de la Pologne renaissante, loyal allié de l'Angleterre et de la France. Avec la répugnante bassesse qui caractérise les révolutionnaires et les démagogues de tous les temps et de tous les pays, les mêmes gens se sont rués sur le cadavre vivant du malheureux empereur; ils ont applaudi à sa déchéance et à ses humiliations; ils l'ont représenté comme un *minus habens*, entortillé dans les jupons de sa femme; ils l'ont dénoncé comme espion et complice des ennemis de sa patrie.

A mesure que la vérité perce à travers la couche épaisse de la censure *démocratique* et des mensonges révolutionnaires, la réalité apparaît.

Le programme du gouvernement provisoire était à lui seul toute une révélation. Sur huit articles, pas un ne concernait la guerre. Tous comportaient des transformations politiques et sociales d'une immense portée. Et le gouvernement s'engageait à les exécuter sans attendre la fin de la guerre.

Dès le lendemain de la révolution, un publiciste russo-juif réfugié à New-York depuis quelques années a eu la franchise de le dire: ce n'est pas la haine de l'Allemand qui a fait la révolution, ce sont les souffrances matérielles et les revendications politiques et sociales: "*bread and liberty.*" A quoi tendent ces revendications, on commence à l'entrevoir. Que ce branle-bas, qui menace de dépasser, à certains égards, les excès de la Révolution française, puisse s'opérer sans affaiblir considérablement les forces de résistance de la Russie contre la nouvelle agression germanique qui se prépare, personne ne le croit. Et cependant, les gouvernants de France et d'Angleterre ont acclamé la révolution plus qu'une défaite de l'ennemi commun. Ils l'ont fait avec un empressement qui

a permis à l'organe du jingoïsme canadien, le *Star*, d'écrire, dès le lendemain de la déchéance du Tsar, que les *gouvernements français et anglais* avaient probablement aidé les révolutionnaires à jeter à bas l'allié du Roi d'Angleterre et du Président de la République française[1]. On établirait, dans dix, vingt ou cinquante ans, que le déclanchement de la révolution russe a été l'une des conditions préalables de l'entrée des États-Unis dans la guerre qu'il n'en faudrait pas être autrement étonné.

* * *

Mais, objectera-t-on, comment concevoir que des chefs d'État aient pu prendre une telle responsabilité, manquer à ce point à la loyauté de leur alliance avec le Tsar, compromettre aussi gravement la sécurité commune? La réponse, on l'entrevoit dans les paroles que prononçait, au lendemain de la révolution russe, le plus conservateur des républicains français, le premier ministre de France:—

"Ce qui fait notre force," disait M. Ribot, "c'est que nos "alliances ne sont pas fondées uniquement sur des intérêts, "mais qu'elles sont vivifiées par un *idéal commun*, par cet "espoir de liberté et de fraternité que la Révolution française "a eu l'immortel honneur de proposer au monde et qui, "*en devenant partout en Europe une réalité*, sera une des meil- "leures garanties de la paix entre les peuples qu'appelait "récemment de ses vœux le président de la grande république "américaine, et *une des conditions de l'organisation de la société* "*des nations.*

"Nous saluons *le travail d'émancipation* qui s'accomplit "chez le noble peuple [russe] auquel nous unit une alliance déjà "vieille de plus d'un quart de siècle, et nous souhaitons de "tout notre cœur que le développement des institutions repré- "sentatives *fondées sur la souveraineté populaire* puisse s'y

[1] «*As the British and French Governments had established relations with «the new Russian Government — in the form of the Executive Committee of «the Douma — before any news of the revolution had been allowed to reach «the outside world at all, we may surely infer that they were not kept in ignorance «of the progress of events, and may easily have had some share in bringing «them about. Revolutions against incompetence had already occurred in «both Britain and France themselves. The existing British Government «is the child of revolution. . .»* — Star *du 16 mars 1917*: The Russian Revolution.

"achever sans violence et sans troubles profonds, *pour servir* "*d'exemple aux autres nations*[1]."

Naturellement, M. Lloyd George, révolutionnaire par tempérament, a relancé M. Ribot. En télégraphiant aux insurgés triomphants les félicitations officielles de l'Angleterre, il ajoutait: "C'est le plus grand service que la Russie ait rendu à la cause des Alliés![2]"—"J'aime la révolution partout," s'écriait-il un jour, en ma présence, dans une réunion intime. Et je vous assure que le cri partait du cœur.

* * *

"Ce sera maintenant le tour des Hohenzollerns et des Hapsbourgs," a crié d'un commun accord la presse d'Europe et d'Amérique, au lendemain du jour où le prince "ami de la paix," "protecteur de la Pologne," "loyal allié de la France et de l'Angleterre," perdait sa couronne et sa liberté.

Entraînés par la haine folle de l'Allemand, qui hypnotise à peu près tout le monde, de ce temps-ci, certains journaux catholiques et conservateurs des pays alliés ont fait écho à ce cri de la presse révolutionnaire. Ils n'ont pas pris garde que cette menace ne s'attaque pas seulement aux hommes qui portent actuellement la couronne de Charlemagne et celle de Saint-Étienne, mais à tous les rois, à l'institution monarchique elle-même.

"Ce sera aussi le sort de Constantin de Grèce," ont ajouté quelques journaux. Et voici que l'un des organes de l'opinion la plus modérée de l'Europe, l'*Écho de Paris*, reprend ce thème.

Les dépêches d'hier nous apprennent que les socialistes de Suède s'agitent et demandent du pain — et la république!

Mais ce qui jette le jour le plus éclairant sur l'inspiration et la portée de cette propagande anti-monarchiste et révolu-

[1] *Déclaration ministérielle*, lue à la Chambre des députés le 21 mars 1917. La citation ci-dessus est empruntée au compte rendu officiel, reproduit dans le *Gaulois* et dans la plupart des journaux parisiens du 22 mars.

[2] «*I believe that the revolution whereby the Russian people have based* «*their destinies on a sure foundation of freedom is the greatest service which* «*they yet made to the cause for which the Allied peoples have been fighting* «*since August 1914*». Dépêche du premier ministre britannique au chef du gouvernement provisoire russe, 21 ou 22 mars 1917, reproduite textuellement dans la *Gazette* (de Montréal) du 23 mars.

tionnaire, c'est bien l'appel de l'écrivain anglais, H. G. Wells, en faveur du renversement de la monarchie anglaise[1]. M. Wells ne saurait être taxé de pro-germanisme, ni de tiédeur pour la cause des Alliés. Il a été, dès le début, l'un des plus féroces dénonciateurs de la "barbarie des Huns," l'un des protagonistes les plus ardents de l'alliance franco-anglo-russe et de la guerre à outrance. Le seul fait que le *Times*, tout en combattant sa thèse, lui ouvre ses colonnes; — et que la censure anglaise en laisse *télégraphier* à l'étranger un copieux résumé alors qu'elle interdit la circulation et la reproduction des écrits beaucoup moins révolutionnaires, mais favorables à une paix honorable, de la *Nation* et du *Labour Leader;* — ce seul fait en dit long sur la pensée inspiratrice et sur la puissance du mouvement. Il ne faudrait pas croire non plus à sa soudaineté. Quelque temps avant de mourir, Edouard VII aurait dit à son fils: "Vous serez roi d'Angleterre, mais vous serez le dernier." Ce renseignement, je le tiens de quelqu'un très bien placé pour savoir la vérité.

Partout, qu'on le note bien, les protagonistes de la révolution sont les dénonciateurs les plus ardents de toute tentative de paix. Leur calcul est évident. Ils comptent sur les souffrances et l'exaspération des masses populaires, énervées et aigries par la guerre à outrance, pour faire triompher leurs projets.

III

25 avril 1917

Je ne me pose pas en défenseur des monarchies. Je ne crois pas plus au "droit divin" des rois qu'au "droit divin" des peuples. En fait de "droit divin", je ne crois qu'au droit de Dieu. Toute forme de gouvernement qui répond aux traditions, au tempérament, aux conditions générales d'un peuple, et dont l'autorité s'appuie sur les principes essentiels des sociétés, est bonne. Toute autorité légitime, quelle que soit la forme de gouvernement, "vient de Dieu."

Mais je ne crois pas aux révolutions — pas plus aux révolutions "démocratiques" qu'aux révolutions impérialistes.

[1] Lettre publiée dans le *Times*, le 21 avril 1917. Le *Devoir* en a publié une traduction le même jour. M. Wells a développé et accentué sa pensée dans la *New Republic* (de New-York), numéro du 19 mai 1917.

Et surtout je ne crois pas à *la* Révolution. Je ne reconnais pas aux Français, aux Anglais, aux Américains, ni à nous-mêmes, le droit d'imposer à tous les peuples un gouvernement "démocratique," pas plus qu'aux Allemands celui de nous inculquer leur *Kultur* ou leur gouvernement militaire.

Cette propagande révolutionnaire, poussée en pleine guerre, avec la complicité tacite ou avouée des gouvernements, ne me dit rien qui vaille.

Les esprits courts — ils sont légion au Canada et tiennent le haut du pavé — se sont obstinément refusé jusqu'ici à voir le lien intime qui rattache l'impérialisme britannique à la révolution universelle. Certains ont même entrepris de prouver que le droit naturel et le devoir d'obéissance au Roi nous commandaient de prendre part à la guerre "de la démocratie contre l'autocratie." Persister dans ces illusions, à la lueur des événements qui se déroulent, des situations qui se dessinent, deviendrait de l'idiotie ou pure complicité avec la révolution.

Loin d'être contraires ou étrangères l'une à l'autre, la révolution impérialiste accomplie à l'intérieur de l'Empire et la révolution universelle activée principalement par l'Angleterre dans le monde entier, se coordonnent et s'aident mutuellement. L'impérialisme britannique, je l'ai démontré ailleurs, n'a rien de commun avec le régime monarchique et traditionnel que les Pères de la Confédération avaient résolu de reproduire au Canada. C'est au contraire sur les bases et au moyen de la démocratie ploutocratique que les impérialistes ont entrepris de coaliser les forces militaires des pays britanniques autonomes. On ne s'y trompe pas, à l'étranger. En janvier dernier, le *Petit Parisien* publiait à ce sujet un article signé Th. Millet. En voici le passage le plus saillant:

"Quelle que soit sa forme éventuelle, la *République* "*impériale britannique* sera donc vraisemblablement la réalité "de demain. Quelles seront les conséquences de ce fait nou- "veau? Tout d'abord, un accroissement prodigieux de la "puissance militaire anglaise. Le premier soin du futur gou- "vernement impérial sera, à coup sûr, d'organiser, en vue de la "défense de l'Empire, les forces vives, *désormais mises en* "*commun*. Or, les *Dominions* comptent déjà une population

"de 15 millions, *réservoir de troupes indigènes*, auquel on pourra "faire appel dans l'avenir — appel d'autant plus large que "l'Inde sera, elle aussi, représentée au sein du gouvernement "impérial — l'Inde avec ses 300 millions d'habitants!

"Il faut s'attendre également à voir l'Empire adopter, "au point de vue économique, le principe de la préférence "douanière... Tant que l'Empire était un grand corps *sans* "*tête*, ceux qui rêvaient de le doter d'un régime économique "commun mettaient la charrue devant les bœufs. Mais tout "changera le jour où l'Empire sera pourvu d'un gouvernement "suprême: l'unité politique se couronnera, naturellement, "d'une certaine unité économique, et les 400 millions d'hom- "mes qui vivent sous l'*Union Jack* associeront *leurs richesses* "*comme leurs forces militaires*."

On ne saurait résumer plus exactement tout le programme impérialiste. Ce n'est pas un choix hasardé ou indifférent de mots qui a inspiré au publiciste français cette définition de "corps sans tête" appliquée à l'Empire d'avant-guerre et ce titre de *République impériale* dont il gratifiait, trois mois avant M. Wells, la future association britannique. Deux obstacles entravaient la réalisation du rêve impérialiste: l'autonomie des colonies et la monarchie traditionnelle. Grâce à la complicité, à la faiblesse ou à l'aveuglement des chefs politiques et sociaux des colonies, le premier obstacle est renversé. Canadiens et Australiens, Neo-Zélandais et Sud-Africains (ceux-ci, beaucoup moins), se sont empressés d'abattre les assises séculaires de leurs libertés et de lier leur sort aux armes de l'Angleterre. On va maintenant s'attaquer au second obstacle.

Dans son intéressante étude de ce gigantesque problème, M. Lionel Curtis a démontré l'absurdité de la situation faite au Roi par l'introduction et la pratique du principe de la solidarité impériale. [1] Il ne va pas jusqu'à suggérer la suppression de la monarchie. D'autres le feront. M. Wells, qu'on en soit certain, n'est qu'un précurseur. C'est l'attacheur du grelot. Qu'il ait réussi à l'accrocher à la sonnette retentis-

[1] *The Problem of the Commonwealth*, analysé et commenté dans mes deux brochures: *Le problème de l'Empire* et *Independence or Imperial Partnership?*

sante du *Times* est un signe des temps. Lord Northcliffe et toute la clique impérialiste n'hésiteront nullement à faire découronner le roi et à jeter la monarchie à bas, si cela est nécessaire pour assurer le triomphe de la plouto-démocratie armée dont ils se sont constitués les hérauts.

* * *

Il est donc rigoureusement exact de dire qu'en prenant part à la guerre au nom du faux principe de la solidarité impériale, en liant le sort du Canada aux armes de l'Angleterre, nous avons aidé à saper les fondements de la monarchie britannique.

Si, pour se dérober à ces ennuyeuses conséquences de la légèreté avec laquelle le Canada s'est prêté au jeu de la révolution, l'on objecte que notre pays, notre gouvernement n'est pas complice de ce mouvement révolutionnaire, la réponse est facile. D'abord, il y a telle chose que la complicité *par le fait*, plus complète, souvent, et plus effective que la complicité d'intention. Et puis, est-on bien sûr que la complicité d'intention n'existe pas? Que l'on compare les formules employées, depuis le commencement de la guerre, par nos gouvernants et nos chefs de parti, et celles des chefs du mouvement en Europe. Si cela ne suffit pas, qu'on relise les déclarations du premier ministre du Canada, transcrites textuellement par l'un des artisans les plus actifs, en sous ordre, de l'alliance anglo-française, M. Henry Davray — le propre traducteur des œuvres littéraires de H. G. Wells.

Voici ce que M. Borden déclarait, en 1915, à M. Davray:

"Nous tenons de la mère patrie des institutions de liberté "et d'indépendance, et nous les défendrons avec elle jusqu'au "dernier homme, jusqu'au bout de nos ressources, plutôt que "de subir le vasselage et l'oppression germaniques. Nos "pères ont combattu et ont versé leur sang pour ces libertés "qui sont notre bien, pour cet *idéal d'indépendance individuelle* "*et nationale* qu'ont répandu par le monde l'Angleterre *démo-* "*cratique* et la France des *Droits de l'homme*(!). Tout cela a "été rejeté brutalement dans la balance aujourd'hui, et c'est "*pour cela* que nous devons et que nous ne pouvons succomber

"dans cette guerre."[1] N'est-ce pas absolument le thème repris, à deux ans de distance, par M. Ribot ?

Ainsi, c'est bien entendu: au propre témoignage du premier ministre du Canada, "l'idéal" pour lequel nous nous battons, c'est l'idéal commun de "l'Angleterre démocratique" et de "la France des Droits de l'Homme." Cet "idéal" est maintenant celui de la Russie révolutionnaire, communiste et nihiliste; c'est également celui de la république américaine. C'est pour en assurer le triomphe universel et permanent, dans le monde entier, que Lloyd George et Ribot, Wilson et Milioukoff, Roosevelt et Wells, convient les "grandes démocraties" des deux continents à combattre sans relâche et à repousser toute paix, toute entente avec "Guillaume de Hohenzollern" et "Charles de Hapsbourg." Que "Georges de Hanovre" y laisse aussi sa couronne, c'est la conséquence qu'on entrevoit déjà en Angleterre. Et l'on peut être assuré que les républicains d'Amérique, les sectaires de France et les révolutionnaires de Russie, nos alliés dans la lutte de la "démocratie" contre "l'autocratie," acclameront la chute de "Georges de Hanovre" comme ils ont salué la déchéance de "Nicolas Romanoff."

* * *

Un vieil observateur des révolutions me communiquait récemment un extrait du "Compte-rendu des travaux du Grand Orient de France," du 16 janvier au 21 février 1897. "La grande mission de la France," décrétait alors le Concile de l'Église maçonnique, "est de présider à l'œuvre de l'organisation de la démocratie — en un mot, à l'organisation de la République Universelle."

D'habitude, j'accueille avec une certaine méfiance les citations maçonniques ou anti-maçonniques. Il me paraît qu'en exagérant l'importance de la franc-maçonnerie la plupart des anti-maçons font la part trop belle aux autres agents du mal. Mais l'on ne saurait nier que les événements sont en train de justifier singulièrement les espérances de la haute maçonnerie française. Et son moindre motif de réjouissance

[1] *Chez les Anglais pendant la grande guerre* — Paris, Plon-Nourrit, 1916.

ne sera pas d'avoir entraîné à sa suite une foule de catholiques, aveuglés par les passions ou les terreurs du moment.

Si la franc-maçonnerie internationale, toute puissante qu'elle est, était le seul agent de la révolution "démocratique," le bon sens populaire et les traditions nationales suffiraient peut-être à lui faire échec. Je ne suis pas de seux qui croient à l'invincibilité des sociétés secrètes. Leur puissance d'action provient en partie de la légende créée autour d'elles, et surtout de leur aptitude à s'associer à d'autres forces et à tous les courants qui passent. En l'occurrence, le plus puissant auxiliaire, sinon la force dirigeante de la révolution, c'est la ploutocratie internationale, qui a mesuré tout ce qu'elle peut tirer des prétendues démocraties et des politiciens de bas acabit qui en sont le produit. Comme dans toutes les révolutions, les masses populaires, affolées par la griserie des mots, se prêtent au jeu de ceux qui les exploitent. Et, ce qui est plus triste encore, et plus grotesque, c'est qu'une foule d'hommes aptes, par leurs fonctions dans l'Église et dans l'État, à éclairer le peuple, à le mettre en garde contre le péril, se font, par aveuglement, par vanité, ou par légèreté d'esprit, les instruments et les complices de la révolution.

Décidément, dans toute cette situation, il me paraît de plus en plus évident que Benoît XV a vu plus clair que beaucoup d'autres; et je persiste à croire qu'en refusant de nous enthousiasmer outre mesure pour la guerre, nous nous sommes montrés patriotes aussi clairvoyants que les emballés du jingoïsme et de l'intégrisme, et plus fidèles sujets du roi d'Angleterre que les Anglais qui suggèrent aujourd'hui de le découronner, afin de compléter le triomphe de la démocratie.

L'appel du Pape[1]

18 août 1917

Le nouvel appel du Souverain Pontife aux nations en guerre ne dût-il produire aucun résultat immédiat qu'il serait encore d'une immense valeur morale. C'est un jet de lumière dans les ténèbres de mensonge où l'humanité se débat; c'est une preuve éclatante que toute dignité, que toute raison humaine, n'ont pas abdiqué; c'est un espoir de survie pour les peuples mutilés, pour la civilisation chrétienne en péril.

Cette parole de lumière et de vie, le Pape seul pouvait la prononcer et pourra continuer à la répéter jusqu'à ce que les peuples arrachés à leur délire l'entendent et la suivent. Seul au monde le Pape possède une autorité assez étendue, assez haute et assez complète pour arbitrer les conflits du monde. Sa souveraineté morale se fortifie de son impuissance matérielle, de son entier désintéressement des conflits humains. Au milieu des ruines sanglantes et fumantes accumulées par la force brutale mise au service des passions de race, des ambitions particulières des nations, des effroyables cupidités de la ploutocratie internationale, il reste le dernier champion et le sublime interprète du Droit, de la Vérité, de la Justice, de la Charité.

Les solutions concrètes qu'il suggère pour mettre fin au massacre, pour empêcher l'Europe de "consommer son suicide" et pour assurer une paix "juste et durable", ne sont pas nouvelles ni extraordinaires: c'est même cela qui en marque le caractère éminemment *pratique.* D'autres que Benoît XV les ont suggérées, avant et pendant la guerre. Mais il leur apporte le poids de son autorité suprême et de son entier détachement des causes humaines. Il leur insuffle les principes éternels de vérité et de justice et leur inculque par là un élément de per-

[1] Le texte de la note pontificale et de la lettre de son Éminence le cardinal Gasparri la transmettant au roi d'Angleterre est reproduit en entier, dans cette brochure, comme appendice V. Je réitère ici l'observation faite précédemment sur les différences de mots qu'on pourra relever entre ce texte et les citations faites au cours de mon article.

manence et de vitalité qu'aucune autre autorité humaine, aucune école de philosophie, aucune puissance matérielle ne sauraient donner.

Comme toutes les paroles du Saint-Siège, la note du Souverain Pontife est rédigée avec autant de courage que de prudence et de simplicité. Seule une lecture attentive, intelligente, faite de bonne foi, en pleine connaissance des faits, peut révéler l'ampleur et la puissance de cette pièce magistrale. La grandiloquence verbeuse et tortueuse en est totalement absente. Par contre, les pensées les plus fortes, les conseils les plus lumineux, les réserves les plus importantes sont exprimés en fort peu de mots; et ces mots sont choisis avec un soin extrême, avec le souci évident de ménager les susceptibilités les plus revêches autant que les douleurs les plus légitimes.

Loin d'être touchés de ces ménagements, les ennemis du Pape et de l'humanité, violemment intéressés à prolonger le massacre, en profitent pour dénaturer la pensée et la parole du Souverain Pontife, pour escamoter aux yeux de leurs dupes et de leurs victimes la véritable portée des conseils de salut tombés de si haut. Dès avant que le texte de la note fût publié, le mot d'ordre était donné à la presse vampire de peindre le Pape comme un docile et hypocrite instrument du Kaiser [1].

[1] Cette déloyale duplicité s'est révélée pire encore qu'elle n'apparaissait au moment où cet article a paru. Il est maintenant connu que cette note n'était pas destinée à la publication et qu'un résumé tendancieux en a été communiqué, par le gouvernement britannique évidemment, à la presse jingoe de Londres, qui a pu ainsi faire, dans le monde entier, le siège de l'opinion publique et l'empoisonner à sa guise, avant que le texte intégral de la note du Saint-Siège fût connu. Pourquoi faut-il que cette sale besogne ait trouvé un exécutant jusque dans la presse nominalement canadienne française et catholique? La *Patrie* du 15 août a qualifié dans ces termes odieux la noble démarche du Saint-Père:

«De toutes *les avances faites par l'Allemagne* depuis un an en vue «d'induire les Alliés à entrer en pourparlers, *celle contenue dans la proposition «que le Pape vient d'adresser aux belligérants* est la plus importante parce «que présentée par un *intermédiaire* aussi universellement respecté. La «plus grande faiblesse de ce document, c'est que, *évidemment inspiré par «l'Allemagne*, qui a dû, en cette circonstance, faire manifester ses désirs «*par sa catholique complice*, l'Autriche, *il ne porte point d'indication visible «de son origine*. Les Alliés savent bien que le rétablissement du "status «quo ante bellum", à quoi se résume le terrain d'entente suggéré par le «Saint-Siège, traduit les suprêmes espérances des empires du centre à «l'heure actuelle. Ils ambitionnaient de conquérir le monde, mais ont vu «s'écrouler leur rêve; et volontiers ils accepteraient d'être aujourd'hui «placés dans la même posture qu'avant leur sauvage ruée sur l'Europe. «Le "status quo ante bellum" marque donc à l'heure présente le maximum «de leurs demandes, maximum qu'ils savent bien ne pouvoir imposer par

Non seulement les catholiques, mais tous les hommes droits qui ont vraiment à cœur de voir la paix se rétablir et durer, ont l'impérieux devoir de mettre en lumière la vraie pensée du Pape, de rétablir le sens véritable de ses paroles, la nature et la portée réelle de ses avis.

* * *

Sa Sainteté commence par établir nettement sa position. Appelé au suprême pontificat dès les premiers jours de la guerre, Benoît XV s'est imposé trois devoirs: "impartialité parfaite envers tous les belligérants"; efforts constants pour adoucir les horreurs de la guerre; attention vigilante à saisir toute occasion d'amener "les peuples et leurs chefs" à conclure une "paix juste et durable". Avec une grandeur et une simplicité qui rappellent l'attitude du Christ au prétoire, il prend gouvernants et peuples à témoins de la fidélité qu'il a apportée

---

«les armes. *Si la proposition venait directement de l'Allemagne et de ses* «*alliés*, il serait possible de faire monter l'enchère; peut-on engager le «Souverain Pontife à modifier une proposition qu'il fait *ostensiblement* de «sa propre initiative?

«Cependant, ne doutons pas que *le Pape a parfaitement conscience* «qu'une paix basée simplement sur la restitution des territoires envahis, et «qui n'admet point la réparation des torts délibérément causés par l'agres- «seur à ses victimes, *est inacceptable aux Alliés et n'offrirait aucune sécurité* «*pour l'avenir.*

«Une paix durable ne saurait être établie que suivant la justice. Il «est vrai que tous les belligérants ont effroyablement souffert, mais encore «une distinction doit-elle s'imposer entre les souffrances que s'est délibéré- «ment attirées l'Allemagne, cédant à la cupidité et à l'ambition, et les «souffrances infligées à la Belgique et à la France. Et quels ressentiments «laisseraient subsister une paix qui n'admettrait aucune réparation pour «le torpillage du "Lusitania" et les autres innombrables meurtres commis «en mer, pour les bombardements des villes ouvertes et le massacre des non «combattants, pour l'inutile destruction des monuments, le martyre de la «Belgique et les tortures infligées aux populations civiles des régions «envahies?

«*Le Souverain Pontife assurément ne s'attend point que sa proposition* «*soit agréée.* Mais il ne l'aura pas faite vainement si, dans les motifs que «formuleront les Alliés pour ne la point recevoir, les empires centraux «entrevoient plus nettement l'expiation qui effacera leurs crimes.»

L'odieuse et inepte attaque de la *Patrie* contre le Pape paraît encore plus méprisable quand on la compare à l'attitude d'un journal américain protestant, et pro-allié, comme l'*Evening Post*, de New-York. Dans son numéro du 14 août, le *Post* dit que si le Pape a entendu la voix de l'Allemagne et de l'Autriche, il faut l'en louer. La base de négociations suggérée par le Souverain Pontife représente, dit-il, de telles concessions de la part des Centraux, que les Alliés doivent s'en réjouir et saisir cette occasion de traiter.

à l'accomplissement de ce triple devoir. Que de démarches, cependant, sont restées ignorées!

Au premier anniversaire de la guerre, Sa Sainteté a lancé un appel pressant "aux nations"; il leur a "tracé la voie à suivre pour arriver à une paix stable et honorable pour tous". Rois et peuples sont restés sourds. L'Europe va-t-elle s'obstiner "à courir à l'abîme et à consommer son suicide"?

Le Saint-Père, le "père commun des fidèles", mû par le sentiment de son devoir, pressé "*par les sollicitations* de ses enfants qui implorent *son intervention et sa parole* pacificatrice", se décide à tenter une nouvelle démarche auprès de ceux "qui tiennent dans leurs mains les destinées des nations". En jetant de nouveau le cri d'alarme et l'appel à la paix, le Pape ne poursuit "aucun but politique", il ne cède "aux suggestions" de personne, il ne songe aux "intérêts particuliers d'aucun des belligérants": il n'obéit qu'aux dictées "de la raison et de l'humanité".

Afin d'enlever tout prétexte à ceux qui lui avaient reproché, il y a deux ans, de se tenir dans les généralités, Sa Sainteté invite les gouvernements des peuples en guerre à s'entendre "sur les points suivants qui *semblent* constituer *la base* d'une paix juste et durable, *leur laissant la tâche de les préciser et de les compléter*".

Comme tout, dans cette simple phrase, est admirablement prévu, ordonné, formulé! Ce n'est pas une obligation rigoureuse et absolue que le Pape prescrit, c'est une *direction* qu'il *offre*. Il n'arrête pas les *termes* de la paix; il en marque simplement la *base*, en tenant compte à la fois des exigences absolues de la justice et des nécessités concrètes de la situation présente et future. Il touche à suffisamment de points pour fournir une *base* complète de négociations; mais, respectueux des *droits* et aussi des *opinions* de chacun, il laisse aux gouvernements le soin de *préciser* et de *compléter* les propositions qu'il soumet.

C'est précisément l'accomplissement de cette tâche utile et nécessaire que les détracteurs du Pape veulent empêcher, non seulement dans les conseils des nations, mais jusque dans l'esprit et la conscience des peuples. C'est pourquoi ils s'appliquent à représenter les propositions du Pape soit comme trop

absolues et trop favorables à l'Allemagne, soit comme trop vagues et insuffisantes.

La vérité, c'est que le Pape touche à tous les "points" essentiels, à toutes les causes immédiates du conflit, à tous les objets en dispute, à tous les préventifs réalisables de demain. Une simple énumération, dans l'ordre même où Sa Sainteté les présente, suffit à le démontrer: réduction des armements; arbitrage international, muni de sanctions; liberté et usage commun des mers; pas d'indemnités de guerre, *en principe;* évacuation des territoires occupés: Belgique, France, colonies allemandes; restauration *complète* de la Belgique; règlement par traité du sort de l'Alsace, de la Pologne, des Balkans, de l'Arménie, du Trentin, en tenant compte à la fois "des aspirations des peuples" et du "bien-être général de la grande société humaine."

Jugé à la lumière de la règle d'interprétation posée par le Pape lui-même, ce programme couvre *toute* la situation, passée, présente et future. Un examen attentif en révèle même l'étonnante praticabilité. Dans l'ordre des faits comme dans celui des principes directeurs, cet unique document est plus complet, plus décisif, plus satisfaisant que toute les déclarations faites jusqu'ici par tous les chefs d'État des deux coalitions. Il tient compte de tous les droits absolus, il offre la solution la plus équitable aux transactions nécessaires, il réduit au minimum les causes de conflit futur.

Fidèle à la pensée qu'il avait exprimée dès 1915, Benoît XV recherche la justice et la durabilité de la paix dans l'élimination des prétentions exorbitantes de l'une ou de l'autre coalition. C'est la "paix sans victoire" de M. Wilson, mais suggérée avec infiniment plus de tact et de discrétion. Et c'est la seule paix qui puisse être "juste et durable". Une paix allemande ou autrichienne, une paix anglaise ou française, ne serait ni juste ni durable. Les règlements et les conditions qu'elle imposerait seraient forcément injustes et partiaux; elle laisserait dans l'âme des vaincus un ferment de haine et de vengeance qui ne ferait que grandir jusqu'au jour d'un nouveau cataclysme, pire que celui-ci. Plus les résultats de la guerre seront nuls, de part et d'autre, plus il y a de chances que les peuples, frappés de l'effroyable inutilité de ces hécatombes monstrueuses, se

prémunissent contre un nouvel accès de folie furieuse. Pour que la guerre devienne haïssable aux hommes, il faut qu'elle soit stérile.

* * *

Y a-t-il quelque espoir que l'intervention du Pape produise un résultat immédiat ? A première vue, non. La plupart des gouvernements, liés aux intérêts énormes, aux insatiables cupidités qui ont déclenché la guerre et qui en profitent, vont s'efforcer de maintenir les peuples dans l'état d'hypnotisation qui a permis jusqu'ici aux exploiteurs de sang humain de les mener à la boucherie. Ils vont tout mettre en œuvre pour démontrer à leurs victimes, dans chaque pays, que les propositions du Souverain Pontife n'offrent pas assez d'avantages à chacun. Mais ce procédé de duperie ne peut durer indéfiniment. Partout les peuples commencent à entrevoir la vérité: ils pressentent qu'aucun succès militaire, aussi problématique d'un côté que de l'autre, ne peut leur assurer des avantages qui compensent les sacrifices additionnels qu'on leur demande. Ils sentent qu'ils s'épuisent en vain, ils s'aperçoivent que leurs chefs les trompent; et surtout, derrière les protagonistes de la guerre à outrance, ils aperçoivent les hideux vampires qui se gorgent du sang des nations.

Le Pape s'adresse aux chefs des "peuples en guerre". Les politiciens et les profiteurs de guerre étoufferont-ils sa voix ? La clameur assourdissante de la presse vénale l'empêchera-t-elle d'arriver jusqu'aux masses sanglantes qui se débattent contre la mort ? Peut-être; mais alors malheur aux chefs d'État, aux politiciens, aux bêtes de proie! S'ils se refusent à écouter "la voix de la raison et de l'humanité", ce qui reste de forces vivantes dans les nations se retournera contre eux avec la fureur de la haine et du désespoir. S'ils repoussent la "paix juste et durable" que leur offre le Pape, la guerre prendra fin par la plus sanglante et la plus vengeresse des révolutions.

Depuis la date de cet article, Son Eminence le Cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat, a protesté, à plusieurs reprises, contre les interprétations fausses ou perfides données à la pensée et à la

démarche du Souverain Pontife. Son Éminence le cardinal Bourne, archevêque de Westminster, a communiqué l'une de ces protestations au Morning Post, *de Londres, qui avait, comme la* Patrie *(de Montréal), grossièrement accusé le Pape de faire les affaires de l'Allemagne et de l'Autriche. Inutile d'ajouter que ni le* Post *ni la* Patrie *ne se sont rétractés.*

On trouvera en appendice (VI) *le texte de la lettre écrite le 7 octobre 1917 par le cardinal secrétaire d'État à Sa Grandeur Mgr l'Archevêque de Sens. Cette pièce importante confirme et précise la pensée du Souverain Pontife.*

Le Pape et le Président

I

Que veut M. Wilson ?

30 août 1917

La réponse du Président des États-Unis à l'appel du Souverain Pontife est la plus extraordinaire pièce qui ait encore été versée au dossier politique de la grande guerre[1]. A tous égards, les deux documents offrent un contraste parfait.

Au lieu d'être signée par le Président, la note du gouvernement américain, adressée directement au Pape, ne porte que la signature du Secrétaire d'État, M. Lansing. M. Wilson en aurait-il agi ainsi à l'égard du roi d'Angleterre ou du président de la République française ? Mais c'est par le fond plus encore que par la forme que cette pièce singulière appelle l'attention et l'étonnement. La vérité et le mensonge, la franchise et la duplicité, la logique et le sophisme, y prennent leurs ébats avec une incroyable désinvolture. On dirait que le Président, persuadé que les gouvernements d'Europe se livrent à une immense partie de *poker* dont la vie des peuples est l'enjeu, a voulu les relancer d'un seul coup et leur démontrer qu'à ce jeu le chef de la grande démocratie américaine est leur maître à tous. Peut-être aussi a-t-il pensé que seule la surenchère du *bluff* pouvait arriver à déchirer le voile de mensonges, d'équivoques et d'hypocrisie dont les gouvernants aveuglent les peuples afin de les mener plus facilement à la tuerie. En tout cas, on peut tirer de sa lettre à peu près tout ce que l'on veut. Dans la première partie, il repousse avec éclat les

[1] La note du gouvernement américain, portant la signature de M. Lansing, secrétaire d'État, est datée du 27 août 1917. Elle a été rendue publique le 29. On en trouvera une traduction assez fidèle dans le *Devoir* de cette date.

Lord Robert Cecil a déclaré, à la Chambre, le 6 décembre 1917, que "les gouvernements britannique, français et italien n'ont pas jugé nécessaire d'ajouter à la réponse du Président Wilson" au Pape. Cette réponse est donc celle des alliés au Souverain Pontife.

propositions du Pape; dans la seconde, il semble vouloir en préparer l'acceptation par une feinte hardie. On peut interpréter sa note soit comme le mot d'ordre de la guerre à ou trance, ou comme une véritable sommation aux Alliés de renoncer à toutes leurs prétentions et de se préparer à conclure la paix au plus tôt — à moins que ce soit tout simplement une invite à la révolution en Allemagne, et ailleurs.

* * *

Dès le début, M. Wilson en prend à son aise. "Sa Sainteté", dit-il après les compliments d'usage, "propose en substance de retourner au *statu quo ante bellum.*" Vraiment ! Le Pape suggère pourtant le désarmement des nations, la constitution d'un tribunal permanent d'arbitrage, muni de sanctions effectives, l'usage libre et commun de toutes les mers du monde; dans l'ordre des causes concrètes du conflit, il conseille la restauration *complète* de la Belgique (ce qui implique indemnité de *réparation*), la reconstitution de la Pologne historique, le règlement par traité du sort de l'Alsace-Lorraine, du Trentin, de l'Arménie et de tous les pays balkaniques, en tenant compte à la fois des "aspirations des peuples" et du "bien-être général de la grande société humaine". En d'autres termes, le Souverain Pontife suggère la reconstruction de l'Europe selon les prescriptions du droit historique et le juste principe des nationalités; avec une noble hardiesse, il propose à l'humanité la rénovation complète des bases et des sanctions du droit international; et M. Wilson ose affirmer tout tranquillement que Sa Sainteté propose de remettre toutes choses dans l'exacte situation qui a précédé la guerre !

Cette audacieuse défiguration de la pensée et des paroles du Souverain Pontife est d'autant plus stupéfiante que le programme de pacification de Sa Sainteté se rapproche singulièrement de celui tracé par M. Wilson lui-même, dans son mémorable discours du 22 janvier [1]. Les principes généraux d'ordre

[1] Les *Études*, de Paris, ont publié, en juillet et en septembre, une remarquable étude signée Y de la B., qui met parfaitement en lumière les points d'accord entre la note pontificale et le message du président. Cette étude a été reproduite en brochure, à Paris.—Pierre Téqui, éditeur.

international posés par le Pape — désarmement, arbitrage, liberté des mers — ne sont-ils pas absolument identiques à ceux invoqués par le président comme les seuls propres à rétablir la paix et à la maintenir ? Les revendications particulières que Sa Sainteté recommande à la justice du monde ne sont-elles pas plus nombreuses encore et plus générales que celles de M. Wilson, qui n'avait parlé nommément que de la Pologne ?

Serait-ce du conseil salutaire de renoncer à toute conquête, à toute indemnité de guerre, que M. Wilson conclut que le Pape veut retourner au *statu quo?* Mais, sur ce point, la pensée et la parole du Pape — qui n'excluent nullement les indemnités nécessaires à la restauration *complète* de la Belgique, par exemple — sont moins restrictives que la fameuse "paix sans victoire" de M. Wilson.

* * *

Les cyniques seraient peut-être tentés de dire que la "paix sans victoire", c'était bon tant que les États-Unis n'avaient aucun intérêt immédiat dans le conflit. A ceux-là M. Wilson oppose un démenti péremptoire. Dans cette même lettre où il commence par contredire le Pape pour finir en tombant d'accord avec lui, il reprend son programme de "paix sans victoire", il le développe, il l'accentue:

"Les hommes d'État responsables, dit-il, doivent cons-"tater partout, aujourd'hui, s'ils ne l'ont pas vu auparavant, "qu'aucune paix durable ne peut reposer sur des restrictions "politiques ou économiques, dont l'objet serait de profiter "à quelques nations et de nuire à d'autres, ou de les embar-"rasser, ni sur des représailles ou des actes de vengeance "quelconques, ni sur l'infliction de torts volontaires (*deliberate* "*injury*)." Le peuple américain a souffert des torts considérables aux mains de l'Allemagne, mais il ne veut exercer aucunes représailles. "Il croit que la paix doit reposer sur "les droits des peuples", de tous les peuples, "y compris, "évidemment (*of course*), le peuple allemand, pourvu qu'il ac-"cepte l'égalité et n'ambitionne pas la domination."

C'est, on le voit, la rebuffade la plus complète aux projets les plus chers aux chauvins de France, aux impérialistes

d'Angleterre et d'ici. Et comme s'il craignait de n'être pas compris, M. Wilson y insiste, en précisant :

"Les pénalités (*punitive damages*), le démembrement des "empires, l'établissement *de ligues économiques égoïstes et "exclusives"* — ceci, c'est le coup droit à l'Angleterre — tout cela, "nous le jugeons inopportun (*inexpedient*) et, à la longue, "pis que futile; cela ne peut constituer la base convenable "d'aucune paix, encore moins d'une paix durable, laquelle "doit reposer sur la justice,sur l'équité et sur les droits communs "de l'humanité."

Alors, diantre ! à quoi bon commencer par donner un rogue et quasi insolent démenti au Souverain Pontife pour arriver à parler exactement comme lui ? M. Wilson aurait-il cédé à un mouvement de puérile vanité ? A-t-il craint que Benoît XV ne lui dérobât la gloire de pacifier l'Europe et le monde ? Peut-être; mais il y a autre chose.

II

La lubie démocratique — Invite à la révolution

31 août 1917

En étudiant les causes diverses qui ont entraîné les États-Unis dans la guerre européenne, j'ai signalé la haine bizarre, à la fois enfantine et redoutable, que des millions d'Américains portent aux monarchies[1]. J'ai relaté quelques témoignages

[1] L'*intervention américaine, ses motifs, son objet, ses conséquences*. En recherchant les motifs qui avaient entrainé à la guerre M. Wilson, réélu à la présidence, en novembre 1916, comme champion de la paix, j'ai noté et souligné ce penchant inquiétant vers la révolution. «Si les «nations soi-disant chrétiennes avaient le bon sens d'accepter le Pape «comme arbitre de leurs querelles folles et dévastatrices, il ne faudrait «pas trop désespérer de voir la justice et la raison reprendre leurs droits «dans le monde. Mais si, comme tout l'indique, c'est le président des «États-Unis qui est conduit, par les circonstances, à départager les nations «d'Europe et à empêcher — selon une autre parole du Pape — le "suicide «de la civilisation chrétienne", il y a tout lieu d'appréhender que la "paix «sans victoire" pour l'une ou l'autre des coalitions rivales, s'achètera «par une victoire éclatante pour la Révolution» (page 37.) Plus loin, après avoir résumé les conséquences de l'intervention américaine, je concluais: «En somme, n'était l'inquiétant encouragement à la Révolu-«tion, on pourrait conclure que, dans l'ensemble de ses motifs, de son «mode d'application et de ses résultats probables, l'intervention des «États-Unis dans la guerre est bienfaisante. Mais, comme disait Donoso «Cortès, la Révolution, c'est tout; c'est tout l'ordre social menacé, c'est le

très sûrs qui autorisent à voir en M. Wilson un doctrinaire passionné et opiniâtre de la démocratie — ce qui ne l'empêche nullement d'être, en pratique, comme la plupart des pontifes de la démocratie, un autocrate pour le moins aussi authentique que Guillaume de Prusse, ou Robert d'Ottawa. S'il y a réelle divergence de vues entre le Pape et le Président, si toute la prétendue réplique de M. Wilson n'est pas un bluff pur et simple, on peut être assuré que le désaccord porte sur cet unique point : la lubie démocratique.

Le Souverain Pontife, qu'on le note bien, ne se prononce nullement là-dessus. Fidèle à la doctrine du Christ et à la pratique constante de l'Église, il ne glorifie ni ne condamne aucune forme de gouvernement. Il juge sans doute que les pays de l'Entente n'ont pas plus le droit d'imposer aux Centraux leur régime politique — fort différent, du reste, pour chacun de ces pays — que les Allemands n'auraient le droit d'appliquer leur système de gouvernement à l'un quelconque des vingt-deux pays qui leur ont déclaré la guerre. C'est précisément cette impartialité qui dérange les calculs de M. Wilson et ceux des principaux chefs d'État de l'Entente[1]. Depuis que la guerre est commencée, depuis surtout que les peuples épuisés commencent à se demander à quoi aboutira cette épouvantable tuerie, les partisans de la guerre à outrance s'efforcent de créer la légende que l'Allemagne veut imposer à l'univers sa domination politique, militaire et économique. A cette première fausseté, ils en ajoutent une autre, plus complète encore : le seul moyen d'assurer la paix, disent-ils, c'est de démocratiser l'Allemagne, l'Autriche et toutes les nations du globe.

Ce motif — le salut du monde par la démocratie — il semble que la crédulité humaine est encore incapable d'en

«chancre qui dévore l'Europe et le monde, non pas depuis un siècle, mais «depuis quatre cents ans, depuis que la Réforme a rompu la société *chré-«tienne* des nations. M. Wilson veut simplement refaire la "société «*(anonyme)* des nations". Tant que les peuples et ceux qui les mènent «ne se décideront point à se faire baptiser de nouveau dans les eaux de «l'éternelle vérité et de l'inaltérable justice, les accords internationaux «resteront de simples replâtrages» (page 40).

[1] Et pourtant M. Wilson lui-même, dans son discours du 22 janvier, a posé en principe qu'aucun gouvernement n'a le droit de s'immiscer dans le régime intérieur d'un autre État. Mais la logique est le moindre défaut des champions de la démocratie.

percer la creuse duperie. Aussi, dans sa réplique au Pape, M. Wilson le reprend-il en *crescendo*, avec plus de sincérité, peut-être, que beaucoup d'autres. "L'objet de cette guerre, dit-il, est de *délivrer* les peuples *libres* du monde" — je n'insiste pas sur la flagrante contradiction des mots — "de la menace "et même de l'actuelle domination d'une vaste organisation mili- "taire, dirigée par un gouvernement irresponsable, lequel, "ayant projeté secrètement de dominer le monde, s'est appli- "qué à mettre son projet à exécution sans aucun égard aux "traités" ni à l'honneur international.

* * *

En résumé, le président, reprenant son thème de la déclaration de guerre, affirme qu'il est prêt à traiter avec le peuple allemand, mais non avec le gouvernement actuel de l'Empire. "Tout projet de paix doit s'appuyer sur la foi des peuples et "non sur la seule parole d'un gouvernement ambitieux et intri- "gant, qui traiterait avec un groupe de peuples libres."

M. Wilson aurait quelque peine à démontrer que sa parole à lui, président élu pour quatre ans, ou celle du chef éphémère d'un gouvernement démocratique, a plus de chance d'être respectée par son premier, son troisième ou son dixième successeur, que la signature du moins scrupuleux des monarques. L'histoire d'un siècle suffit à démontrer que la stabilité dans les décisions et le respect de la foi jurée ne sont guère les vertus propres à la démocratie. La raison, comme l'expérience, enseigne même que le régime démocratique, quelque avantageux qu'il puisse être par ailleurs, exclut forcément la stabilité et la constance.

Mais M. Wilson y tient. "Nous ne pouvons, dit-il, "accepter la parole des gouvernants actuels de l'Allemagne "comme une garantie de paix durable, à moins que cette parole "ne s'appuie explicitement sur la volonté et l'intention du "peuple allemand, dont la preuve concluante justifierait son "acceptation par les autres peuples."

Il serait intéressant de connaître la nature des "preuves concluantes" que M. Wilson accepterait de "la volonté et de

l'intention du peuple allemand"[1]. Et puis, quelles "preuves", concluantes ou non, M. Wilson est-il prêt à donner de la "volonté" et de "l'intention" du "libre peuple" américain ou des autres "libres peuples" ligués pour le salut de la démocratie? Jusqu'ici, ni M. Wilson, ni M. Ribot, ni M. Lloyd George, ni M. Kerensky, le "sauveur" de la "nouvelle Russie", ne se sont guère préoccupés de s'assurer des désirs, des sentiments et des aspirations des "libres peuples" qu'ils gouvernent tout aussi autocratiquement que Guillaume de Hohenzollern ou Charles Hapsbourg gouvernent leurs "peuples esclaves". Présidents de républiques et chefs de démocraties ont lancé les "libres peuples" dans le brasier de la guerre avec la même désinvolture que les rois et les empereurs. Avant de mettre les nations en guerre ils n'ont tenu aucun compte de la "volonté" et de "l'intention" des peuples; ils ne les consultent pas pour prolonger la guerre; ils ne les consulteront pas davantage pour y mettre fin et régler les conditions de la paix.

La tirade prudhommesque de M. Wilson n'est qu'une nouvelle et creuse manifestation de l'*emplissage* systématique — qu'on me pardonne l'expression — que les politiciens et les profiteurs de guerre servent depuis trois ans aux malheureuses victimes de la lubie démocratique. Sur les lèvres de M. Wilson, cette duperie prend une teinte de suprême ironie — lui qui a repoussé le conseil de M. Bryan, de consulter la nation américaine avant de déclarer la guerre; lui qui a rejeté l'avis de la minorité du Congrès d'obtenir l'assentiment du peuple avant de lui imposer la conscription; lui enfin qui prend l'initiative de rejeter les propositions de paix du Pape sans même prendre la peine de demander l'avis du Congrès et du peuple de la "libre" république américaine.

* * *

Pour nous et pour les autres peuples britanniques, la moquerie est plus criante encore. En trois années de guerre,

[1] Dans son message du 8 janvier 1918, analysé dans mes articles du 10 et du 11, reproduits dans cette brochure, le président prend une attitude plus raisonnable. Il laisse entendre qu'il accepterait la décision de la majorité du Reichstag comme preuve suffisante de l'acquiescement du peuple allemand aux conditions de la paix.

la démocratie et la liberté ont subi plus de défaites, en terre anglaise, qu'elles n'avaient gagné de victoires en soixante ans. Le régime de l'autocratie militaire dont nous sommes menacés, que dis-je ? dont nous sommes accablés, est plus odieux, plus arbitraire, plus menaçant pour la paix et la sécurité publique, pour la liberté individuelle et sociale, que le caporalisme prussien. On a fait grand état de l'incident de Saverne. C'est de l'eau de rose comparé au régime de terrorisation par la soldatesque, que nos gouvernants, notre parlement et nos tribunaux sont en train d'instaurer et de légaliser avec la complicité de la presse et de l'opinion publique.

S'il y a, dans le monde entier, un pays soumis à "l'actuelle domination d'une vaste organisation militaire, dirigée par un gouvernement irresponsable", c'est bien le Canada. Son parlement n'existe qu'en vertu d'une violation formelle de sa constitution, perpétrée à la faveur de l'acoquinement de deux bandes de politiciens; une quarantaine de circonscriptions électorales sont systématiquement privées des représentants auxquelles elles ont droit; le gouvernement se sent tellement décrié, impotent, dépourvu de la confiance publique, qu'il remue ciel et terre pour se replâtrer à l'aide de nouveaux éléments empruntés à ses adversaires; il fait décréter par une majorité vénale la nomination arbitraire de nouveaux ministres qu'il soustrait à l'élection populaire — violant ainsi l'un des principes essentiels du gouvernement responsable. Et c'est ce parlement sans mandat, ce gouvernement sans autorité morale, maintenu à coups de force arbitraire, qui impose la conscription, contrairement aux engagements les plus précis des ministres et à la volonté manifeste de l'immense majorité de la population !

Si M. Wilson était logique, il devrait déclarer la guerre au Canada et affirmer hautement qu'il ne conclura jamais la paix avec le gouvernement "irresponsable", sans foi ni loi, que préside l'ultra-boche Robert Laird Ier.

Quand on observe attentivement ce qui se passe ici et ailleurs, le plaidoyer démocratique de M. Wilson apparaît comme absolument grotesque et insultant pour la raison humaine. On se refuse à croire qu'un homme de cette valeur puisse s'*auto-gober* à ce point ou croire l'humanité emplissable

à ce degré. J'aime mieux penser que ce tribut, peut-être inévitable, offert au dieu de la démocratie n'a d'autre objet que de déguiser la virtuelle adhésion du Président à toutes les propositions essentielles du Pape.

Autrement, il faudrait conclure que M. Wilson est plus soucieux de provoquer une révolution en Allemagne que de fermer les plaies béantes de l'humanité. Ce serait le pendant de l'acclamation enthousiaste de Lloyd George à la révolution russe. C'est un jeu dangereux: la révolution est un mal qui se gagne. Les "libres peuples" finiront par se fatiguer de se faire massacrer pour la satisfaction des doctrinaires de la démocratie et le gavage de ses profiteurs.

Si les gouvernants restent sourds à la parole du Pape, les peuples révoltés se feront justice. Et chacun se fera justice chez soi, pas chez le voisin.

Le manifeste Lansdowne[1]

Est-ce la paix ?

1er décembre 1917

La démarche retentissante du marquis de Lansdowne marque l'effort public le plus loyal, le plus courageux, le plus honorable qui ait encore été tenté, du côté des Alliés, pour mettre fin à la tuerie mondiale. C'est l'exacte réponse que les gouvernements des pays de l'Entente auraient dû faire à l'invite à la paix formulée par Sa Sainteté Benoît XV.

En réalité, la lettre de l'homme d'État anglais n'est que la paraphrase ou la traduction, dans le langage politique et humain, des diverses manifestations de la pensée du Souverain Pontife. Sans phrases, sans déclamation, sans violence, elle fait appel au vrai patriotisme de chacun des peuples en guerre; elle s'adresse à la raison et au bon sens de l'humanité tout entière. Par le fond et par la forme, c'est vraiment une pièce de tout premier ordre.

Dans la réponse du Président des États-Unis au Souverain Pontife, nous avons signalé l'étrange contradiction par laquelle M. Wilson, après avoir virtuellement accepté en principe toutes les bases de paix suggérées par le Souverain Pontife, arrivait à les rejeter[2]. Pour justifier sa volte-face, M. Wilson, qui est pourtant un réel homme d'État, a eu recours à l'expédient facile des politiciens de bas étage: il a prêté au Pape une attitude, un objet et un langage diamétralement opposés à la réalité.

La lettre de lord Lansdowne offre en cela un parfait contraste avec celle du Président. Elle est marquée au coin de la droiture et de la simplicité. Elle aborde de front et

[1] Lettre publiée dans le *Daily Telegraph* du 28 (?) novembre 1917. Elle a été télégraphiée au Canada et reproduite dans la plupart des journaux du 30.

[2] Articles du 30 et du 31 août 1917 — *Le Pape et le Président* — reproduits ci-dessus.

démolit avec une calme sérénité tous les sophismes accumulés depuis trois ans par les protagonistes de la guerre "jusqu'au bout". Pour la première fois, un homme d'État responsable a le courage et la sincérité de prendre corps à corps l'argument suprême des adversaires de la paix: il faut poursuivre la lutte jusqu'à la victoire complète, afin de détruire les germes des guerres futures, "*to make the world safe for democracy*", a dit M. Wilson.

Benoît XV a, le premier, démontré la fausseté de ce raisonnement. Fort de la connaissance de l'histoire et des passions de l'humanité, le Pape a rappelé à tous cette élémentaire vérité: "Les peuples ne meurent pas: humiliés et opprimés, "ils préparent les représailles du lendemain en transmettant "de génération en génération la haine et la soif de la ven-"geance [1]." Plus tard, Sa Sainteté n'hésitait pas à conseiller à toutes les nations "*les obligatoires et nécessaires sacrifices* "*d'amour-propre et d'intérêts particuliers.*" — "Telle était" — ajoutait Benoît XV — et telle "reste l'*unique voie* pour "résoudre le monstrueux conflit suivant les règles de la jus-"tice et arriver à une paix *qui ne soit pas profitable à une* "*seule des parties mais à toutes*, et qui soit, par suite, *juste et* "*durable* [2]."

Si les peuples et les chefs d'État avaient, dès ce moment, écouté la voix du Pape, au lieu d'obéir à l'appel brutal et sanguinaire des hommes de proie, la paix serait conclue depuis un an et demi, des millions de vies auraient été épargnées, d'inénarrables misères évitées aux générations à venir. Et, qu'on ne s'y trompe pas, il faudra y venir quand même; la paix dont le pape a défini les conditions nécessaires, ce n'est pas uniquement la seule paix *juste et durable*, c'est aussi la seule paix *possible*.

C'est cette évidente vérité que lord Lansdowne a le courage de répéter, dans un langage différent de celui du Pape, plus propre peut-être à éveiller l'attention des peuples anémiés par la souffrance matérielle.

Il rappelle une parole de M. Asquith: "Nous faisons la guerre afin d'obtenir *réparation* et *sécurité*"; et il ajoute: "Les

[1] Lettre du 28 juillet 1915 (Appendice I).

[2] Lettre à S. É. le cardinal Pompili, du 4 mars 1916 (Appendice III).

deux sont essentielles; mais des deux, la sécurité est peut-être la plus indispensable." (C'était aussi, autrefois, la pensée de M. Wilson.) Aucune réparation possible et réalisable — ici, je résume — ne peut atténuer le mal commis; mais il est possible d'accroître la sécurité du monde contre un nouveau cataclysme. Par quels moyens? L'ancien ministre mentionne brièvement, et fait siennes, les mesures suggérées ou acceptées par le Pape et par tous les gouvernements, y compris les Centraux: désarmement partiel, arbitrage, renonciation aux représailles économiques, sauf contre toute nation qui refuserait d'accepter les conditions de la nouvelle société des nations. Il combat résolument le projet de *boycotter* l'Allemagne après la guerre. Avec une belle franchise, il admet que "plusieurs des *desiderata* formulés précédemment sont devenus irréalisables." Dans l'ordre des "réparations" concrètes, il fait mention de la seule Belgique et invite — dans des termes qui équivalent presque à une sommation — le nouveau congrès des Alliés à définir leurs projets de reconstitution territoriale de l'Europe.

* * *

Mais le passage le plus remarquable de ce manifeste, admirable à tous égards, c'est celui où l'éminent homme d'État jette résolument le gant aux protagonistes de la guerre à outrance. Ces paroles se recommandent à l'attention de tous nos "gagne-la-guerre", aux libéraux comme aux conservateurs, à M. Laurier comme à M. Borden:

"Nous ne perdrons pas cette guerre, dit-il, mais la pro-"longer, c'est consommer la ruine du monde civilisé", — le suicide de l'Europe chrétienne, avait dit le Pape — "c'est "alourdir le poids déjà trop lourd des souffrances de l'huma-"nité. La sécurité sera d'une valeur incalculable pour le "monde, s'il a la vitalité nécessaire pour en profiter; mais *que* "*vaudront les bienfaits de la paix à des nations tellement épuisées* "*qu'elles pourront à peine étendre le bras pour les saisir?* A "mon avis, si la guerre doit se terminer en temps utile pour "éviter une catastrophe mondiale, elle prendra fin parce que, "des deux côtés, *les peuples en conflit comprennent qu'elle a* "*déjà duré trop longtemps.*"

Que de fois, au risque de passer pour "déloyaux" et "vendus à l'Allemagne", avons-nous opposé cet argument de haute raison et de véritable humanité à la clameur imbécile ou brutale de ceux qui crient partout et sur tous les tons: "*Il faut gagner la guerre !*" On nous pardonnera le légitime sentiment de satisfaction que nous éprouvons en voyant l'un des politiques les plus avertis de l'Empire britannique et du monde nous apporter cette éclatante justification.

Lord Lansdowne affirme, avec non moins de bon sens, que l'un des principaux obstacles à la paix, c'est la conviction dans l'esprit du peuple allemand que les Alliés veulent sa complète déchéance, sinon son anéantissement, et qu'ils s'acharnent à lui imposer une forme de gouvernement contraire à ses vœux et à ses traditions.

"Le parti favorable à la paix, en Allemagne, recevrait un "immense encouragement s'il comprenait clairement: 1°, "que nous ne désirons pas l'anéantissement de l'Allemagne "*comme grande puissance;* 2°, que nous ne voulons imposer "à son peuple aucune autre forme de gouvernement que celle "de son propre choix; 3°, que, sauf le cas de légitime mesure "de guerre, nous ne désirons pas contester à l'Allemagne sa "place parmi les grandes communautés commerciales du mon- "de; 4°, que nous sommes prêts, la guerre finie, à étudier "avec les autres puissances un ensemble de problèmes inter- "nationaux... liés à la liberté des mers; 5°, que nous sommes "prêts à conclure un pacte international qui offrira d'amples "facilités pour le règlement pacifique des disputes internatio- "nales."

Telle est, dans ses termes à la fois hardis, raisonnables, concis et suffisamment indéterminés, la formule concrète de cette remarquable invite à la paix.

Chacun de ces paragraphes mériterait une étude particulière. Nous aurons l'occasion d'y revenir, si, comme tout le fait espérer, la *conversation* des chefs d'État et des peuples s'engage résolument, à la suite de cette franche invitation.

Cet espoir, lord Lansdowne l'exprime, en terminant, dans le même langage sobre, digne et net: "S'il est une fois établi "qu'il n'existe pas d'obstacle insurmontable à une entente sur

"ces points, l'horizon politique peut offrir un rayon d'espérance "à ceux qui prient, sans oser encore y croire, pour que la nou- "velle année nous apporte une paix durable et honorable."

Cet appel va éveiller un retentissant écho dans l'âme des millions d'être humains qui désirent ardemment, dans chacun des pays en guerre, la fin de l'orgie du sang. Il va aussi, c'est certain, provoquer les suprêmes efforts de tous les profiteurs de guerre, de tous les suceurs de sang. Les junkers allemands vont sans doute lui faire le même accueil que les jingos anglais ont fait, l'an dernier, aux offres de paix du chancelier d'Allemagne: "Si l'Angleterre offre la paix, crieront-ils, c'est qu'elle se sait vaincue. Continuons la lutte et nous lui imposerons nos propres conditions." Les exploiteurs de chair humaine gagneront-ils la partie cette année, en Allemagne, comme ils l'ont gagnée l'an dernier, en pays alliés? On a le droit d'espérer que non. Le grondement sourd du volcan révolutionnaire, dont l'anarchie russe n'est que la première éruption, commence à inquiéter les chefs d'État. Cette inquiétude perce la sérénité voulue du langage de lord Lansdowne. Il ne faudrait pas manquer de nombreuses occasions de rendre aux peuples la paix, avec quelque espoir de survie, pour déchaîner dans toute l'Europe une tempête de révolutions effroyables. Faute d'avoir fait à temps la "paix sans victoire", les gouvernements se verraient imposer partout la paix la plus ignominieuse et la plus dévastatrice: les armes des peuples se retourneraient, comme en Russie, contre les gouvernants et contre eux-mêmes; à la guerre internationale succéderait partout l'universelle guerre civile.

* * *

Je ne m'attarderai pas à rechercher jusqu'à quel point lord Lansdowne parle au nom du gouvernement britannique. Les démentis officieux de la presse de Londres, et plus particulièrement ceux des journaux dévoués à Lloyd George, prouvent le contraire de ce qu'ils affirment. On ne fera croire à personne que la censure anglaise, qui a supprimé depuis des mois la publicité de toutes les manifestations favorables à la paix, aurait laissé répandre dans le monde entier le texte intégral

de cette éclatante et précise invite à la paix, si elle ne répondait pas à une pensée concertée.

Qu'on rapproche de la lettre de lord Lansdowne le programme de paix de M. Asquith [1] et l'on restera convaincu qu'il se fait en Angleterre un formidable mouvement pour la paix.

Tant mieux ! Pour notre part, — nous, qu'on a tant accusés de semer la haine contre l'Angleterre — si le gouvernement britannique prend l'initiative d'une paix honorable et qu'il en poursuive sincèrement la conclusion rapide, nous serons les premiers à proclamer qu'il aura bien mérité de l'humanité.

[1] Publiée dans le *Star* du 10 novembre 1917. A noter aussi que cette longue pièce a été transmise intégralement, par fil spécial, avec l'autorisation de la censure.

Le discours de Lloyd George [1]

I *8 janvier 1918*

Est-ce la paix ou la poursuite de la guerre à outrance que fait pressentir le discours retentissant de Lloyd George? L'apparente et unanime approbation de la presse jingoe, en Angleterre et aux États-Unis, autorise, à première vue, l'interprétation la plus défavorable. Mais à qui connaît la vénale servilité de la *grande* presse, cet inquiétant appui ouvre des perspectives plus rassurantes. Si la haute finance impérialiste, dont Lloyd George est devenu l'homme-lige, est arrivée à la conclusion que la paix s'impose, que la guerre ne peut plus se poursuivre sans provoquer, à brève échéance, la révolte des peuples et l'effondrement du précaire échaffaudage de crédit qui a permis, jusqu'ici, de soutenir l'effort de guerre, on peut à coup sûr interpréter le discours du "dictateur" et l'accueil favorable de la presse impérialiste comme une évolution décisive vers la paix. Les *war-mongers* sacrifieraient volontiers d'autres millions de vies humaines à la poursuite de leur *noble* objet: la domination économique du monde; mais ils ne risqueront certainement ni leur or ni la peau de leur ventre. S'ils se croient sérieusement menacés dans leurs personnes et leurs intérêts, — et tout indique que la menace grandit rapidement — les protagonistes de la guerre à outrance n'hésiteront pas un instant à se constituer les champions d'une prompte paix. C'est pour eux, ils le savent, la seule manière d'atténuer sinon d'éviter les justes et terribles représailles qui les atteindront le jour où les peuples désabusés verront en eux les auteurs principalement responsables de cette abominable tuerie.

Cette hypothèse peut seule expliquer le discours de Lloyd George et l'accueil enthousiaste qu'il rencontre dans les milieux où l'on conspuait, il n'y a pas six semaines, la démar-

[1] Au *Central Hall*, le 5 janvier, en présence des délégués des syndicats ouvriers. Le texte intégral ou de copieux extraits en ont été publiés, dans la plupart des journaux de Montréal, le 7 janvier.

che de lord Lansdowne. Les déclarations du premier ministre ne marquent pas seulement une évolution extraordinaire vers la paix, d'autant plus significative qu'elle provient de l'homme d'État qui avait, jusqu'ici, soutenu avec le plus d'opiniâtre éclat la thèse des partisans de la guerre jusqu'au bout; elle ne se borne pas à infliger un éclatant démenti aux énergumènes qui annonçaient, il n'y a pas huit jours, que le gouvernement britannique rejetterait avec mépris les dernières avances des Centraux: à certains égards, elle va, dans le sens de la pacification, au delà des déclarations du Président des États-Unis[1], dans lesquelles on affectait de voir la réponse définitive des Alliés aux démarches du Pape et à la lettre de lord Lansdowne. Pour qui sait lire entre les lignes, il y a même, entre le discours de Lloyd George, le manifeste Lansdowne et l'appel du Pape, un remarquable accord de fond.

* * *

On se rappelle la conclusion *pratique* de la lettre de lord Lansdowne: "Le parti favorable à la paix, en Allemagne, "disait-il, recevrait un immense encouragement s'il compre-"nait clairement: 1o, que nous ne désirons pas l'anéantisse-"ment de l'Allemagne *comme grande puissance;* 2o, que nous "ne voulons imposer à son peuple *aucune autre forme de gouver-"nement que celle de son propre choix;* 3o, que, sauf le cas de "légitime mesure de guerre, nous ne désirons pas contester à "l'Allemagne sa place parmi les grandes communautés com-"merciales du monde; 4o, que nous sommes prêts, la guerre "finie, à étudier avec les autres puissances un ensemble de "problèmes internationaux... liés à la liberté des mers; 5o, "que nous sommes prêts à conclure un pacte international "qui offrira d'amples facilités pour le règlement pacifique des "disputes internationales."

Que l'on relise avec soin le discours du "dictateur", en le dépouillant des considérations de détail, des phrases à effet et des inévitables concessions aux préjugés et aux passions du moment, et l'on constatera qu'il accepte, explicitement ou

[1] Dans sa réponse au Pape, en date du 27 août 1917, analysée dans mes articles du 30 et du 31 août: *Le Pape et le Président.*

implicitement, chacune de ces conclusions. L'accord le plus significatif entre les deux hommes d'État est assurément celui qui a trait à la constitution intérieure de l'Empire d'Allemagne. On sait avec quelle rageuse et opiniâtre passion les sectaires de la "démocratie", Wilson et Lloyd George en tête, ont répété à maintes reprises que la paix ne serait jamais possible entre les champions de la *sainte* démocratie et les autocrates de "droit divin". On se rappelle le baiser d'amour que Lloyd George lui-même lançait à la Révolution russe. C'était, disait-il, "le plus grand service que la Russie avait encore rendu à la cause des Alliés." A la récente conférence de Paris, il exprimait encore cette pensée sous une forme atténuée. Six mois durant, la *grande* presse américaine et anglaise n'a cessé d'espérer, de prédire même, que la prochaine conquête de la Révolution se ferait en Allemagne et en Autriche, et que la paix, impossible à conclure avec Guillaume de Hohenzollern et Charles de Hapsbourg, se conclurait sans difficulté avec les nouvelles "démocraties" germaniques. Or, voici que le plus bruyant champion de la démocratie lâche proprement les démocrates de la Russie "régénérée" et déclare sans ambages aux impérialistes allemands et autrichiens: Vous avez tort de garder vos régimes désuets, mais, après tout, c'est votre affaire, et il y a tout de même moyen de s'entendre.

Déjà M. Wilson a tendu le rameau d'olivier à la monarchie austro-hongroise. A cette première avance, M. Lloyd George apporte un correctif; mais les réserves qu'il formule ne touchent nullement à la forme de gouvernement, ni aux assises de la monarchie, ni même au principe de l'autorité souveraine des Empereurs d'Autriche sur les multiples pays qui composent leurs domaines. Il ne remet pas même sur le tapis la récente annexion, pourtant fort discutable, de la Bosnie et de l'Herzégovine — exécutée, il est vrai, avec la connivence de la plupart des gouvernements aujourd'hui coalisés contre les "violateurs du droit international". Il se borne à suggérer, comme source et garantie de la paix future, l'extension du régime d'autonomie déjà fort largement appliqué à chacun des pays de l'empire fédéré des Hapsbourg.

* * *

L'évolution à l'égard de la Russie et de la Turquie n'est pas moins radicale. Avec ce mélange de loyauté, de cynisme et d'astuce qui fait le fond de la politique anglaise, de la sienne en particulier, le chef de la "démocratie" britannique met les Russes en garde contre les conséquences de leur acquiescement aux propositions des Allemands et des Autrichiens, mais, comme à ceux-ci, il leur dit virtuellement: "C'est votre affaire; je m'en f. . . !" D'une seule parole, il déchire l'interminable théorie de déclamations accumulées depuis trois ans sur la nécessité de faire disparaître les derniers vestiges de la puissance turque. "Nous ne combattons pas, dit-il, pour détruire l'Autriche-Hongrie, *ni pour priver la Turquie de sa capitale* ou des riches terres de l'Asie Mineure et de la Thrace où les Turcs dominent par le nombre." Il se borne à réclamer l'ouverture des Détroits sous la garantie d'une surveillance internationale et la "reconnaissance des *conditions nationales particulières — separate national conditions —*" de l'Arabie, de l'Arménie, de la Mésopotamie, de la Syrie et de la Palestine. Ce n'est donc pas l'indépendance absolue de ces pays qu'il réclame; et dans toutes ces tractations sur la question d'Orient, il accepte implicitement le concours de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Turquie.

En somme, pour tout ce qui touche à la réfection de la carte de l'Europe et de l'Asie occidentale, l'attitude du "dictateur" de l'Empire britannique n'est qu'une invite aux Empires du Centre de se compenser à l'Est des concessions à faire aux Alliés de l'Ouest. C'est ici que la situation se complique. L'évacuation de la Belgique et des régions occupées en France et en Italie ne rencontrera probablement aucune objection sérieuse en Allemagne et en Autriche. Mais il en est autrement de la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France et de l'annexion de Trieste ou du Trentin à l'Italie.

II

9 janvier 1918

Pour la première fois, le chef du gouvernement britannique se lie à fond sur la question alsacienne et, en termes

moins absolus, accorde un plein appui aux revendications des irrédentistes italiens. Si c'était là le dernier mot des gouvernements alliés, les espoirs d'une paix prochaine seraient fortement compromis.

Les réclamations de la France sur l'Alsace-Lorraine et les prétentions de l'Italie sur Trieste et le Trentin doivent s'envisager au double point de vue du droit et de la situation de fait.

En fait, ni la France ni l'Italie n'ont guère réussi, jusqu'ici, dans leurs projets de reprise, pour l'une, de conquête, pour l'autre. L'armée française n'occupe qu'une minuscule parcelle de la terre d'Alsace, rien de la Lorraine annexée. La poussée des Italiens vers le Trentin, leur principale, sinon leur unique opération militaire depuis trois ans, a lamentablement échoué. Par contre, l'ennemi occupe encore de larges portions des territoires français et italiens. Si les conditions de paix ne devaient dépendre que de la victoire finale, unique arbitre aux yeux des partisans de la guerre à outrance, la France et l'Italie auraient encore fort à faire pour libérer leurs territoires respectifs, et bien davantage pour s'emparer des provinces et des régions qu'elles convoitent. N'est-ce pas le cas d'appliquer l'observation générale de lord Lansdowne sur la tragique futilité d'une lutte à outrance? Que vaudront l'Alsace à la France, le Trentin à l'Italie, si, pour les conquérir, elles s'épuisent et se mettent dans l'impossibilité, non seulement de jouir avantageusement de leurs conquêtes, mais aussi de reprendre avant très longtemps le cours normal de leurs activités nationales? Si la conclusion immédiate de la paix garantissait l'évacuation complète de la Belgique, de la France et de l'Italie, les gouvernements français et italien seraient-ils justifiés d'imposer à leurs nationaux et d'attendre de leurs alliés les sacrifices additionnels qu'exigerait la conquête de l'Alsace-Lorraine et du Trentin?

Si la France et l'Italie étaient seules en cause, nous n'aurions pas l'impertinence de passer condamnation sur leurs motifs et leur conduite — en supposant que la masse du peuple français et du peuple italien *veuillent* vraiment ces conquêtes et que les populations qui habitent ces territoires désirent formellement être annexées à la France et à l'Italie — ce qui reste à prouver. Mais les déclarations de M. Lloyd George,

faites au nom du gouvernement britannique, du Royaume-Uni et de l'Empire tout entier, rendent le Canada solidaire des engagements pris par l'Angleterre. Dès le début de la guerre, notre gouvernement et notre parlement ont jugé à propos d'abdiquer entre les mains d'une demi-douzaine de politiciens de Londres toutes les prérogatives de la nation canadienne autonome et d'abandonner aux "dictateurs" de l'Empire l'exclusive liberté de nous lier à toutes les péripéties, à toutes les évolutions de la politique anglaise. Nous avons donc le droit et le devoir de rechercher la justification morale des engagements nouveaux que M. Lloyd George vient de prendre envers la France et l'Italie, et aussi de mesurer l'étendue des sacrifices additionnels que nous imposerait la prolongation de la lutte, aux seules fins de rendre l'Alsace à la France, de donner le Trentin à l'Italie.

* * *

Le désir de la France de rentrer en possession des provinces perdues en 1871 est assurément fort légitime; mais, à l'égard de l'Alsace au moins, les Allemands répondent, en invoquant le droit historique, que l'annexion sanctionnée par le traité de Francfort n'était qu'une revanche tardive des annexions antérieures opérées par la France aux dépens de l'ancien empire germanique.

Quant aux "droits" de l'Italie sur le Trentin, ils valent tout juste les "droits" du Canada sur les parties du territoire américain peuplées de Canadiens français émigrés. Quel accueil M. Lloyd George, M. Wilson ou M. Clemenceau feraient-ils à une démarche de M. Gouin leur demandant de faire annexer les États de la Nouvelle-Angleterre à la province de Québec, sous le prétexte que les Canadiens français éprouvent le "légitime désir de s'unir avec des populations de leur race et de leur langue"? Le même raisonnement s'applique aux réclamations de la Roumanie et de la Serbie à l'égard des territoires peuplés de leurs nationaux mais dont elles ne peuvent réclamer la possession historique. Nous, qu'on a pourtant accusés d'hérésie démocratique et de "nationalisme dangereux", n'avons jamais poussé jusque là la revendication du

principe des nationalités. Il est vrai que, tout en subordonnant les exigences du nationalisme aux principes supérieurs du droit social, nous revendiquions en même temps— avec le Pape — l'égale reconnaissance des "légitimes aspirations" de tous les peuples, des peuples spoliés par l'Angleterre autant que des peuples tyrannisés par l'Allemagne. Ce fut là notre seule et véritable "hérésie". Elle persiste. Nous continuons à penser que la paix "juste et durable" ne s'établira que si les nations qui championnent le "droit outragé" s'appliquent à elles-mêmes les principes dont elles exigent la reconnaissance par leurs ennemis.

L'Inde et l'Irlande ont assurément autant de droit à leur autonomie, et même à leur indépendance, que la Belgique, la Roumanie et la Serbie. Les Canadiens français ont plus de droits à leur "vie propre" dans tout l'étendue de la Confédération canadienne que les Français à la reprise de l'Alsace-Lorraine ou que l'Italie à la conquête du Trentin.

Mais, de même que nous n'estimons pas que l'Inde, l'Irlande ou le Québec auraient le droit de prolonger d'un jour l'agonie du monde pour faire triompher leurs revendications, nous ne pensons pas que les gouvernements alliés ont le droit de prolonger la guerre, de multiplier les hécatombes et de rendre inévitable la "catastrophe" prédite par le Pape, par lord Lansdowne et par tant d'autres, aux seules fins de réannexer l'Alsace-Lorraine à la France et de permettre à l'Italie de s'emparer des régions italianisantes de l'Autriche.

Au reste, il ne faudrait pas prendre trop à la lettre les déclarations retentissantes de M. Lloyd George à ce sujet. Dans le désordre un peu prolixe, et manifestement voulu, de son discours, il a glissé cette phrase symptômatique qui termine et gouverne toutes ses déclarations relatives à la réfection de l'Europe: "On a beaucoup parlé des arrangements que "nous avions faits avec nos alliés... Tout ce que je puis dire, "c'est que de nouvelles circonstances, tel l'effondrement de la "Russie, ayant modifié les conditions sous l'empire desquelles "ces arrangements ont été conclus, nous sommes et nous "avons toujours été prêts à les discuter de nouveau avec nos "alliés." Ceci, c'est d'abord le *lâchage* formel de la Russie. Faudrait-il en conclure qu'en parlant, l'autre jour encore, à

Paris, de l'immense "service" rendu par la Russie à la cause des Alliés, M. Lloyd George se réjouissait déjà de voir l'Angleterre dégagée de ses engagements du côté de Constantinople? C'est fort possible. Mais la partie la plus significative de ce passage, c'est l'avertissement indirect à la France, à l'Italie et aux États-Unis. Si l'on y ajoute les affirmations répétées, surabondantes, du droit des peuples de décider de leur sort, on peut en conclure que la solution offerte sera probablement la consultation des habitants de l'Alsace-Lorraine et du Trentin sur leur sort futur. Ce serait, à maints égards, la plus satisfaisante, pourvu que la consultation se fasse dans des conditions rassurantes d'impartialité et de liberté d'action.

* * *

Cette reconnaissance du droit des peuples de décider de leur sort, M. Lloyd George la pousse jusqu'à l'extrême limite. Il va jusqu'à réclamer le droit pour les tribus nègres, naguère sujettes de l'Allemagne, de régler leur situation future. De quelle manière la volonté de ces peuplades pourrait-elle se manifester? M. Lloyd George ne le dit pas. Mais ce qu'il est intéressant de noter, pour l'instant, c'est le silence complet sur la prétention des Australiens, des Néo-Zélandais et des Sud-Africains de garder leurs "conquêtes"; c'est surtout la reconnaissance éclatante d'un principe de liberté et d'indépendance que les peuples innombrables conquis ou assujettis par l'Angleterre dans toutes les parties du monde ne manqueront pas d'affirmer, tôt ou tard, à leur profit.

Somme toute, en dépit des lacunes et des incohérences qu'il renferme, et même des obstacles qu'il accentue, ce manifeste du premier ministre britannique marque l'invite la plus formelle faite jusqu'ici, du côté des Alliés, à une paix qui "ne profite pas à une seule des parties, mais à toutes" — la seule paix "juste et durable" appelée par le Pape.

Au lendemain de la louable démarche de lord Lansdowne, j'écrivais que "si le gouvernement britannique prend l'initiati-"ve d'une paix honorable et qu'il en poursuive sincèrement la "conclusion rapide, nous serons les premiers à proclamer qu'il "aura bien mérité de l'humanité." C'est, aujourd'hui comme hier, notre sentiment inaltérable et notre vœu le plus ardent.

Le message du président[1]

I *10 janvier 1918*

Le message de M. Wilson au Congrès marque, plus encore que le discours de M. Lloyd George, une nouvelle étape vers la paix. Les deux chefs d'État se sont évidemment entendus avant de parler. Leur accord est particulièrement marqué sur les points où l'évolution de leur attitude à l'égard de l'Allemagne est plus soudaine et plus complète. Ils s'appuient l'un sur l'autre pour faire face aux objections qui pourraient surgir des milieux où ils ont contribué davantage, dans le passé, à aviver les passions démagogiques et les haines de race. Puissent-ils réparer tout le mal qu'ils ont fait! Sur les points où leurs avis divergent, le président de la république américaine dépasse le premier ministre britannique dans la voie de la conciliation. Évidemment, l'Anglais s'est chargé de porter le premier coup, et l'Américain le relance. Tant mieux!

M. Wilson s'est enfin décidé à mettre une sourdine à sa lubie de faire le bonheur des peuples en leur imposant, bon gré mal gré, les "bienfaits" de la démocratie. Lui qui proclamait naguère son inaltérable détermination de ne mettre bas les armes que le jour où "l'autocratie" aurait disparu du monde en général et de l'Allemagne en particulier, il proteste maintenant qu'il ne songe pas "à *suggérer* [à l'Allemagne] la moindre altération ou modification de ses institutions." Il n'y met pas même la note sardonique de Lloyd George sur "l'anachronisme" du régime impérial. Il se borne à dire que la paix n'est possible que si les conditions, du côté de l'Allemagne, en sont acceptées et ratifiées par une majorité du Reichstag. Il fait plus. Il accepte carrément l'attitude des partis allemands favorables à la paix comme une suffisante expression de la volonté populaire. Il se réfère, en l'approuvant, à la démarche partiellement victorieuse tentée, en juillet dernier,

[1] Du 8 janvier 1918, publié le lendemain, dans le *Devoir* et dans la plupart des journaux.

par M. Erzberger, leader du Centre. Il loue l'inspiration générale des propositions de paix formulées par le comte Czernin. Tout ce qu'il rejette, ce sont les applications de fait suggérées par les hommes de guerre, comme préliminaires des pourparlers de Brest-Litovsk.

La portée de cette évolution dans l'attitude du Président est immense. Pour s'en rendre compte, il suffit de se remémorer ses déclarations antérieures, les tirades de la presse jingoe, anglaise et américaine, sur "l'hypocrisie" de la proposition Erzberger et des déclarations du comte Czernin. Il ne faut pas perdre de vue, non plus, que le gouvernement actuel, en Allemagne, est né de la crise provoquée par M. Erzberger et que le nouveau chancelier, Hertling, ancien chef du Centre, catholique comme Erzberger, appartient à la même école et professe les mêmes opinions.

Il est donc rigoureusement exact de dire que le Président des États-Unis tend la main au gouvernement allemand et lui offre de conclure la paix, pourvu que cette paix se fasse dans le sens des principes préconisés et des concessions suggérées par les hommes qui gouvernent actuellement toute la politique des Centraux. Nous sommes loin, on le voit, des jours où M. Wilson faisait appel aux éléments révolutionnaires d'Allemagne et ne leur laissait entrevoir la paix que comme prix du renversement de la monarchie.[1]

Comme le premier ministre britannique, le Président s'abstient, pour la première fois, de toute tirade déclamatoire sur la "barbarie" des Germains. C'est symptômatique.

* * *

A l'égard de l'Autriche, M. Wilson observe la même modération, conforme du reste à son attitude antérieure. Comme M. Lloyd George, il se borne à demander que les peuples divers qui composent la Double Monarchie jouissent "de la plus ample opportunité de développer leur autonomie — *the freest opportunity of autonomous development.*" Exactement, entre parenthèses, ce que réclament les Irlandais, les Boers, les

[1] Voir les articles ci-dessus sur *le Pape et le Président;* et aussi, ma brochure sur l'*Intervention américaine, ses motifs, son objet, ses conséquences.*

Indous... et nous-mêmes. Il se sert de termes absolument identiques pour les nationalités jusqu'ici soumises à la domination de Constantinople; mais, comme M. Lloyd George, il déclare hautement que la souveraineté ottomane sur les pays turcs doit être maintenue.

En tout ce qui touche à l'indépendance de la Pologne, à l'évacuation de tous les territoires envahis de part de d'autre, à l'entière restauration de la Belgique, il parle dans le même sens que Lloyd George, que Czernin, que les Bolsheviki. Pour la Pologne et la Serbie, il réclame en outre, "un accès libre et sûr à la mer", ce qui n'implique nullement — le commentaire officieux de Washington le signale — une extension de frontières ou une annexion de territoire, mais un simple droit de passage, comme celui dont les Allemands jouissent par l'Escaut ou les bouches du Rhin, ou les Américains par le Saint-Laurent.

Sur la question de l'Alsace et du Trentin, il s'exprime avec plus de circonspection que M. Lloyd George: "Le tort causé à la France, en 1871... doit être *réparé — should be righted.*" Ceci laisse la porte ouverte à toute forme de compensation et n'implique pas rigoureusement la ré-annexion. La distinction est d'autant plus significative que cette suggestion est formulée dans le paragraphe même qui stipule que les régions actuellement occupées par les armées allemandes en France "doivent être *évacuées — should be freed.*"

Sur les prétentions de l'Italie irrédentiste, il s'exprime avec la même vague prudence: "Un rajustement des frontières "de l'Italie devrait être effectué *selon les lignes nettenent "reconnaissables des nationalités — along clearly recognizable "lines of nationality.*"

Dans l'un comme dans l'autre cas, le mode de règlement suggéré par le Président exclut l'idée d'annexion par droit de conquête et entraîne forcément des tractations diplomatiques, précédées ou sanctionnées par le libre acquiescement des populations dont le sort est en jeu. C'est, en somme, le remède suggéré par le Souverain Pontife. [1]

[1] Ceci ne veut pas dire que la pensée du Pape et celle du Président soient absolument identiques, quant au mode et à l'étendue du règlement de ces deux questions. Ce que j'ai voulu dire, c'est que le Président, comme le Pape, considère que ces deux problèmes doivent faire l'objet d'un accord amiable entre les puissances intéressées — au lieu d'être résolus

Je me suis suffisamment expliqué, hier, sur ces deux problèmes très épineux, auxquels tient peut-être toute la question de paix ou de guerre, à l'heure actuelle. Il n'y a pas lieu d'y revenir. Toutefois, le principe — si principe il y a — posé par M. Wilson à l'égard des prétentions italiennes ouvre des perspectives d'avenir qui intéressent particulièrement le Canada. Examinons un instant cet aspect de la question.

* * *

La base des réclamations italiennes sur Trieste et le Trentin repose, en somme, sur l'unique fait de la migration d'un certain nombre d'Italiens qui ont fait souche dans ces antiques possessions de l'Autriche. Aucun homme d'État, aucun juriste, aucun historien consciencieux, n'oserait prétendre que l'éphémère domination de la république vénitienne sur sur le littoral oriental de l'Adriatique, encore moins que l'arbitraire annexion du Trentin au royaume d'un jour constitué par Napoléon pour son beau-fils, Eugène de Beauharnais, constituent des titres sérieux que l'Italie contemporaine puisse invoquer.

La reconnaissance du "droit" de l'Italie à ces pays implique donc le "droit" de toute nation aux régions limitrophes où ses habitants peuvent émigrer. Ce sera, en toute probabilité — on peut dire en toute certitude, — l'exacte situation de nos provinces agricoles de l'Ouest. D'ici quelques années, elles seront en majorité peuplées d'Américains et de fils d'Américains. Si l'Angleterre et le Canada acquiescent à la solution suggérée par M. Wilson pour satisfaire les prétentions de l'Italie irrédentiste, qu'aurons-nous à dire le jour où il prendra fantaisie au gouvernement de Washington de réclamer la

---

par la conquête — et qu'il faut tenir compte du sentiment des populations dont le territoire est en dispute autant que des exigences de la paix générale. Du reste, voici le passage de la note pontificale qui s'y réfère: «Pour ce «qui regarde les questions territoriales, comme par exemple celles qui sont «débattues entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Allemagne et la France, «il y a lieu d'espérer *qu'en considération des avantages immenses d'une «paix durable* avec désarmement, les parties en conflit voudront *les examiner «avec des dispositions conciliantes*, tenant compte, dans une mesure juste et «possible, ainsi que nous l'avons dit autrefois, des *aspirations des peuples*, «et, à l'occasion, *en faisant coordonner les intérêts particuliers avec le bien «général de la grande société humaine.*»

"rectification" de nos frontières "selon les lignes nettement reconnaissables des nationalités" canadienne et américaine? N'oublions pas qu'en appuyant les prétentions de l'Italie, M. Wilson reprend la tradition d'une politique qui a permis aux États-Unis de "rectifier" les frontières du Mexique de manière à s'emparer des territoires actuels du Texas, du Nouveau-Mexique, du Nevada, de la Californie, de l'Arizona. Mais à quoi bon suggérer à nos "sauveurs d'empire" d'apprendre l'histoire et de prévoir l'avenir? Leur *éducation pratique* les met à l'abri de ces préoccupations. D'ailleurs, le "salut de l'Empire", le triomphe de l'unionisme et les profits de la guerre valent bien les risques de mort ou de mutilation qu'ils apportent à la nationalité canadienne!

II

11 janvier 1918

Nous avons signalé, hier, les points d'accord entre le Président des États-Unis et le "dictateur" de l'Empire britannique. Examinons maintenant les divergences; c'est par là surtout que le manifeste du Président marque une avance vers la paix.

La première et la plus remarquable de ces divergences, c'est l'attitude à l'égard de la Russie. Loin de *lâcher* la nouvelle "démocratie", comme le chef du gouvernement britannique le fait si prestement, le Président des États-Unis s'en constitue le protecteur sympathique. Non seulement réclame-t-il l'évacuation complète de tous les territoires russes occupés par les Allemands; il va infiniment plus loin: il approuve avec enthousiasme les aspirations du peuple russe vers la paix générale et n'apporte aucune restriction aux conditions que le gouvernement bolshevik a posées. Si l'on rapproche cette attitude de la distinction si nette établie par M. Wilson entre les propositions de paix d'Erzberger et de Czernin et les exigences des militaristes et des junkers allemands, une seule conclusion s'impose: le Président des États-Unis est prêt à accepter comme base de la paix mondiale l'accord qui pourra s'établir entre le gouvernement actuel de Petrograd et les gouvernements de Berlin et de Vienne, pourvu que ceux-ci

résistent aux suggestions des extrémistes de leurs pays respectifs.

L'analyse et la synthèse du message présidentiel accentue cette conviction. Qu'on examine attentivement l'ordre des articles soigneusement numérotés dans lesquels M. Wilson a consigné son programme de paix; qu'on tienne compte surtout des préliminaires qui en déterminent le sens et la portée, et des propositions générales qui en subordonnent l'application, et l'on se rendra compte de l'avance considérable de l'attitude du Président sur celle du chef de la nation britannique.

* * *

Les lecteurs du *Devoir* se rappellent peut-être quelques observations faites, au moment de l'entrée des États-Unis dans la guerre, sur les mobiles et les objectifs principaux de M. Wilson[1]. "D'ores et déjà", écrivais-je le 12 mai, "l'on peut "être certain qu'il a départagé, dans son esprit, les conditions "de paix qu'il se propose d'*exiger* et celles qu'il se bornera à "*proposer*", ou à suggérer, aurais-je dû écrire. Au premier rang des conditions *nécessaires*, "M. Wilson classe", ajoutais-je d'après des renseignements sûrs, "la liberté des mers, "l'accord international et la démocratisation des gouverne-"ments". Son dernier discours démontre la justesse de ce pronostic. Contrairement à M. Lloyd George, il encadre ses réclamations ou ses suggestions de faits dans des principes d'application générale, qu'il énonce et commente avec une grande vigueur, presque avec éloquence.

Dans le premier article de son programme, il réclame des "contrats publics de paix" — *open covenants of peace* — et la suppression de toute diplomatie secrète. En ceci, il rejoint les socialistes anglais et frappe à sa base même tout le système qui a précédé et préparé le cataclysme actuel. Il fait davantage: il stigmatise implicitement les accords secrets conclus pendant la guerre entre l'Angleterre, la Russie, la France et l'Italie, et dont la révélation a tant fait pour déchirer le voile d'hypocrisie derrière lequel les champions "désintéressés" de

[1] Dans l'un des articles reproduits dans ma brochure: l'*Intervention américaine, etc.*

la "civilisation supérieure" abritaient leurs convoitises. La leçon ne sera pas perdue. Elle a évidemment inspiré le demi-désaveu dont M. Lloyd George a frappé ce honteux produit de la diplomatie secrète.

Le deuxième article réclame "la liberté absolue de la navigation en haute mer,.. . en temps de paix ou de guerre". C'est l'éclatante réaffirmation de la politique séculaire des États-Unis, si obstinément combattue par l'Angleterre[1].

Le troisième article préconise la paix économique et, "autant que possible, la suppression de toutes les barrières économiques". C'est le désaveu de tous les projets de représailles, après la guerre, projets auxquels notre gouvernement a eu la malencontreuse idée de s'associer, à Paris, par l'entremise de sir George Foster.

Le quatrième article stipule que des "garanties efficaces devront être données et acceptées pour réduire les armements au minimum exigé par la sécurité intérieure" des pays.

Le cinquième article exige "le règlement libre, sans parti-pris et absolument impartial, *de toutes les réclamations coloniales*", sans distinction des colonies allemandes, anglaises ou françaises; et ce règlement devra s'opérer en tenant un *égal compte* — *equal weight* — de l'intérêt des populations et du droit équitable des gouvernements. C'est à la fois beaucoup plus large et plus sûr que le plébiscite des tribus nègres suggéré par M.Lloyd George pour les seules colonies allemandes.

* * *

Ces cinq stipulations d'application générale précèdent, je le répète, et gouvernent toutes les autres suggestions particulières. Et afin de ne laisser aucun doute sur l'esprit qui les a dictées, M. Wilson ajoute ce commentaire significatif: "En formulant ces essentielles rectifications des torts commis "et ces assertions de droit, nous nous sentons en intime com-"munauté [d'opinion ou de sentiment] avec t*ous les gouver-*"*nements* et tous les peuples unis ensemble contre les Impé-"rialistes[2]." Et comme pour ne laisser subsister aucun doute

[1] Aussi cette suggestion du président a-t-elle été fort mal accueillie par la presse anglaise.

[2] Non seulement contre les impérialistes allemands, mais contre les impérialistes de tous les pays.

sur la tendance pacifiante de ses propositions, M. Wilson lance hardiment l'invite à l'Allemagne. Il la convie à se joindre à ce programme de réfection mondiale sans rien sacrifier de sa grandeur, de ses aspirations, de son régime même, pourvu qu'elle renonce à toute idée de domination et se contente d'une "place égale parmi les nations du monde". Vient ensuite le passage significatif, cité hier, où le président se défend même "de suggérer [à l'Allemagne] la moindre altération ou modification de ses institutions."

On est loin, on le voit, des arrogantes sommations au peuple allemand de se "démocratiser", plus loin encore des clameurs enragés des "mangeurs de feu" qui avaient juré de ne mettre bas les armes que le jour où, l'Allemagne anéantie, ses ennemis s'en partageraient les dépouilles: flottes, colonies, industries, commerce, etc.

Qu'on ne voie pas, dans ses observations, le puéril désir de narguer les louables efforts d'un homme d'État éminent qui cherche à réparer les désastres qu'il était peut-être impuissant à empêcher. Loin de là. Avec tous ceux qui souhaitent ardemment la pacification du monde, nous nous réjouissons de cette salutaire évolution. Mais nous avons bien le droit de la souligner, pour la justification morale de ceux qui n'ont cessé de tenir tête à la fureur des *war-mongers* et de préconiser la paix vers laquelle le monde s'achemine, malgré leur opposition.

Triomphe et justification du Pape

Le monde saura-t-il en profiter ?

12 janvier 1918

En étudiant la réponse du Président des États-Unis à la dernière note du Souverain Pontife, j'avais signalé l'étrange contradiction par laquelle M. Wilson, d'accord avec Benoît XV sur les principes généraux qui devraient présider à l'accord des nations et même sur la plupart des remèdes particuliers à appliquer aux maux actuels, repoussait avec une si incroyable désinvolture les sages avis du Pape. La principale cause de cette contradiction, je la localisais dans la "lubie démocratique" de M. Wilson [1]. Le dernier discours du président justifie singulièrement cette appréciation.

Maintenant qu'il lâche sa lubie et qu'il renonce à "démocratiser" de force l'Allemagne et l'Autriche, M. Wilson tombe d'accord avec Benoît XV sur presque tous les points de droit et de fait.

Dans la lettre de lord Lansdowne, nous avons également retracé l'accord de fond avec la pensée et les conseils salutaires du Souverain Pontife. Après avoir rappelé le touchant appel que Sa Sainteté avait fait entendre dès mars 1916 — et ce n'était pas le premier — j'ajoutais: "Si les peuples, et les "chefs d'État avaient, dès ce moment, écouté la voix du Pape, "au lieu d'obéir à l'appel brutal et sanguinaire des hommes "de proie, la paix serait conclue depuis un an et demi... Et "qu'on ne s'y trompe pas, il faudra y venir quand même: la "paix dont le Pape a défini les conditions nécessaires, ce n'est "pas uniquement la seule paix *juste et durable*, c'est aussi la "seule paix *possible* [2]."

[1] *Le Pape et le président* — articles du 30 et du 31 août 1917.

[2] *Le manifeste Lansdowne* — article du 1er décembre 1917.

De cette vérité les preuves éclatantes se multiplient et se précipitent. A mesure que les gouvernements cherchent à se rapprocher, à travers et au-dessus des multiples obstacles que la cupidité, la haine et le mensonge ont amoncelés, ils sont forcés d'emprunter davantage au programme de paix du Souverain Pontife. Ils en arrivent même à recourir au mode de négociation qu'il leur a suggéré.

* * *

Dès le mois de juillet 1915, le Pape protestait contre le brutal cri de violence qui s'élevait dans tous les pays en guerre: "Il est faux, écrivait-il, que cet immense conflit ne peut se "terminer que par la violence des armes... L'équilibre et le "progrès du monde, la sécurité et la paix des nations reposent "sur la bonne foi mutuelle, sur le respect de chacun pour le droit "et la dignité d'autrui, plus que sur la multitude des armées "et le rempart formidable des forteresses."

A ceux qui prétendaient assurer une paix durable par l'écrasement de l'ennemi, il faisait entendre cette parole, aussi vraie selon la politique humaine qu'inspirée de l'équité chrétienne: "Rappelez-vous que les peuples ne meurent pas: "humiliés et opprimés, ils préparent les représailles du lende-"main en transmettant de génération en génération la haine "et la soif de la vengeance." — "Que ne pesez-vous", disait-il aux chefs d'État, "avec une conscience sereine les droits et les justes aspirations des peuples?"

En décembre 1915, il revenait à la charge et indiquait "l'unique moyen qui puisse amener promptement la fin de cette "épouvantable conflagration." Il suggérait que "dans un "échange d'idées, direct ou indirect, les aspirations de chacun "soient enfin exposées clairement avec une volonté sincère et "une conscience sereine et dûment examinées, en éliminant "les prétentions injustes et les *impossibilités*... Il est absolu-"ment nécessaire que, d'un côté comme de l'autre des belli-"gérants, on cède sur quelques points et qu'on renonce à "quelques avantages espérés; et chacun devrait consentir "de bon gré des concessions, même au prix de certains sacrifi-"ces, pour ne pas assumer devant Dieu et devant les hommes

"l'énorme responsabilité de la continuation de ce massacre "sans exemple."

En mars 1916, il réitérait ses conseils à la fois angoissés et sereins; il adjurait de nouveau les gouvernants "d'exposer "une bonne fois avec clarté, d'une manière directe ou indirecte, "les désirs de chacune des parties et de tenir compte, *dans la* "*mesure du juste et du possible*, des aspirations des peuples, "acceptant au besoin, en faveur de l'équité et du bien commun "des nations, *les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-* "*propre et d'intérêts particuliers*."

"Telle était et telle reste", ajoutait-il avec cette autorité suave que donne l'exercice du suprême magistère des âmes, "l'unique voie pour résoudre le monstrueux conflit suivant les "règles de la justice et arriver à une paix *qui ne soit pas profi-* "*table à une seule des parties mais à toutes*, et qui soit, par suite, "juste et durable."

Que tout cela était vrai, fort, juste et infiniment plus *pratique* que tous les conseils de la haine, les efforts de la force brutale et les roueries de l'astuce diplomatique!

Voici deux ans et demi que la première de ces paroles a été prononcée, plus de deux ans que le second appel a été lancé, vingt-deux mois que la définition de la seule paix "juste et durable" a été donnée par la plus haute autorité morale, et la plus désintéressée, du monde. Les gouvernants sont restés sourds, les peuples ont continué de s'entre-tuer, les catholiques eux-mêmes n'ont pas eu le courage de faire écho à la parole du pape. En sont-ils plus avancés? Des millions d'hommes ont péri; d'autres millions sont mutilés pour la vie; des pays entiers ont été dévastés; des trésors d'art ont été anéantis; la famine et la banqueroute menacent le monde. Et il faut tout de même y venir. Les chefs d'État sont enfin amenés à "exposer avec clarté les aspirations de chacun", à peser, non pas hélas! avec une "conscience sereine" mais, espérons-le, avec une conscience repentante, les "droits et les justes aspirations des peuples"; chaque nation commence à comprendre qu'elle doit faire "les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers".

* * *

Forcés tous de venir à Canossa, peuples et chefs d'État auront-ils la grandeur d'âme, le courage et le bon sens nécessaires pour appeler dans leurs conseils de pacification le seul homme qui ne les a pas trompés, le seul qui leur a, sans défaillance, indiqué la voie de la justice et du salut ?

Pour obtenir le concours de l'Italie, les gouvernants de la France, de l'Angleterre et de la Russie s'étaient, paraît-il, engagés par un honteux marché à exclure du congrès de la paix la seule autorité capable de pacifier le monde. Ils s'efforcent aujourd'hui de désavouer ce pacte d'infamie, qui leur a d'ailleurs fort peu profité. Ce n'est pas suffisant. La seule "réparation" de leur crime et de leur folie — et c'est eux et le monde, et non le Pape, qui en profiteraient — ce serait d'appeler le Souverain Pontife à présider le congrès qui déterminera les conditions de la paix "juste et durable" et les bases de la future société des nations.

Qu'on ne s'y trompe pas: si les uns repoussent l'intervention du Pape en prétextant qu'il veut favoriser l'Allemagne et l'Autriche, et les autres parce qu'ils craignent qu'il ne ménage trop la France, la Belgique ou la Pologne, ni les uns ni les autres n'atteindront tout de même leurs desseins.

Que la paix se fasse demain, ou que les nations, obstinées à leur perte, poursuivent leur œuvre de suicide et de dévastation, ce n'est ni la paix allemande, ni la paix française, ni la paix anglaise, ni la paix américaine, ni la paix impérialiste, ni la paix démocratique, qui mettra fin au massacre: ce sera la paix chrétienne, ou la révolution sociale.

La paix véritablement chrétienne, on ne peut pas l'espérer dans son entier. Le schisme grec, l'anarchie protestante et la Révolution française — les trois grands crimes que la chrétienté expie en ce moment — ont rompu le lien moral des sociétés chrétiennes, brisé l'accord complet entre les principes d'autorité et les principes de liberté, détruit la base du droit commun des peuples. On ne peut donc espérer que le Pape, que la Papauté, reprenne dès maintenant dans le monde son rôle salutaire et bienfaisant d'arbitre des nations. Mais si un trop grand nombre de peuples se refusent à accepter l'autorité

dogmatique et disciplinaire du Saint Siège, du moins a-t-on le droit d'espérer que tous, chefs d'État et nations, éclairés par l'effroyable banqueroute de leurs systèmes et de leurs théories, par l'impuissance désastreuse de leur diplomatie et de leurs armées, auront le suprême bon sens de réclamer l'assistance morale et l'impartial arbitrage de l'autorité la plus haute et la plus humble à la fois qui soit au monde.

Le monde a plus que jamais besoin du Pape — non seulement pour l'aider à faire cesser le massacre actuel et rétablir l'accord entre les nations; mais aussi, et surtout, pour empêcher le conflit plus effroyable encore qui se prépare, dans chaque nation, entre les bourreaux et les victimes, entre les profiteurs et les martyrs de la guerre, entre les repus et les affamés.

Si les peuples chrétiens ne s'empressent de demander à la seule société morale qui ne se soit pas laissé réduire au rôle de secte débilitante et effritée, ou d'institution politique et étroitement nationale, la sève reconstituante qui leur rendra la vie, ils tomberont à brève échéance sous le joug de l'internationalisme sans religion, sans morale, sans principe directeur. Et l'état du monde, comme celui du possédé de l'Évangile, sera pire qu'auparavant.

Appendices

I

Lettre de Sa Sainteté Benoît XV

"aux peuples belligérants et à leurs chefs"[1]

Lorsque Nous fûmes appelé, quoique sans mérite, à succéder sur le trône apostolique au pape Pie X, dont la vie juste et bienfaisante a été abrégée par la douleur causée par la lutte fratricide qui venait d'éclater en Europe, Nous éprouvâmes aussi, en jetant un regard craintif vers les champs de bataille ensanglantés, le déchirement d'un père qui voit sa maison ravagée et rendue déserte par un orage furieux. Nous songeâmes avec une douleur inexprimable à Nos jeunes fils fauchés par la mort! Nous ressentîmes, dans un cœur agrandi par la charité chrétienne, toute l'effroyable douleur des mères et des épouses rendues veuves avant le temps, tous les pleurs des enfants, privés trop tôt de leur guide paternel.

Participant dans Notre âme à la crainte angoissée d'innombrables familles et comprenant bien les devoirs impérieux qui Nous sont imposés par la mission de paix et d'amour qui Nous a été confiée dans ces jours si tristes, Nous conçûmes aussitôt la ferme intention de consacrer toute Notre activité et tout Notre pouvoir à réconcilier les peuples en guerre. Nous en fîmes même la promesse solennelle au divin Seigneur qui a voulu au prix de son sang rendre tous les hommes frères. Les mots de paix et d'amour furent les premiers que Nous adressâmes aux nations et à leurs chefs comme pasteur suprême des âmes.

Notre conseil affectueux et insistant de père et d'ami ne fut pas écouté. Cela augmente Notre douleur, mais n'ébranle pas Notre résolution. Nous continuâmes à Nous adresser avec confiance au Tout-Puissant, qui tient dans ses mains les esprits et les cœurs, aussi bien des sujets que des rois, implorant de lui la cessation de l'immense fléau. A Notre humble, mais chaleureuse prière, Nous voulûmes associer tous les fidèles, et, pour la rendre plus efficace, Nous eûmes soin qu'elle fût accompagnée des œuvres de pénitence chrétienne.

Aujourd'hui, à ce triste anniversaire du jour où a éclaté ce terrible conflit, s'échappe plus ardent de Notre cœur le vœu que la guerre se termine

[1] A l'occasion du premier anniversaire de la guerre Cette lettre a été rédigée en italien. *Le Devoir* en avait publié, le 2 août 1915, une traduction faite d'après la version anglaise télégraphiée au Canada. Le texte reproduit ici est celui que la *Croix* (de Paris) a publié le même jour (2 août 1915).

bientôt. Nous élevons davantage la voix pour pousser le cri paternel de paix. Puisse ce cri, dominant l'effroyable bruit des armes, atteindre les peuples belligérants et leurs chefs, les disposant les uns et les autres à des intentions plus douces et plus sereines.

Au nom du Dieu saint, au nom du Père et Seigneur du ciel, au nom du sang béni de Jésus, prix du rachat de l'humanité, Nous conjurons les nations belligérantes, devant la Providence divine, de mettre fin désormais à l'horrible carnage qui, depuis une année, déshonore l'Europe. C'est un sang de frères qu'on répand sur la terre et sur les mers. Les régions les plus belles de l'Europe, ce jardin du monde, sont semés de cadavres et de ruines. Là où il y a peu de temps l'action des usines et le travail fécond des champs s'épanouissaient, le canon tonne maintenant d'une manière effroyable, et, dans sa rage de démolition, n'épargne ni les villages ni les villes, et sème partout les ravages et la mort.

Vous qui portez devant Dieu et devant les hommes la terrible responsabilité de la paix et de la guerre, écoutez Notre prière, écoutez la voix paternelle du Vicaire du Juge éternel et suprême à qui vous devrez rendre compte de vos entreprises publiques comme de vos actions privées. Les richesses abondantes que le Dieu créateur a données à vos terres vous permettent de continuer la lutte, mais à quel prix, répondent les milliers de jeunes vies qui s'éteignent chaque jour sur les champs de bataille; mais à quel prix, répondent les ruines de tant de villes et de villages, tant de monuments dus à la piété et au génie des aïeux, les larmes amères versées dans le secret des foyers domestiques et au pied des autels! Ne répètent-elles pas aussi que le prix de la prolongation de la lutte est grand, trop grand!

Et l'on ne peut pas dire que l'immense conflit ne peut se terminer sans la violence des armes. Qu'on abandonne cette folie de destruction et qu'on réfléchisse que les nations ne périssent pas. Humiliées et opprimées, elles portent en frémissant le joug qui leur est imposé et préparent leur revanche, transmettant de génération en génération un triste héritage de haine et de vengeance.

Pourquoi ne pas peser dès maintenant, avec une sereine conscience, les droits et les justes aspirations des peuples? Pourquoi ne pas entamer de bonne volonté un échange direct ou indirect de vues ayant pour but de tenir compte dans la mesure du possible de ces droits et aspirations, et aboutir ainsi à mettre fin à cette lutte terrible, comme cela est arrivé autrefois dans des circonstances pareilles?

Qu'il soit béni celui qui, le premier, élèvera une branche d'olivier et tendra la main à l'ennemi en lui offrant des conditions raisonnables de paix! L'équilibre du monde, le progrès, la sécurité, la tranquillité des nations reposent sur la bienveillance mutuelle et sur le respect des droits et de la dignité d'autrui bien plus que sur le nombre des armées et sur les formidables enceintes des forteresses.

C'est un cri de paix qui s'échappe le plus haut de Notre âme dans ce triste jour, et Nous invitons les amis sûrs de la paix dans le monde à Nous

tendre la main pour hâter la fin de la guerre qui, depuis un an, a transformé l'Europe en un vaste champ de bataille.

Que Jésus miséricordieux, par l'intermédiaire de la Mère des douleurs, fasse enfin surgir après l'effroyable tempête l'aube radieuse et tranquille de la paix, image de son visage divin. Que les hymnes de reconnaissance au Très-Haut, auteur de tout bien, retentissent bientôt.

Souhaitons la réconciliation des États. Que les peuples redevenus frères reviennent aux pacifiques travaux des études, des arts et de l'industrie. Qu'une fois l'empire du droit rétabli, ils décident de confier dorénavant la solution de leurs différends, non plus au tranchant de l'épée, mais aux raisons de justice et d'équité étudiées avec le calme et la pondération nécessaires. Ce sera là leur conquête la plus belle et la plus glorieuse.

Dans la confiance que l'arbre de la paix revienne bientôt réjouir le monde de ses fruits si désirables, Nous donnons Notre bénédiction apostolique à tous ceux qui forment le troupeau mystique qui Nous est confié, de même qu'à ceux qui n'appartiennent pas encore à l'Église romaine. Nous prions le Seigneur de les unir à Nous par les liens d'une parfaite charité.

Donné à Rome, au Vatican, le 28 juillet 1915.

BENOÎT XV, Pappe.

II

Allocution de Sa Sainteté Benoît XV

au Consistoire secret du 6 décembre 1915[1]

A n'en pas douter, mes Vénérables Frères, les difficultés qui Nous ont empêché jusqu'ici de convoquer le Sacré Collège vous sont bien connues, et s'il Nous est donné aujourd'hui enfin de vous revoir nombreux dans cette noble enceinte, ce n'est pas que ces difficultés soient allées en diminuant, mais c'est parce que Nous avons craint qu'un plus long retard ne fût au détriment de la bonne marche des affaires de la Curie romaine.

Nombreux sont en effet les vides qui se sont produits successivement durant l'année dernière ou au cours de celle-ci, dans les rangs du Sacré Collège, et si en tous temps le Pontife romain eût douloureusement ressenti la perte de conseils éclairés et fidèles, la peine en a été d'autant plus vive pour Nous qui devions assumer le gouvernement de l'Église dans une période des plus critiques de l'histoire.

Assurément, malgré les immenses ruines qui se sont déjà accumulées durant le cours de seize longs mois, malgré que croisse dans les cœurs le désir de la paix et que vers la paix soupirent avec larmes un si grand

[1] Texte publié dans le *Devoir* du 31 décembre 1915.

nombre de familles, malgré que Nous ayons recours à tous les moyens capables en quelque manière de hâter la paix et de calmer les discordes, Nous n'en voyons pas moins cette guerre fatale sévir avec fureur sur mer et sur terre; et, d'autre part, la malheureuse Arménie est menacée d'une ruine dernière, d'une ruine complète.

La lettre même qu'à l'anniversaire du début de la guerre Nous adressions aux peuples belligérants et à leurs chefs, bien qu'elle ait rencontré un accueil plein de respectueuse déférence, n'a pas cependant produit les effets bienfaisants qu'on en pouvait attendre. Vicaire ici-bas de Celui qui est le Roi pacifique, le Roi prince de la paix, Nous ne pouvons ne pas Nous émouvoir toujours davantage des malheurs d'un si grand nombre de Nos fils, non plus que cesser d'élever continuellement Nos bras suppliants vers le Dieu des miséricordes, le conjurant de tout notre effort de daigner mettre enfin par sa puissance un terme à ce sanglant conflt.

Et tandis que, autant qu'il est en Notre pouvoir, Nous Nous employons à en alléger les douloureuses conséquences par des mesures opportunes, qui sont bien connues de vous, Nous Nous sentons porté, par le devoir de notre charge apostolique, à insister de nouveau sur l'unique moyen qui puisse amener promptement la fin de cette épouvantable conflagration.

Pour préparer la paix telle qu'elle est ardemment désirée par l'humanité tout entière, la voie qui peut vraiment conduire à cet heureux résultat est celle qui a déjà été expérimentée et qui a été jugée bonne en de semblables circonstances, celle que Nous rappelions dans notre lettre de juillet dernier, à savoir que, dans un échange d'idées direct ou indirect, les aspirations de chacun soient enfin exposées clairement avec une volonté sincère et une conscience sereine, et dûment examinées, en éliminant les prétentions injustes et les impossibilités, et en tenant compte, au besoin, au moyen de compensations et d'accords équitables, de ce qui est juste et possible.

Naturellement, dans les controverses des parties en cause, comme dans toutes les controverses humaines, il est absolument nécessaire que, d'un côté comme de l'autre des belligérants, on cède sur quelque point et qu'on renonce à quelques-uns des avantages espérés, et chacun devrait consentir de bon gré des concessions, même au prix de certains sacrifices, pour ne pas assumer devant Dieu et devant les hommes l'énorme responsabilité de la continuation de ce massacre sans exemple, tel que, s'il se prolongeait encore, il pourrait bien marquer pour l'Europe le signal de sa déchéance du degré de civilisation et de prospérité où l'avait élevée la religion chrétienne.

Tels sont les sentiments qui Nous animent à l'égard de cette guerre considérée dans les relations mutuelles des peuples qui s'y trouvent malheureusement engagés.

Si, d'un autre côté, Nous considérons les inconvénients qui dérivent du conflit européen en ce qui concerne la cause catholique et le Saint-Siège, chacun voit combien ils sont graves, combien ils lèsent la dignité du Pontife romain; déjà, à plusieurs reprises, suivant les traces de Nos prédécesseurs, Nous avons déploré la condition du Souverain Pontife, qui est telle qu'elle ne lui laisse pas cette pleine liberté qui lui est absolument nécessaire

pour le gouvernement de l'Église; mais qui ne constate cette situation si évidente, plus manifeste encore dans les circonstances actuelles?

Sans doute, les bonnes intentions d'éliminer les inconvénients de cet état de choses n'ont pas fait défaut à ceux qui gouvernent l'Italie; mais cela même démontre clairement que la situation du Pontife romain dépend des pouvoirs civils et qu'elle pourrait, avec un changement de personnes et de circonstances, subir elle-même des changements et des aggravations.

Aucun homme sensé ne pourra affirmer qu'une condition aussi incertaine, aussi dépendante du bon vouloir d'autrui, soit proprement celle qui convient au Siège Apostolique.

Du reste, par la force même des choses, on n'a pas pu éviter que certains inconvénients d'une gravité évidente se vérifiassent.

Sans parler des autres, Nous Nous bornons à faire observer que certains ambassadeurs ou ministres accrédités auprès de Nous ont été obligés de partir pour garantir leur dignité personnelle et les prérogatives de leur charge, ce qui implique pour le Saint-Siège une diminution de son droit propre, issue du défaut de garanties nécessaires, et, du même coup, la privation du moyen ordinaire dont on a continué à se servir comme étant de tous le plus commode pour traiter les affaires avec les gouvernements étrangers; à ce sujet, Nous ne saurions relever sans une profonde douleur le soupçon qui a pu naître d'un côté des belligérants que, par la nécessité des choses, traitant des affaires qui regardent les peuples actuellement en guerre, Nous Nous laisserions dorénavant régler et guider par les seules suggestions de ceux qui peuvent Nous faire entendre leur voix.

Que dire, d'autre part, de la difficulté croissante des communications entre Nous et le monde catholique, qui Nous a mis dans un si grand embarras pour arriver à porter sur les événements un jugement complet et exact qui Nous eût été cependant si utile?

Il Nous semble que ce que Nous avons dit jusqu'ici doit suffire, Vénérables Frères, pour vous montrer combien Notre peine augmente de jour en jour en voyant s'étendre démesurément cette tuerie humaine à peine digne des siècles les plus barbares et combien la situation du Saint-Siège devient, en même temps, plus difficile. Et Nous ne doutons pas que, de même que vous partagez avec Nous les inquiétudes et les soucis de Notre charge apostolique, vous faites aussi écho à Notre douleur. Bien plus, Nous sommes sûr que tout le peuple chrétien prend part à Notre douleur.

Mais pourquoi perdre courage alors que le Pasteur suprême, Jésus-Christ, Nous a promis que son assistance ne ferait jamais défaut à son Église, pas même dans les moments les plus difficiles et les plus orageux? Faisons donc monter avec confiance jusqu'au bien-aimé Rédempteur des hommes nos prières, en les accompagnant d'œuvres de charité et de pénitence, afin que Dieu riche en miséricorde daigne terminer au plus tôt les souffrances au milieu desquelles se débat actuellement la malheureuse humanité.

III

Lettre de Sa Sainteté Benoît XV

à Son Éminence le Cardinal Pompili, cardinal-vicaire[1]

Monsieur le Cardinal,

Comme pasteur universel des âmes, Nous ne pouvions, sans manquer aux devoirs inhérents à la sublime mission de paix et d'amour que Dieu Nous a confiée, rester indifférent à l'effroyable conflit qui déchire l'Europe, ni y assister silencieux.

C'est pourquoi, dès le début de Notre pontificat, dans l'angoisse que Nous mettait au cœur un spectacle si atroce, Nous Nous sommes efforcé à plusieurs reprises, par Nos exhortations et Nos conseils, de persuader les nations ennemies de déposer les armes et de régler leur dissentiment d'une manière requise par la dignité humaine, moyennant une entente amicale.

Nous Nous sommes jeté pour ainsi dire au milieu des peuples belligérants comme un père au milieu de ses fils en lutte. Nous les avons conjurés, au nom de ce Dieu dont la justice et la charité sont infinies, de renoncer à leur dessein de destruction mutuelle, d'exposer une bonne fois avec clarté, d'une manière directe ou indirecte, les désirs de chacune des parties, et de tenir compte dans la mesure du juste et du possible des aspirations des peuples, acceptant au besoin en faveur de l'équité et du bien commun des nations les obligatoires et nécessaires sacrifices d'amour-propre et d'intérêts particuliers.

Telle était et telle reste l'unique voie pour résoudre le monstrueux conflit suivant les règles de la justice et arriver à une paix qui ne soit pas profitable à une seule des parties mais à toutes, et qui soit, par la suite, juste et durable.

Notre voix paternelle malheureusement n'a pas été écoutée jusqu'ici et la guerre se poursuit, furieusement, avec toutes ses horreurs.

Néanmoins, monsieur le cardinal, Nous ne pouvons pas et ne devons pas Nous taire. Il n'est pas permis au père dont les fils se livrent à des combats acharnés de cesser de les avertir pour la seule raison qu'ils résistent à ses prières, à ses larmes, et vous savez, d'autre part, que si Notre cri de paix répété n'a pas obtenu l'effet désiré, il a eu toutefois un écho profond et est descendu comme un baume dans le cœur des peuples belligérants, bien plus, chez les peuples du monde entier, et y a suscité le vif et ardent désir de voir se résoudre le plus tôt possible le sanglant conflit actuel.

Il ne Nous est pas possible, par conséquent, de Nous abstenir d'élever encore une fois la voix contre cette guerre qui Nous apparaît comme un

[1] Texte publié dans le *Devoir* du 1er avril 1916 et rectifié d'après la version donnée par la *Croix* (de Paris) le 7 mars 1916.

suicide de l'Europe civilisée. Nous ne devons négliger de suggérer et d'indiquer, quand les circonstances le permettent, aucun moyen qui puisse contribuer à atteindre ce but tant désiré.

Une occasion propice Nous est offerte présentement par quelques pieuses dames, qui Nous ont manifesté l'intention de former entre elles, à l'approche de la sainte Quarantaine, une union spirituelle de prière et de mortifications, afin d'obtenir plus facilement de l'infinie miséricorde de Dieu la cessation de l'épouvantable fléau.

Nous avons souvent recommandé la prière assidue et la pénitence chrétienne comme l'unique réconfort pour Notre cœur et pour tout cœur humain dans le déchirement que lui cause cette horrible guerre fratricide et comme moyen très efficace pour implorer du Seigneur la paix à laquelle Nous aspirons Le projet que Nous venons de dire ne pouvait manquer de Nous agréer très vivement; aussi l'avons-Nous béni avec toute l'effusion de Nos sentiments paternels Nous voulons maintenant le louer publiquement dans le désir que tous les fidèles l'adoptent à leur tour.

Nous avons donc la confiance que non seulement à Rome, mais dans toute l'Italie et dans les autres pays belligérants, les familles catholiques, spécialement durant les jours prochains consacrés par l'Église à la pénitence, se recueilleront loin des spectacles et des divertissements mondains, en une prière plus fervente et plus assidue et dans la pratique de la mortification chrétienne. Celle-ci rendra plus agréables au Seigneur les supplications de ses fils et se présente d'ailleurs, dans les circonstances actuelles, comme souverainement opportune et s'harmonisant avec l'affliction de tout cœur bien né.

Mères, épouses, filles et sœurs de combattants le sentent plus vivement que quiconque dans la tendresse et la bonté de leur âme, et mesurent l'immensité du malheur que représente l'affreuse guerre actuelle: nous les exhortons toutes, d'une façon spéciale, à user de leur exemple et de leur douce puissance au foyer domestique pour amener tous les membres de leurs familles à faire monter vers Dieu, en ce temps propice, en ces jours de salut, une continuelle et plus fervente prière et présenter à son trône divin l'offrande de sacrifices volontaires qui en apaisent la juste colère

Bien plus, les familles catholiques de toutes les nations belligérantes répondront pleinement à Notre désir si elles s'appliquent de façon particulière à de telles œuvres de piété, le jour qui est consacré à la commémoration sublime du sacrifice de l'Homme-Dieu, en ces heures qu'a rendues éternellement mémorables sa divine charité; elles lui demanderont, par l'intercession de sa Mère de douleurs, mais Mère au courage indomptable et Reine des Martyrs, elles lui demanderont à Lui, qui a voulu racheter par la douleur et rendre frères tous les fils d'Adam, la grâce de supporter avec magnanimité et résignation chrétienne, l'angoisse et les pertes très douloureuses causées par la guerre, et le supplieront de mettre fin à l'épreuve déjà si longue et si terrible. Et parce que les aumônes aussi servent à racheter les péchés et à apaiser la justice de Dieu, Nous souhaiterions que chaque famille, dans une mesure proportionnée à ses ressources, offrît une obole

de charité pour la distribuer aux pauvres et aux malheureux si chers à Jésus-Rédempteur, pour secourir surtout les fils infortunés de ceux qui sont morts en cette horrible guerre.

Dans l'espérance, enfin, qu'à ces œuvres de chrétienne piété voudront s'associer, poussées par un sentiment tendre, un sentiment d'humaine compassion et plus fortement encore par la charité surnaturelle qui doit unir les fils du même Père Céleste, les familles des pays neutres aussi, Nous vous accordons de cœur, monsieur le cardinal, et à toutes les femmes et familles catholiques dont Nous venons de parler, Notre bénédiction apostolique.

BENOÎT XV, Pape.

Du Vatican, 4 mars 1916

IV

Interview de Son Éminence le Cardinal Gasparri, secrétaire d'État[1]

Le cardinal, dès qu'il m'aperçoit, m'accueille par un sourire et débute ainsi:

— Vous savez que le Saint-Père, après certaines interviews de fâcheuse mémoire, a pris la résolution de ne plus recevoir de journalistes pendant la guerre. Moi aussi, j'avais pris le même engagement, mais la loyauté du *Journal* me rassure, et je suis certain qu'il enregistrera fidèlement mes paroles.

— Je crois que Votre Éminence a longtemps habité la France. Par conséquent, elle a pu la connaître et former son jugement sur elle.

— J'avais 30 ans quand les évêques fondateurs de l'Institut catholique de Paris m'offrirent la chaire de droit canonique et de droit public de l'Église. J'ai quitté Paris à l'âge de 48 ans, quand Léon XIII m'envoya comme délégué apostolique, au Pérou, en Bolivie et à l'Équateur. C'est vous dire, Monsieur, que j'ai donné à la France le meilleur de ma vie. Pendant ces longues années qui, hélas! passèrent si vite, j'ai appris, en effet, à connaître et à aimer la France. En particulier, j'ai appris à connaître et à estimer le clergé français, depuis le saint cardinal Richard, qui m'honorait de sa paternelle bienveillance, jusqu'à ces curés de campagne qui savent joindre tant de bon sens pratique aux plus solides vertus sacerdotales. Dans cette horrible guerre, vous n'avez pas eu, je suppose, à vous plaindre de votre clergé.

La conduite du clergé a dû faire tomber bien des préjugés. Le vieux cri de guerre religieuse: *le cléricalisme, voilà l'ennemi!* me semble être aujourd'hui d'une absurdité qui saute aux yeux. Et, certainement, Gambetta

[1] A l'un des rédacteurs du *Journal*, de Paris. Le texte de cette conversation a été reproduit dans le *Devoir* du 23 septembre 1916. Le *Journal* faisait précéder les déclarations de l'éminentissime cardinal de cette attestation: "Le *Journal* les reproduit dans leur texte exact et formellement approuvé, se bornant à remplir son rôle d'informateur qui est de mettre, sans discussion ni commentaire, la pensée du Pape en présence de la conscience française."

ne le prononcerait plus. Encore une fois, le patriotisme des prêtres français a reçu, comme on dit, le baptême du feu et personne, désormais, n'a plus de droit d'en douter. Cela pourrait bien avoir des conséquences pour l'avenir de votre beau pays.

— Puis-je demander à Votre Éminence si, parmi ces conséquences, elle entrevoit comme possible une reprise des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège ?

— Vous touchez au point délicat. Je vous dirai en toute simplicité que, pour moi qui aimais la France, le jour de la rupture fut un des plus pénibles de ma vie. Vous me demandez si je crois possible une reprise ? Mais certainement! De notre côté, nous en serions enchantés. Tout dépendra du gouvernement français. Le voudra-t-il ? Je n'en sais rien. La paix rétablie, tous les peuples belligérants auront un impétueux besoin de repos, de tranquillité, qui fera taire, au moins pour un certain nombre d'années, bien des querelles intestines. En particulier la France, ayant admiré dans cette guerre la belle conduite de son clergé régulier et séculier, ne voudra plus, je pense, de persécution religieuse. Par exemple, est-ce qu'après la guerre on chassera de nouveau du territoire français les religieux qui sont rentrés en France pour répondre à l'appel de la patrie en danger ? Je ne le crois pas. Aucun gouvernement français ne fera cela, et la France, telle que je la connais, la France si chevaleresque, ne le permettrait pas. Or, chez vous, l'apaisement religieux ne sera jamais complet sans la reprise des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Bien plus, après la guerre, les points de contact entre le pouvoir civil en France et l'autorité ecclésiastique, non seulement ne disparaîtront pas, mais iront plutôt en se multipliant, et un gouvernement vraiment soucieux des intérêts de la République française ne voudra pas les sacrifier à un anticléricalisme passé de mode. Voilà, je crois, quelques motifs qui permettent aux catholiques d'espérer.

— Je vous remercie, Éminence, de tout ce que vous venez de me dire. Pouvez-vous ajouter quelques mots sur la pensée du Saint-Père relativement à la guerre ? Vous savez que...

— Je sais que, là-dessus, nos ennemis font circuler en France bien des sottises. Et, pourtant, la pensée du Pape est très simple et très claire. Tout d'abord, il désire, il appelle de tous ses vœux le rétablissement de la paix, paix juste et durable, par conséquent sans oppression des peuples et en tenant compte de leurs aspirations, si elles sont reconnues justes et réalisables. Autrement, nous n'aurions pas la paix, ou, tout au moins, elle ne serait pas durable. En attendant cette paix, le Saint-Siège garde, quoi qu'on en dise, une impartialité absolue entre les belligérants — pourrait-il en être autrement ? — avec une bienveillance particulière envers les nations catholiques, précisément parce que catholiques, qui ont le plus souffert : la France, la Pologne et cette Belgique, d'autant plus près du cœur du Saint-Père qu'elle fut plus éprouvée. Impartialité absolue, mais pas inactive, car le Saint-Siège, sans regarder à la fatigue ni à la dépense, sans distinction même de race ou de religion, a tout fait pour atténuer en quelque mesure les souffrances de cette horrible lutte : et, grâce à Dieu, le résultat

est satisfaisant. Je vous prie de croire, Monsieur, que la secrétairerie d'État, surtout en ce moment, sous l'impulsion vigoureuse de Sa Sainteté, n'est pas une sinécure. Rien que pour tenir l'immense correspondance que nécessitent la recherche des prisonniers et des disparus, et les renseignements à donner aux familles, nous avons dû mobiliser moines et bonnes Sœurs. Certainement, vous connaissez les principales de nos initiatives d'ordre général couronnées de succès comme celles qui aboutirent à l'échange des grands blessés, à l'hospitalisation en Suisse des malades et des petits blessés, et maintenant à l'hospitalisation des pères de famille détenus civils, etc.; je ne parle pas d'autres projets, soit d'ordre général, soit d'ordre particulier, qui attendent encore une solution, mais que nous espérons bien faire réussir. Voilà, en peu de mots, la pensée et l'œuvre du Pape dans les moments tragiques que nous traversons. Les faits sont notoires et le Saint-Père s'est expliqué dans les documents les plus solennels. Je ne crois pas me tromper en disant que tous les hommes raisonnables approuvent notre conduite. Les passions belliqueuses apaisées, nous attendrons, tranquilles, le verdict de l'Histoire.

— Que Votre Éminence veuille bien me permettre un mot. Certainement le Saint-Siège, pouvoir international de sa nature, ne pouvait pas se jeter dans la mêlée. Personne ne le prétend. Mais de la plus haute autorité morale qui soit au monde, on attendait une parole condamnant certains procédés employés dans cette guerre.

— C'est le reproche qu'on nous fait, répété tout dernièrement par des grands journaux avec une légèreté inconcevable. Le Saint-Siège a condamné les violations du droit; il a, par l'allocution consistoriale du 22 janvier 1915, et en d'autres circonstances solennelles, rappelé les belligérants à l'observance des lois de la guerre. Devait-il, pouvait-il aller jusqu'à des condamnations nominales sur des cas particuliers? Je ne vous étonnerai pas en disant que les accusations s'entre-croisent, venant de tous côtés. Le Saint-Siège impartial, s'il voulait s'ériger en juge des coups, devrait suivre pour tous la même règle. Or, un juge tant soit peu sérieux, avant de prononcer sa sentence, doit faire une enquête, doit entendre au moins l'accusé, d'après le principe élémentaire du droit: *Audiatur et altera pars.* A plus forte raison cela s'imposerait dans des débats comme ceux-ci, à cause de la très haute autorité du juge, de la gravité de l'affaire, de la surexcitation des passions, de la complexité des circonstances. Or, est-ce pratiquement possible? Même si nous, les enquêteurs, pouvions arriver jusqu'à la partie accusée, celle-ci, probablement, nous éconduirait plus ou moins poliment, ou bien nierait le fait, ou bien donnerait des explications que nous ne pourrions pas contrôler. Ceci en thèse générale. Il me serait très facile de confirmer ce raisonnement par des exemples et de l'appliquer à des cas particuliers. Ce que nous faisons ne vaut-il pas mieux? Nous tenir en dehors et au-dessus de la bataille, ce qui nous permet de faire du bien à tous et même d'amener tout doucement, et sans faire de bruit, les belligérants à renoncer en tout ou en partie à tel ou tel procédé. Nous ne réussissons pas toujours, mais nous réussissons quelquefois et, ce peu que

nous gagnons, c'est autant de mal de moins sur terre. Je lis dans vos yeux. En ce moment vous pensez aux déportations du Nord français. Oui, nous nous sommes occupés de celles-là aussi, mais je vous prie de ne pas insister là-dessus, car je ne pourrais pas vous répondre. Il m'est seulement permis de vous dire que nous nous en occupons encore.

En m'indiquant d'un geste la fin de l'enquête, le cardinal ajoute:

— Ce que vous pouvez encore dire aux catholiques français, c'est que, dans ses prières, le Saint-Père ne les oublie pas, qu'il leur garde sa dilection et qu'il se souvient toujours que la France, dans sa longue et glorieuse histoire, a mérité le beau titre de fille aînée de l'Église. Je suis sûr, malgré certaines apparences, qu'elle s'en souvient elle aussi.

ÉDOUARD HELSEY.

V

Note du Pape

"aux chefs des peuples belligérants"[1]

LETTRE DU CARDINAL SECRÉTAIRE D'ÉTAT À S. M. LE ROI D'ANGLETERRE

Majesté,

Le Saint-Père, désireux de faire tout ce qui dépend de lui afin qu'il soit mis un terme au conflit qui, depuis plus de trois ans, ravage le monde civilisé, en est venu à la décision de soumettre aux chefs des peuples belligérants des propositions concrètes de paix exposées dans un document que j'ai l'honneur de joindre à cette lettre.

Dieu veuille que la parole de Sa Sainteté produise cette fois l'effet désiré pour le bien de l'humanité tout entière!

Le Saint-Siège n'ayant pas de relations diplomatiques avec le gouvernement français, ni avec le gouvernement italien et le gouvernement des États-Unis, prie très respectueusement Votre Majesté de vouloir bien faire parvenir un exemplaire de l'appel de Sa Sainteté à M. le président de la République française ainsi qu'à Sa Majesté le roi d'Italie et à M. le président des États-Unis. Je me permets aussi d'ajouter douze autres exemplaires que je prie Votre Majesté de daigner faire parvenir aux chefs des nations amies des alliés, en exceptant la Russie, la Belgique et le Brésil, auxquels ce document a été envoyé directement.

En exprimant à Votre Majesté mes remerciements les plus vifs pour son extrême obligeance, je suis heureux de saisir l'opportunité de lui offrir l'hommage des sentiments de très profond respect avec lesquels j'ai l'honneur de me dire, de Votre Majesté, le très humble et très dévoué serviteur.

Cardinal GASPARRI

[1] Texte emprunté au *Gaulois* du 17 août 1917 et reproduit dans le *Devoir* du 1er septembre 1917. Quelques légères modifications ont été faites ici, d'après le texte publié par la *Croix* (de Paris).

NOTE DU PAPE

Aux chefs des peuples belligérants,

Dès le début de Notre pontificat, au milieu des horreurs de la terrible guerre déchaînée sur l'Europe, Nous Nous sommes proposé trois choses entre toutes: garder une parfaite impartialité à l'égard de tous les belligérants, comme il convient à celui qui est le père commun et qui aime tous ses enfants d'une égale affection; Nous efforcer continuellement de faire à tous le plus de bien possible, et cela sans acception de personnes, sans distinction de nationalité ou de religion, ainsi que le dictent aussi bien la loi universelle de charité que la suprême charge spirituelle à Nous confiée par le Christ; enfin, comme le requiert également Notre mission pacificatrice, ne rien omettre, autant qu'il était en Notre pouvoir, de ce qui pourrait contribuer à hâter la fin de cette calamité en essayant d'amener les peuples et les chefs à des résolutions plus modérées, aux délibérations sereines de la paix, paix juste et durable.

Ce fut Notre œuvre pendant les trois douloureuses années qui viennent de s'écouler. On a pu facilement reconnaître que, si Nous sommes toujours resté fidèle à une résolution absolue d'impartialité et à Notre action de bienfaisance, Nous n'avons pas cessé non plus d'exhorter les peuples et les gouvernants belligérants à redevenir frères, bien que la publicité n'ait pas été donnée à tout ce que Nous avons fait pour atteindre ce très noble but.

Vers la fin de la première année de guerre, Nous adressions aux nations en lutte les plus vives exhortations; de plus, Nous indiquions la voie à suivre pour arriver à une paix stable et honorable pour tous.

Malheureusement, Notre appel ne fut pas entendu; et la guerre fut poursuivie, acharnée, pendant deux années encore, avec toutes ses horreurs; elle devint même cruelle et s'étendit sur la terre, sur la mer et jusque dans les airs; et l'on vit s'abattre sur des cités sans défense, sur des villages tranquilles, sur des populations innocentes, la désolation et la mort. Et maintenant, personne ne peut imaginer combien se multiplieraient, s'aggraveraient les souffrances de tous si d'autres mois, ou, pis encore, d'autres années venaient s'ajouter au sanglant triennat. Le monde civilisé devra-t-il donc n'être plus qu'un champ de mort? Et l'Europe, si glorieuse et si florissante, va-t-elle donc, comme entraînée par une folie universelle, courir à l'abîme et prêter la main à son propre suicide?

Dans cette situation si angoissante, en présence d'une menace aussi grave, Nous, qui n'avons aucune visée politique particulière, qui n'écoutons les suggestions ou les intérêts d'aucune des parties belligérantes, mais uniquement poussé par le sentiment du devoir suprême de père commun des fidèles, par les sollicitations de nos enfants qui implorent Notre intervention et Notre parole pacificatrice, par la voix même de l'humanité et de la raison, Nous jetons un nouveau cri de paix et renouvelons Notre pressant appel à ceux qui tiennent entre leurs mains les destinées des nations.

Mais pour ne plus Nous renfermer dans les termes généraux, comme les circonstances Nous l'avaient conseillé par le passé, Nous voulons maintenant

descendre à des propositions plus concrètes et pratiques et inviter les gouvernements et les peuples belligérants à se mettre d'accord sur les points suivants qui semblent devoir être les bases d'une paix juste et durable, en leur laissant le soin de les préciser et de les compléter.

Tout d'abord, le point fondamental doit être qu'à la force matérielle des armes soit substituée la force morale du droit, d'où résulte un juste accord de tous pour la diminution simultanée et réciproque des armements selon des règles et des garanties à établir dans la mesure nécessaire et suffisante pour le maintien de l'ordre public en chaque État, et pour la substitution aux armées d'une institution d'arbitrage avec une haute fonction pacificatrice, selon des règles à concerter et des sanctions à déterminer contre l'État qui se refuserait soit à soumettre les questions internationales à un arbitrage, soit à en accepter les décisions.

Une fois la suprématie du droit ainsi établie, on enlève tout obstacle aux voies de communication des peuples en assurant, par des règles à fixer également, la vraie liberté et la communauté des mers, ce qui d'une part éliminerait les multiples causes d'un conflit et d'autre part ouvrirait à toutes les nations de nouvelles sources de prospérité et de progrès.

Quant aux dommages à réparer et aux frais de la guerre, Nous ne voyons d'autre moyen de résoudre la question qu'en posant comme principe général une remise des dettes entière et réciproque, justifiée du reste par les bienfaits immenses à retirer du désarmement, d'autant plus qu'on ne comprendrait pas la continuation d'un pareil carnage uniquement pour des raisons d'ordre économique. Si pour certains cas, il existe, à l'encontre, des raisons particulières, qu'on les pèse avec justice et équité.

Mais ces accords pacifiques, avec les immenses avantages qui en découlent, ne sont pas possibles sans la restitution réciproque des territoires actuellement occupés; par conséquent, du côté de l'Allemagne, l'évacuation totale de la Belgique avec garantie de sa pleine indépendance politique, militaire et économique vis-a-vis de n'importe quelle puissance; l'évacuation également des territoires français; du côté des autres parties belligérantes, semblables restitutions des colonies allemandes.

Pour ce qui regarde les questions territoriales, comme par exemple celles qui sont débattues entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Allemagne et la France, il y a lieu d'espérer qu'en considération des avantages immenses d'une paix durable avec désarmement, les parties en conflit voudront les examiner avec des dispositions conciliantes, tenant compte dans une mesure juste et possible, ainsi que nous l'avons dit autrefois, des aspirations des peuples, et à l'occasion, en faisant coordonner les intérêts particuliers avec le bien général de la grande société humaine.

Le même esprit d'équité et de justice devra diriger l'examen des autres questions territoriales et politiques, notamment de celles relatives à l'Arménie, aux États balkaniques, aux territoires faisant partie de l'ancien royaume de Pologne, auquel en particulier ses nobles traditions historiques, les souffrances endurées spécialement pendant la guerre actuelle doivent justement concilier les sympathies des nations.

Telles sont les principales bases sur lesquelles Nous croyons que doit s'appuyer la future réorganisation des peuples. Elles sont de nature à rendre impossible le retour de semblables conflits et à préparer la solution de la question économique si importante pour l'avenir et le bien-être matériel de tous les États belligérants.

Aussi, en vous les présentant à vous, qui dirigez à cette heure tragique les destinées des nations belligérantes, Nous sommes animé d'une douce espérance, celle de les voir acceptées et de voir ainsi terminer le plus tôt possible la lutte terrible qui apparaît de plus en plus comme un massacre inutile. Tout le monde reconnaît d'autre part que, d'un côté comme de l'autre, l'honneur des armes est sauf.

Prêtez donc l'oreille à notre prière; accueillez l'invitation paternelle que nous vous adressons au nom du divin Rédempteur, prince de la Paix, réfléchissez à votre très grave responsabilité devant Dieu et les hommes. De vos résolutions dépendent le repos et la joie d'innombrables familles, la vie de milliers de jeunes gens, la félicité, en un mot, des peuples auxquels vous avez le devoir absolu d'en procurer le bienfait.

Que le Seigneur vous inspire des décisions conformes à sa très sainte volonté; fasse le ciel qu'en méritant les applaudissements de vos contemporains, vous vous assuriez aussi auprès des générations futures le beau nom de pacificateur. Pour Nous, étroitement uni dans la prière et la pénitence à toutes les âmes fidèles qui soupirent après la paix, nous implorons pour vous du divin Esprit lumière et conseil.

BENOÎT XV.

Du Vatican, 1er août 1917.

VI

Lettre de Son Eminence le Cardinal Gasparri, Secrétaire d'État,

à Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Sens[1]

Secrétairerie d'État de Sa Sainteté.

Du Vatican, 7 octobre 1917.

Monseigneur,

Je vous remercie de tout cœur de l'aimable lettre que vous avez eu la bonté de m'adresser. Le Saint-Père, à qui je me suis empressé de la communiquer, a fort goûté la juste appréciation faite par vous de l'Appel pontifical du 1er août dernier, en faveur de la paix.

[1] Texte publié dans la *Croix* (de Paris) et reproduit dans le *Devoir* du 1er décembre 1917.

Vous connaissez sûrement, Monseigneur, ma lettre à Mgr l'évêque de Valence. Cette lettre exprime l'étonnement que m'a causé l'attitude généralement hostile de la presse française à l'égard de l'Appel pontifical. J'y ai démontré (ce qui du reste ressort avec évidence de la simple lecture du document pontifical) qu'aucun des points indiqués par le Saint-Père, comme bases d'une paix juste et durable, ne saurait blesser le patriotisme français.

Bien plus, quelques-uns de ces points sont nettement favorables à la France: de sorte que s'il y a dans la Lettre pontificale une nation favorisée, ce n'est ni l'Allemagne ni l'Autriche, mais bien la France et la Belgique. Ma surprise et mon étonnement furent donc très grands.

On a présenté l'acte pontifical comme inspiré par les empires centraux et spécialement par l'Autriche. Cette assertion est complètement fausse. Les déclarations du Saint-Siège et celles du chancelier allemand, la réponse des empires centraux, l'opposition de la presse pangermaniste et conservatrice d'Allemagne mettent ce point hors de doute; je puis ajouter que, par un retard tout à fait involontaire dans la transmission, l'empereur d'Autriche et son gouvernement ont été les derniers à connaître la Lettre pontificale.

D'ailleurs la genèse de l'acte pontifical est très simple, et il n'est besoin de recourir à aucune inspiration étrangère. Par les déclarations des hommes d'État ou des Parlements des puissances belligérantes, le Saint-Siège avait constaté, avec la plus vive satisfaction, que, sur certains points fondamentaux, on était substantiellement d'accord; il a donc réuni ces différents points, invitant les puissances elles-mêmes à les préciser, à les compléter, à les examiner dans un esprit de conciliation, en tenant compte, dans la mesure du juste et du possible, des aspirations des peuples: et voilà tout l'acte pontifical du 1er août.

Ainsi, par exemple, presque tous les belligérants: Russie, France, Angleterre, Allemagne, Autriche, avaient déclaré que la paix devait être conclue sans indemnités. La Russie, l'Allemagne, l'Autriche ne faisaient pas de distinctions entre les dépenses de guerre et les dommages causés par la guerre, indiquant par là même que la réparation de ces dommages ne serait pas exigée. Seul, M. Ribot déclara que, dans les futures tractations de paix, la France se réservait le droit de réclamer la réparation des dommages causés sur son territoire, sans nécessité aucune, par la faute des autorités militaires. C'est pourquoi, dans le troisième point de l'Appel pontifical, le Saint-Siège propose, comme règle générale, la condonation réciproque des dépenses et dommages de guerre, ajoutant que *si dans quelques cas des raisons particulières s'y opposent, ces raisons devront être pesées avec justice et équité.* Conçue en termes généraux, cette proposition n'exclut pas les réserves formulées par M. Ribot; et la France demeure libre de juger si, même dans l'hypothèse de la victoire, il lui convient de prolonger la guerre, fût-ce d'une seule année, pour réclamer de l'Allemagne la réparation des dommages dont elle serait coupable.

On a dit encore que le Saint-Père, en qualité de juge suprême de la morale et de la justice, devait avant tout déclarer de quel côté sont les torts, de quel côté le droit. Étrange critique, en vérité! Dans l'intérêt de l'humanité, le Saint-Père dans sa lettre assume l'office de *médiateur* faisant du mieux possible pour amener les nations belligérantes, dont chacune prétend avoir raison, à déposer les armes, à entrer en conversation, à se réconcilier. Or, je le demande, appartient-il au rôle de *médiateur* de déterminer quelle est celle des parties en présence qui a tort, quelle est celle qui a raison? A vouloir trancher cette question, est-il probable qu'il atteindrait le but qu'il se propose: celui de faire entrer les parties dans la voie de la réconciliation et de la paix?

Enfin, et j'omets d'autres points de moindre importance, on a objecté que les propositions du Saint-Père ne sont pas toutes réalisables. On a dit en particulier que le désarmement réciproque et simultané doit être mis au rang des aspirations destinées à demeurer sans effet. Or, le désarmement est voulu par tous sans exception, comme l'unique moyen pour éloigner le péril de la guerre, pour remédier aux difficultés financières des États, pour empêcher les convulsions sociales qui sans cela sont trop malheureusement à prévoir. Mais dès qu'il s'agit de déterminer le moyen de réaliser et de maintenir ce désarmement, l'accord cesse. Je n'hésite pas à reconnaître franchement que de tous les systèmes envisagés jusqu'à présent, aucun n'est vraiment pratique. Et pourtant ce système pratique existe.

Le Saint-Siège, dans son Appel du 1er août, n'a pas cru, par déférence pour les chefs des peuples belligérants, devoir l'indiquer, préférant leur laisser à eux-mêmes le soin de le déterminer, mais pour lui, le seul système pratique et, de plus, de facile application avec un peu de bonne volonté de part et d'autre serait le suivant: supprimer, d'un commun accord entre nations civilisées, le service militaire obligatoire; constituer un tribunal d'arbitrage, comme il a été dit déjà dans l'Appel pontifical, pour résoudre les questions internationales; enfin, pour prévenir les infractions, établir comme sanction le *boycottage* universel contre la nation qui voudrait rétablit le service militaire obligatoire, ou bien qui se refuserait, soit à soumettre une question internationale au tribunal d'arbitrage, soit à accepter sa décision.

De cette sanction, lord Cecil lui-même, dans un de ses discours, a pleinement reconnu l'efficacité pratique.

Et de fait, pour omettre d'autres considérations, l'exemple récent de l'Angleterre et de l'Amérique dépose en faveur de l'adoption de ce système. L'Angleterre et l'Amérique avaient, en effet, le service volontaire, et, pour prendre une part efficace à la guerre actuelle, elles ont été contraintes de recourir à la conscription. Ce qui prouve que le service volontaire donne bien le contingent nécessaire pour maintenir l'ordre public (et l'ordre public n'est-il pas maintenu en Angleterre comme en Amérique, aussi bien, sinon mieux, que chez les autres nations?) mais il ne fournit pas les armées énormes requises par la guerre moderne. En supprimant donc, d'un commun accord entre nations civilisées, le service obligatoire

pour le remplacer par le service volontaire, on obtiendrait comme automatiquement et sans perturbation de l'ordre public le désarmement avec toutes les heureuses conséquences indiquées plus haut.

La conscription a été, depuis plus d'un siècle, la vraie cause d'une multitude de maux qui ont affligé la société: arriver à une suppresssion simultanée et réciproque sera le vrai remède. En effet, une fois supprimée, la conscription ne pourrait être rétablie que par une loi; et pour cette loi, même avec la constitution actuelle des empires centraux, il faudrait l'approbation du Parlement (approbation très improbable pour beaucoup de raisons et surtout à cause de la douloureuse expérience de la guerre actuelle); ainsi on arriverait à avoir, pour le maintien des accords intervenus, ce que l'on souhaite tant: la garantie des peuples. Si d'autre part, on réservait au peuple par voie de *referendum*, ou du moins au Parlement, le droit de paix et de guerre, la paix entre nations se verrait assurée, autant du moins qu'il est possible en ce monde.

Je m'aperçois, Monseigneur, que cette lettre est devenue trop longue; veuillez l'attribuer à mon amour pour la France, au plaisir que j'ai de m'entretenir avec vous et me croire, Monseigneur, votre serviteur et ami.

P. cardinal GASPARRI

VII

Discours de Sa Sainteté Benoît XV[1]

à l'occasion de la fête de Noël, 1917

Nous vous sommes reconnaissant, Monsieur le cardinal, à vous et à tous vos éminentissimes collègues, dont vous venez d'être l'interprète non moins éloquent qu'autorisé, du réconfort que Nous ont apporté vos paroles par lesquelles vous Nous exprimiez les vœux du Sacré Collège pour les toutes prochaines solennités de Noël. Habitué désormais et, par une disposition divine, destiné à ne goûter que tempérées par l'affliction les joies elles-mêmes des plus douces solennités, Nous Nous préparions à répéter les gémissements du Père et les anxiétés du Pasteur, en commémorant pour la quatrième fois, en ces jours de guerre, l'anniversaire de la naissance de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Oh ! combien d'âmes nous voyons dans l'épreuve aujourd'hui! combien dans l'obscurité et dans la crainte pour demain ! Préposé à la garde du troupeau que, seul, un faux pasteur pourrait se résigner à voir en proie aux tueries, Nous sentions comme Paul une douleur aiguë depuis que Nos

[1] En réponse aux vœux du Sacré Collège, présentés par S. É. le cardinal Vannutelli, cardinal doyen, à l'occasion de la fête de Noel 1917. Ce texte est celui que la *Croix* (de Paris) a publié le 27 décembre 1917 et le *Devoir*, le 22 janvier 1918.

efforts pour la réconciliation des peuples étaient restés vains. Ce qui Nous causait une particulière affliction n'était point de n'avoir pas obtenu la réalisation de Nos désirs, mais de voir que la tranquillité des nations en était retardée, d'avoir vu tomber à vide l'invitation que Nous avions adressée aux chefs des peuples belligérants.

Du haut des tribunes les plus autorisées avaient été annoncées quelques bases principales d'accord propres à développer une entente commune. Nous les avions simplement recueillies pour inviter les chefs des États belligérants à en faire l'objet d'une étude particulière, dans le seul but d'arriver plus vite à satisfaire le vœu qui gît secret et comprimé dans le cœur de tous.

Lorsque cependant Nous avions constaté, ou qu'on ne daignait point Nous écouter, ou qu'on ne Nous épargnait ni le soupçon ni la calomnie, Nous avions bien dû reconnaître en Nous le *signum cui contradicetur* Nous trouvions un réconfort dans la pensée que Notre invitation à la paix, n'ayant pas en effet visé à des résultats immédiats, aurait peut-être pu se comparer au grain de froment au sujet duquel le divin Maître nous enseigne qu'il n'en sort point d'épi avant qu'il ait été lui-même décomposé par la chaleur du sol. Nous trouvions surtout Notre réconfort dans la conscience du droit et du devoir que Nous avons de continuer au milieu du monde la mission pacifique et pacificatrice de Jésus-Christ. Aucun obstacle et aucun péril ne Nous semblaient capables de briser Notre volonté d'obéir au devoir et d'exercer le droit de celui qui représente le Prince de la paix, mais Nous ne nions point qu'à voir les énergies des nations naguère florissantes poussées au paroxisme de la mutuelle destruction, et dans l'effroi que Nous causait le suicide toujours plus proche de l'Europe civilisée, Nous allions Nous demandant tristement quand donc et comment prendra fin cette cruelle tragédie ? Votre parole, Monsieur le cardinal, est venue bien à propos, et Nous applaudissons à l'opportunité du conseil qui vous a fait considérer le présent conflit des nations à la lumière de la foi, et qui vous a fait puiser dans la foi aussi la persuasion que les présentes calamités ne prendront point fin avant que les hommes retournent à Dieu.

Mais Nous voulons transformer en une vraie promesse de jours meilleurs le réconfort qu'il Nous plaît de tirer des paroles du Sacré Collège par la bouche de son éminentissime doyen qui Nous a présenté les vœux de Noël. C'est pourquoi Nous ne Nous bornons pas à reconnaître l'importance du retour à Dieu, qui vient d'être affirmée. Mais, par le vœu le plus ardent de Notre cœur, Nous appelons l'heure de ce retour salutaire de la société contemporaine à l'école de l'Évangile. Quand les aveugles d'aujourd'hui auront vu et que les sourds auront entendu, quand toute déviation sera redressée et toute aspérité aplanie, quand, en un mot, l'homme et la société seront retournés à Dieu, alors, et seulement alors, toute chair verra le salut de Dieu. *Videbit omnis caro salutare Dei*. Et au pauvre et à l'affligé sera annoncée cette bonne nouvelle, la paix.

Oh ! la grande leçon que l'Église nous répète par les paroles de la liturgie propre à ces jours sacrés! Qu'il retourne donc au giron du Seigneur

quiconque désire que sa main vengeresse s'arrête. Que la malheureuse humanité revienne à la sagesse; qu'elle retourne, oui, qu'elle retourne au Seigneur. Comme le dérèglement des sens précipita un jour des cités célèbres dans une mer de feu, ainsi, de nos jours, l'impiété de la vie publique, l'athéisme érigé en système de prétendue civilisation ont précipité le monde en une mer de sang. Mais, sur les ténèbres qui enveloppent la terre, resplendit encore, haute et tranquille, la lumière de la foi. Qu'elle se lève donc vers le rayon bienfaisant, l'obstinée paupière de l'œil mortel. Pour Nous, Nous souvenant de Notre devoir sacré, Nous crions aux fils de Notre âge, avec les accents des voyants antiques: "Retournez ! Retournez au Seigneur !" Et pour retourner au Seigneur, il suffirait d'aller à Bethléem avec la simplicité des pasteurs. Il suffirait d'écouter quelle est la voix qui descend, messagère du ciel, sur la divine crèche. Oh ! paix du Christ, chère à tout âge qui te possède, combien plus chère tu devrais être au nôtre qui, depuis si longtemps, t'a perdue. Mais la paix annoncée par les anges à Bethléem ne veut pas de haines, ni de vengeances, ni de cupidités, ni de tueries. C'est une voix de douceur et de pardon. C'est une promesse faite; bien plus, c'est une récompense annoncée aux hommes de bonne volonté. Oh ! qu'ils ne l'oublient point ceux qui, dans l'anniversaire des fêtes de Noël, reconnaissent l'invitation de retourner au Seigneur en passant par Bethléem.

Mais peut-être le langage de Bethléem ne suffit-il point. Admirons le conseil divin qui, précisément en ces jours-ci, fait retentir le langage plus fort encore à l'oreille de qui doit retourner à Dieu, et allons de là à la cité de David sur les traces sacrées du Christ et sur celles de quiconque méprise tout pour suivre le Messie. Allons à Jérusalem. Sur les routes de Judée, ceci est de l'histoire contemporaine, ont avancé de concert le conseil humain et le dessein de Dieu et, tandis que le premier a soumis ces régions, celui-ci a satisfait le vœu séculaire de nos pères en rendant à la foi chrétienne les enceintes sacrées et le sol vénérable où fut versé le sang par lequel nous fûmes rachetés.

Jérusalem, ville céleste et bienheureuse vision de paix, fais monter vers Dieu, de qui tu as vu le sublime sacrifice, l'hymne de l'allégresse, de la reconnaissance, de l'amour, et parle, toi aussi, en ces solennités de Noël. Les angéliques concerts de paix retentirent à Bethléem aux oreilles des hommes marqués par la bonne volonté, mais c'est en toi que fut coupé le symbolique rameau d'olivier et qu'il fut étendu aux pieds du Prince de la paix, tandis que le peuple et les enfants faisaient résonner le cri de: "Hosanna, au Fils de David !"

Tout le monde voit que les événements récemment accomplis dans la cité de Jérusalem ont eux aussi leur langage particulier qui ajoute à la force de l'invitation que Nous adressons aux peuples de retourner à Dieu, parce que à Jérusalem fut béni Celui qui se présentait non au nom des hommes d'armes, mais au nom du Seigneur.

On trouvera donc bien justifié le réconfort que Nous avons trouvé dans les paroles qui ont accompagné les vœux du Sacré Collège.

Et, à Notre tour, Nous offrons cordialement l'expression de Nos vœux les plus joyeux à cet auguste Sénat, comme à la plus chère des assemblées et comme à l'organisme le plus élevé de la puissance pontificale dans le gouvernement de l'Église. Et ces souhaits qui tirent leur prix de la Bénédiction pontificale, Nous les présentons aussi aux évêques, prélats, prêtres et laïques qui ne font pas seulement Notre couronne, mais qui, comme Nous l'espérons participent en ce moment au vœu que le monde retourne bientôt à Dieu, afin que Dieu, ayant vu sa justice satisfaite, rende à la terre le don ineffable de la paix.

Table des Matières

APPENDICES

DISCOURS ET PUBLICATIONS DIVERSES DE M. HENRI BOURASSA

EN FRANÇAIS :

Grande-Bretagne et Canada (*épuisé*), 1901	$0.25
Le patriotisme canadien-français (*épuisé*), 1902	.10
Les Canadiens-français et l'Empire britannique (*épuisé*), 1903	.25
Devant le tribunal de l'histoire (*trad. de Goldwin-Smith*) (*épuisé*) 1903	.10
* Les Écoles du Nord-Ouest (*épuisé*), 1905	.10
La Publicité (*prospectus*), 1909	...
Le projet de Loi navale (*épuisé*), 1910	.10
Religion, Langue et Nationalité (*Discours au Congrès Eucharistique de Montréal*) (*épuisé*), 1910	.10
* La Convention douanière (*épuisé*), 1911	.10
La Conférence impériale et le rôle de M. Laurier, 1911	.25
Pour la justice, 1912	.10
La langue française (*Discours au Congrès de Québec*) (*épuisé*), 1912	.10
Le spectre de l'Annexion (*épuisé*), 1912	.10
Le Canada et l'arbitrage international (*épuisé*), 1913	.10
Le Canada à Lourdes (*épuisé*), 1914	.10
La politique de l'Angleterre, avant et après la guerre (*épuisé*), 1914	.25
Le *Devoir*, son origine, son passé, son avenir, 1915	.10
La langue française au Canada, 1915	.15
* Que devons-nous à l'Angleterre ? (*épuisé*), 1915	2.00
Le *Devoir* et la guerre — Le conflit des races, 1916	.15
* Hier, Aujourd'hui, Demain (*épuisé*), 1916	.75
* Le Problème de l'Empire (*épuisé*), 1916	.10
L'intervention américaine, 1917	.25
La conscription, 1917	.10
L'emprunt de la "victoire" (*épuisé*), 1917	.05
Le Pape, arbitre de la paix, 1918	.60
Le Pape, arbitre de la paix, 1918 (édition de luxe)	1.00

EN ANGLAIS :

Great Britain and Canada (*épuisé*), 1901	.25
The French Canadian in the British Empire (*Reproduit du* Monthly Review, *sept. et oct. 1902*), (*épuisé*)	.10
* The Reciprocity Agreement (*épuisé*), 1911	.25

DISCOURS ET PUBLICATIONS DIVERSES DE M. HENRI BOURASSA

(*Suite*)

Why the Navy Act should be repealed, (*épuisé*), 1912...........	.25
The Spectre of Annexation (*épuisé*), 1912......................	.25
Imperial Relations (*Empire Club, Toronto*), (*épuisé*), 1913.........	.10
Canada and International Arbitration (*épuisé*), 1913..............	.10
French and English (*épuisé*), 1914............................	.10
Ireland and Canada (*épuisé*), 1914............................	.10
The National Duty of Canada, 1915............................	.10
The Foreign Policy of Great Britain, 1915......................	.25
* Canadian Nationalism and the War (*épuisé*), 1916..............	.10
* Independence or Imperial Partnership (*épuisé*), 1916............	.25
Conscription, 1917..	.10
"Win the War" and lose Canada, 1917..........................	.02

Des ouvrages ou brochures marqués d'une astérisque, *il reste quelques exemplaires réservés aux bibliothèques publiques*, (*collèges*, *etc*).

A toute commande par la poste, ajouter 2 sous pour chaque brochure à 10 sous, 3 sous pour chaque brochure à 15 ou 25 sous, 10 sous pour Le Pape arbitre de la paix *et pour* Hier, Aujourd'hui, Demain, *15 sous pour* Que devons-nous à l'Angleterre? *Pour faire recommander, ajouter 5 sous.*


UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 18 08 06 016 1